

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

LES DEUX PIKETTY : UNE DIVERGENCE ONTOLOGIQUE

MÉMOIRE

PRÉSENTÉ

COMME EXIGENCE PARTIELLE

MAÎTRISE EN SCIENCE POLITIQUE

PAR

HUGO VALENTIN RAYMOND

DÉCEMBRE 2022

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL  
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.04-2020). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

## REMERCIEMENTS

Je tiens ici à exprimer d'abord toute ma reconnaissance à mon directeur de recherche, monsieur Jean-Guy Prévost, professeur au département de science politique à l'Université du Québec à Montréal, pour sa disponibilité en toute circonstance, pour sa patience et surtout pour ses conseils qui m'ont été plus que précieux dans le cheminement de ma réflexion au cours de l'élaboration du présent mémoire.

Je souhaite également remercier l'ensemble des professeurs, ainsi que toute l'équipe pédagogique de l'Université du Québec à Montréal, qui m'ont permis d'enrichir le fruit de mes réflexions dans un environnement académique propice tout au long de mon cursus universitaire, et ce aussi bien au cours de mon baccalauréat que durant ma maîtrise. Ainsi, je voudrais adresser un remerciement particulier à madame Ève Seguin qui, par la qualité de ses enseignements au baccalauréat, m'a donné un goût prononcé pour la discipline que constitue l'analyse politique et m'a donné l'envie de poursuivre mes études à la maîtrise au sein de la même université.

J'aimerais maintenant remercier mes très chers parents, Catherine Raymond et Yves Raymond, pour leur soutien inconditionnel et leurs constants encouragements sans lesquels je ne serai peut-être jamais arrivé au terme de mes études.

Il est également important à mes yeux de faire part de ma reconnaissance envers Katherine Loudin ainsi que ses parents, Linda Benedetto et Radek Loudin, qui m'ont initialement accueilli lors de mon arrivée au Québec et qui m'ont permis d'y reprendre mes études.

Je voudrais aussi remercier Alexandre Dion-Dégodez, Jérémy Hugonnier et Maxime Masse avec qui j'ai partagé beaucoup de temps à discuter et débattre sur divers sujets en rapport avec la science politique qui nous tenaient à cœur et qui ont contribué à garder ma motivation et ma persévérance lors de mon parcours en maîtrise.

Finalement, je voudrai remercier Maya Amoah avec qui j'ai longuement échangé au cours des trois dernières années et qui m'a permis de grandement améliorer mon niveau de compréhension en anglais et sans qui je n'aurais pas été en mesure de lire et comprendre un certain nombre de publications utiles à ma réflexion et à mon cheminement.

## DÉDICACE

*Je dédis ce mémoire :*

*À mes parents pour tout l'amour avec lequel j'ai été choyé et l'éducation qu'ils m'ont donnée sans laquelle je ne serai pas la personne que je suis aujourd'hui. Je ne pourrai jamais suffisamment leur témoigner ma gratitude.*

*À mes deux frères qui ont toujours été là pour moi, et ce depuis l'enfance, dans les meilleurs moments comme dans les plus difficiles.*

*À mes amis et à tous mes proches, car j'ai la chance d'être entouré par de magnifiques personnes qui m'ont toujours soutenu dans tout ce que j'entreprenais.*

*Enfin, à ma nièce et mes neveux que j'aime d'un amour inconditionnel et qui, je l'espère, rencontreront le plus grand des succès dans leurs accomplissements futurs.*

## TABLE DES MATIÈRES

REMERCIEMENTS .....	ii
DÉDICACE .....	iii
LISTE DES TABLEAUX .....	vi
LISTE DES ABRÉVIATIONS, DES SIGLES ET DES ACRONYMES .....	vii
LISTE DES SYMBOLES ET DES UNITÉS .....	viii
RÉSUMÉ.....	ix
ABSTRACT .....	x
INTRODUCTION .....	1
CHAPITRE 1 Les lois fondamentales du capitalisme et l'idéologie à travers les siècles .....	12
<b><i>Le Capital au XXI<sup>e</sup> siècle : le matérialisme de Piketty</i></b> .....	14
<b>Les mythes entourant la croissance de la production</b> .....	14
<b>Les lois fondamentales du capitalisme et le rapport capital/revenu</b> .....	17
<b>La structure du capital à travers les époques</b> .....	19
<b>La répartition du capital</b> .....	21
<b><i>Capital et idéologie : l'idéalisme libéral de Piketty</i></b> .....	24
<b>De l'idéologie trifonctionnelle à la société de propriétaires</b> .....	24
<b>Le propriétaire à l'âge industriel</b> .....	26
<b>L'avènement de la société néo-propriétaire</b> .....	27
<b>Les deux Piketty</b> .....	31
CHAPITRE 2 Ce que nous disent les critiques de Piketty .....	33
<b>Les discussions autour de <i>Capitalisme au XXI<sup>e</sup> siècle</i></b> .....	34
<b>Les discussions autour de <i>Capital et Idéologie</i></b> .....	40
<b>Un projet politique toujours aussi irréaliste pour certains</b> .....	43
<b>Une bonne méthode qui demeure à améliorer</b> .....	46
<b>Des imprécisions conceptuelles</b> .....	47
<b>Un occidentalocentrisme persistant</b> .....	53
CHAPITRE 3 Matérialisme ou sociologie historique des idéologies : les deux Piketty .....	59
<b><i>C21, un ouvrage ancré dans le matérialisme historique.</i></b> .....	59
<b>La démographie en économie et les lois fondamentales du capitalisme</b> .....	59
<b>La réduction des inégalités économiques au cours de la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle</b> .....	62
<b><i>C&amp;I, un idéalisme radical</i></b> .....	65

<b>De l'idéologie trifonctionnelle au propriétaireisme : les racines chrétiennes de la propriété privée ....</b>	<b>65</b>
<b>L'avènement de la société néopropriétaire .....</b>	<b>69</b>
CONCLUSION : Un renversement ontologique sans faire fi des recherches passées.....	74
RÉFÉRENCES .....	78

## LISTE DES TABLEAUX

Tableau 2.1 .....	34
Tableau 2.2 .....	41

## LISTE DES ABRÉVIATIONS, DES SIGLES ET DES ACRONYMES

A.N.C. = *African National Congress*

C21 = *Capital au XXI<sup>e</sup> siècle*

C&I = *Capital et Idéologie*

CFPS = *China Family Panel Survey*

F.M.I. = *Fond Monétaire International*

GAFAM = Google, Apple, Facebook, Amazon et Microsoft. Il s'agit des cinq entreprises qui cumulent les plus grandes capitalisations boursières au monde.

IRFS = *International Financial Reporting Standards*

O.N.U. = *Organisation des Nations Unies*

TINA = *there is no alternative*

U.R.S.S. = *Union des Républiques Socialistes Soviétiques*

WID = *World Inequality Database*

(M) = critiques qui portent sur la validité des données et la méthodologie de Piketty

(T) = critiques qui s'attardent aux « lois » économiques énoncées par Piketty

(P) = critiques qui s'en prennent aux propositions de Piketty en matière de politiques publiques

## LISTE DES SYMBOLES ET DES UNITÉS

$\beta$  = le rapport capital/revenu

$\alpha$  = la part des revenus du capital à l'intérieur du revenu national

$r$  = le taux de rendement moyen du capital

$s$  = le taux d'épargne

$g$  = le taux de croissance économique

## RÉSUMÉ

Ce mémoire prend la forme d'une analyse comparative des deux livres de Thomas Piketty que sont *Le Capital au XXI<sup>e</sup> siècle* et *Capital et Idéologie* et s'intéresse à la cohérence des propos et arguments de l'auteur sur le plan de l'ontologie. Au sein de la littérature qui vient d'être mentionnée, Piketty se plie à un même exercice qui consiste à promouvoir la sociale-démocratie comme un modèle de société supérieur. Toutefois, dans ses analyses des structures socio-économiques du capitalisme, il emprunte deux perspectives ontologiques en opposition dans leur conception même de la formation de l'être et de son rapport au monde. Dans le premier, il privilégie une analyse des inégalités économiques à l'intérieur des sociétés capitalistes en s'appuyant sur des arguments qui empruntent très largement au matérialisme historique, là où dans le second, il s'emploie cette fois-ci à une analyse qui favorise les explications idéalistes et se rapproche davantage d'une représentation libérale des sociétés humaines. La question qui se pose est ainsi la suivante : comment peut-on concilier de manière cohérente les thèses « matérialistes » qui nourrissent *Le Capital au XXI<sup>e</sup> siècle* et l'approche « idéaliste » qui est proposée avec *Capital et Idéologie*, considérant le contraste qui apparaît sur le plan de la posture analytique qu'emprunte l'auteur dans chacun des ouvrages ? Dans les travaux qu'il publie en 2013, Piketty se réfère encore au concept de capitalisme, alors qu'il développe dans ses travaux plus récents le concept de « propriété ». Cela lui permet d'évacuer les origines matérielles de la relation sociale qu'implique la question du capital au profit d'un argumentaire nouveau mettant, cette fois-ci, en avant le concept de propriété et ses racines idéologiques. La recherche s'attelle dans un premier temps à identifier et à présenter les arguments fondamentaux au sein des raisonnements de l'auteur dans chacun des deux ouvrages. Dans un second temps, il s'agit d'identifier et commenter les réactions suscitées par ceux-ci dans le corps académique. Finalement, l'analyse des arguments de Piketty permet de conclure qu'il est, de toute évidence, complexe de faire coexister à l'intérieur d'un même cadre théorique les deux perspectives qu'il propose puisque celles-ci s'opposent directement en ce qui concerne la formation même de l'être et par extension l'origine des structures politiques. Cependant, il est possible que Thomas Piketty, avec ces deux ouvrages, tente de construire autre chose qu'une théorie générale des inégalités et du capitalisme.

Mots clés :

Inégalités, Idéologie, Matérialisme, Idéalisme, Capitalisme, Capital, Propriétarisme, Propriété, Libéralisme, Marxisme, Revenus, Croissance, Ontologie, Rapport Capital/Revenu.

## ABSTRACT

Abstract :

This research consists of a comparative analysis of two books by Thomas Piketty, *Le Capital au XXI<sup>e</sup> siècle* and *Capital et Idéologie*, focusing on the consistency of the author's arguments in the field of ontology. Within the literature mentioned, Piketty's goal is the same: To promote social democracy as a superior model of society. However, in his analysis of the socio-economic structures of capitalism, he borrows two ontological perspectives that are in opposition, regarding their basic concepts on the formation of being and its relationship to the world. In the first book, he favors an analysis of economic inequalities within capitalist societies by relying on arguments that largely borrow from Marx's historical materialism. In the second book, Piketty chooses to apply an analysis that favours idealistic explanations and comes closer to a liberal representation of human societies. Thus, the question arises: How can one reconcile in a coherent manner, considering the contrast that appears between the two books in terms of analytical posture, the materialist thesis that is supported in *Le Capital au XXI<sup>e</sup> siècle* and the idealistic approach proposed with *Capital et Idéologie*? In the works he published in 2013, Piketty still refers to the concept of capitalism, whereas, by contrast, he develops in his more recent works the concept of "proprietaryism". This conceptual shift allows him to refrain from material origins of the social relationship implied by the question of capital, in favor of a new argument that this time highlights the concept of property and its ideological roots. This research initially focuses on identifying and presenting the fundamental arguments within the author's reasoning in each books. In a second step, this research will comment on responses by critics within the academic body. Finally, the analysis of Piketty's arguments concludes that the coexistence of these two perspectives within the same theoretical framework is evidently complex, given that they are in direct opposition regarding the very formation of being and by extension the origin of political structures. However, it is possible that these two works by Thomas Piketty aims to build something that differs from a general theory of inequalities and capitalism.

Keywords :

Inequalities, Ideology, Materialism, Idealism, Capitalism, Capital, Proprietaryism, Property, Liberalism, Marxisme, Incume, Growth, Ontology, Capital/Income Ratio.

## INTRODUCTION

En 2013, avec la parution de *Capital au XXI<sup>e</sup> siècle*, Thomas Piketty affirme que dans le système économique que constitue le capitalisme, si rien n'est entrepris par les États pour faire plus en termes de régulation des marchés, les inégalités dans la répartition des richesses produites à l'intérieur des sociétés seront alors mécaniquement vouées à s'accroître de manière constante (Piketty, 2013, 558). En 2022, la question de la répartition de la propriété à l'intérieur des sociétés capitalistes semble se poser de nouveau comme un aspect crucial des débats politiques contemporains, alors que nous avons pu observer au cours de l'histoire très récente les individus les plus nantis dans le monde plus que doubler la valeur de leurs actifs au moment où le monde a été frappé d'une pandémie durant laquelle, sauf dans les pays où les gouvernements sont intervenus vigoureusement pour soutenir les ménages, la majorité de la population n'a fait que s'appauvrir par la baisse brutale de l'activité économique, puis par l'inflation qui a suivi et semble vouloir persister.

Ainsi, le présent mémoire vise à faire l'état des thèses développées dans les deux derniers ouvrages de Thomas Piketty, *Le Capital au XXI<sup>e</sup> siècle* et *Capital et idéologie*. Diplômé de l'École des hautes études en sciences sociales de Paris, Thomas Piketty est aujourd'hui l'économiste français que l'on ne présente plus. Avec plus de 2,5 millions d'exemplaires vendus à travers le monde en quatre ans, *Le Capital au XXI<sup>e</sup> siècle (C21)*, paru en 2013, a fait de lui l'un des chercheurs contemporains en sciences sociales les plus connus en dehors du monde universitaire. Propulsé vers le statut d'intellectuel public avec la parution du livre, il a, depuis, écumé les plateaux de télévision français, à la fois dans le cadre de la promotion de ses ouvrages, médiatiquement plus que bruyants, mais également dans celui de l'élection présidentielle française du printemps 2017, où il faisait office d'économiste en chef du candidat socialiste Benoît Hamon après avoir conseillé Ségolène Royal lors de la campagne de 2007. Sans oublier que ses livres ont fait couler énormément d'encre – beaucoup plus qu'en France! – sur le continent américain. Et pour cause, le livre est le fruit d'un travail d'analyse colossal étalé sur une quinzaine d'années à partir d'une base de données empiriques tout aussi considérable, fruit de la collaboration de plus d'une trentaine de chercheurs.

Piketty publia d'abord *Les hauts revenus en France au XX<sup>e</sup> siècle* en 2001 qui, comme le titre l'indique, se restreignait au domaine français. Mais on peut également mentionner un certain nombre de

travaux collaboratifs sur le même thème publiés par la suite, tels qu'*Inégalités économiques*, avec Anthony B. Atkinson, Michel Godet et Lucile Olier ou encore *Pour une révolution fiscale*, cette fois avec Camille Landais et Emmanuel Saez, mais surtout la mise sur pied de la *World Inequality Database* (WID).

Piketty est critique du travail de Kuznets<sup>1</sup> et notamment de sa courbe de répartition des revenus en forme de cloche (Piketty, 2013, 30-39). Selon Piketty, la compression des inégalités qui s'observe au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale est davantage le fruit d'une réduction provisoire des inégalités patrimoniales due à des chocs exogènes et non le résultat d'une tendance naturelle de l'économie. Qui plus est, cette réduction s'est opérée grâce à des mécanismes réversibles, tels que l'impôt sur le revenu par exemple, ou à cause d'événements singuliers, comme les deux guerres mondiales, et ne constitue en aucune manière un problème qui se serait résolu de lui-même, à travers un processus ou un mécanisme « naturel », inhérent aux marchés capitalistes. En 2013, avec *C21*, Piketty vient élargir son spectre d'analyse en s'intéressant à d'autres pays, principalement occidentaux, et va étudier l'ensemble des données à sa disposition sur l'évolution des inégalités de revenus et de patrimoines en tentant d'élucider la nature des liens entre les deux. Il y adopte une posture profondément matérialiste fondée sur des analyses de type économique.

En 2019, Piketty publie un nouvel ouvrage, *Capital et Idéologie (C&I)*, qui vise à poursuivre, en les élargissant, les recherches présentées dans les précédentes publications. Alors qu'en 2013, il cherchait à mettre au jour les « lois » ou mécanismes économiques qui pouvaient théoriquement rendre compte de l'accroissement des inégalités patrimoniales depuis les deux dernières décennies du XX<sup>e</sup> siècle, Piketty, renversant l'ordre marxien conventionnel entre structure et superstructure, recourt cette fois à l'histoire

---

<sup>1</sup> Kuznets est un économiste et statisticien né en actuelle Biélorussie et ayant immigré aux États-Unis. Il a théorisé une courbe de l'inégalité de la répartition des revenus en fonction de la croissance économique (souvent appelée courbe de Kuznets ou « en U inversé ») à partir d'un ensemble de données collectées sur une période de 35 années (1913-1948) aux États-Unis. Il suggère que la forte croissance économique que connaissent les États dans leur phase d'industrialisation entraîne, dans un premier temps, une augmentation des inégalités dans la répartition des revenus avec un transfert de la main-d'œuvre agricole des milieux ruraux vers les nouveaux secteurs industriels en milieu urbain. Selon lui, la hausse des inégalités s'explique d'abord par le fait qu'une faible partie de ces nouveaux habitants des villes parviennent à tirer profit de la nouvelle nature des activités économiques dans les espaces urbains. Également, il explique cette hausse par une plus grande capacité de certains à épargner et à réinvestir le fruit de leur épargne. Cela dit, il argue que, dans un second temps, les « immigrants » de seconde génération (les enfants des anciens travailleurs du monde agricole ayant migré vers les villes) ont acquis une certaine culture de l'opportunité qu'offrent les milieux urbains et parviennent, mieux que leurs parents avant eux, à tirer profit à leur tour des nouvelles activités industrielles. Ainsi, Kuznets défend l'idée qu'une fois un certain stade de l'industrialisation atteint, les inégalités dans la distribution des revenus se mettent à diminuer (Kuznet, 1955, 12-18).

des idéologies pour identifier l'évolution des différents modes de justification de l'inégalité à travers le temps et l'espace. Il va, dans *C&I*, s'abstraire des formules mathématiques qui structuraient la démonstration dans *C21* pour se lancer dans une entreprise intellectuelle encore plus clairement transdisciplinaire. Sans être totalement exempt d'occidentalo-centrisme, son dernier ouvrage essaie tout de même d'élargir l'horizon de ses recherches le plus largement possible en se penchant notamment sur l'Asie, avec les cas des sociétés indienne et chinoise principalement. Avec *C&I*, donc, Piketty adopte, par contraste avec *C21*, une posture davantage « idéaliste », en menant un travail d'analyse historique des idéologies.

La question que l'on se pose dès lors est la suivante : au vu de la différence majeure de posture analytique que l'auteur adopte selon l'un et l'autre des deux ouvrages, comment peut-on concilier de manière cohérente les thèses « matérialistes » développées par l'économiste Piketty dans *C21* et l'approche « idéaliste » adoptée par le « sociologue/historien/politologue/économiste » du même nom dans *C&I*?

Ce mémoire s'articulera autour de trois chapitres. Le premier cherchera à caractériser de manière rigoureuse les thèses défendues par Thomas Piketty dans les deux ouvrages que sont *C21* et *C&I*. Le deuxième visera à brosser un tableau analytique des critiques adressées à ces deux ouvrages au sein du monde universitaire. Le troisième traitera de la question de la cohérence ou de la compatibilité des thèses centrales soutenues dans les deux travaux de Piketty retenus ici, au regard des différences significatives de posture ontologique, épistémologique et méthodologique adoptées dans chacun de ces ouvrages.

Sur le plan politique et idéologique, Thomas Piketty s'inscrit lui-même dans un courant de pensée lié à la social-démocratie. Le thème principal auquel il s'intéresse dans ses deux ouvrages est la distribution de la richesse, caractérisée selon lui par l'accroissement des inégalités patrimoniales depuis le dernier tiers du XX<sup>e</sup> siècle et les liens qui peuvent exister entre ce phénomène et d'autres formes d'inégalités. Comme il a été souligné un peu plus tôt, les deux publications sont au service du même objectif normatif ou moral : définir des politiques publiques susceptibles de mener vers une société plus juste, dans un contexte où la question de la répartition de la propriété a quasiment disparu du débat public avec la chute du communisme soviétique et où les inégalités ne cessent de croître depuis lors. Cela dit, il demeure important d'insister sur le fait qu'une différence majeure de posture s'établit entre les deux parutions. Dans *C21*, Thomas Piketty, malgré les désaccords qu'il peut éprouver à l'endroit de bien des thèses de

Marx, se livre à une analyse véritablement matérialiste des structures économiques de la société. À l'inverse, avec *C&I*, il tente de s'émanciper de ce « marxisme méthodologique » en adoptant une perspective idéaliste, se rapprochant davantage cette fois-ci d'une tradition libérale.

En 2013, dans *C21*, Thomas Piketty s'adonne à une étude à travers l'histoire du rapport capital/revenu et de son évolution dans différents pays, principalement occidentaux. Il y démontre que ce rapport est directement lié au niveau de répartition de la propriété au sein des sociétés capitalistes. Il s'appuie pour cela sur le constat d'une chute brutale du rapport capital/revenu lors de la période de 1914-1945, alors qu'au même moment, on observe un effondrement des inégalités patrimoniales dans la plupart des régions du monde avec l'émergence de la « classe moyenne patrimoniale » (Piketty, 2013, 410). Il est impératif de préciser que c'est uniquement la classe moyenne (soit environ 40% de la population) qui a profité de cette réduction des inégalités. La moitié la plus pauvre de la population a été exclue de ce processus et n'a pas touché une part réellement agrandie des nouvelles richesses produites par les sociétés (ibid., 552) Ses recherches ont également permis à Piketty de constater que le taux de rendement du capital était toujours supérieur au taux de croissance de l'économie ( $r > g$ ), ce qui, en l'absence de régulation, entraîne avec le temps un accroissement mécanique et constant des inégalités de répartition de la propriété dans la société (ibid., 558). Ainsi, dans le contexte d'une croissance économique quasi stagnante, notamment en raison du ralentissement de la croissance démographique, les patrimoines accumulés dans le passé retrouvent toute l'importance qu'ils ont pu avoir dans l'Europe de la Belle Époque et pour Piketty, jusqu'à maintenant, l'aube du XXI<sup>e</sup> siècle se traduit plutôt par le retour d'un capitalisme patrimonial avec un système d'ascenseur social totalement dysfonctionnel (ibid., 263).

En 2019, Piketty s'attaque cette fois à la question de l'idéologie et aux différents modes de justification des inégalités qui ont pu être produits par les sociétés à travers l'histoire. Pour ce faire, il va essentiellement s'attarder sur la place qu'a pu occuper le concept de propriété privée dans l'idéologie dominante dans différents lieux et à différentes époques. De la même manière que dans l'ouvrage précédent, Piketty part du constat d'une réduction drastique des inégalités patrimoniales au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. Seulement, cette fois, il en vient à se demander quelles pourraient être les dispositions idéologiques et politiques de l'époque ayant permis l'avènement d'un tel phénomène. Piketty va se distancier ici clairement du marxisme en affirmant que c'est l'idéologie dominante qui façonne la société davantage que l'inverse. Les sociétés évoluent dans des contextes politiques et sociaux qui leur sont spécifiques, mais également parce que le niveau d'inégalité d'une société est aussi défini

avant tout par la capacité idéologique, politique et institutionnelle de cette même société à justifier et structurer l'inégalité en son sein. « Si les sociétés esclavagistes et coloniales ont atteint des niveaux d'inégalité exceptionnellement élevés, c'est parce qu'elles ont été construites autour d'un projet politique et idéologique particulier, s'appuyant sur des rapports de forces et un système légal et institutionnel spécifique » (Piketty, 2019, 320-321). C'est le mode d'organisation du pouvoir politique qui permet à un régime inégalitaire de perdurer dans le temps. La structure du régime politique va de pair avec la structure des inégalités (ibid., 1170).

Bien qu'il n'exclue pas totalement le contexte économique de l'équation, Piketty cherche ici à amener la preuve de sa prise de distance avec Marx et le matérialisme historique de plusieurs manières. D'une part, en essayant de démontrer que les idéologies « propriétaires » sont aussi diverses qu'il existe de sociétés de propriétaires à travers le monde. Celles-ci ont muté avec le cours de l'histoire et ont institué des formes d'inégalités de nature tout aussi diverses, y compris en ce début de XXI<sup>e</sup> siècle (ibid., 757). De cette manière, il récuse toute conception déterministe du monde capitaliste. La diminution des inégalités économiques qu'ont pu connaître les démocraties occidentales au XX<sup>e</sup> siècle est avant tout, pour Piketty, le fruit des mobilisations politiques et des tensions qui ont pu agiter le tissu social, elle est avant tout le résultat d'une transformation politico-idéologique à l'intérieur de la société (ibid., 547). D'autre part, il ne conçoit pas la société capitaliste moderne comme séparée en deux classes antagonistes, mais comme un ensemble complexe de groupes enchevêtrés les uns sur les autres, définis autour de divers critères sociaux (propriété, diplôme, profession, niveau de revenu, genre, origine ethnique...) (ibid., 830-840).

Il est également impératif de préciser qu'en aucun cas il ne préconise l'abolition de la propriété privée ou encore la nationalisation et la collectivisation de l'ensemble de l'appareil productif. Comme souligné un peu plus tôt, Piketty est un social-démocrate, il reste donc attaché à un grand nombre de valeurs associées au libéralisme, notamment la liberté d'entreprendre. La proposition essentielle de Piketty repose sur un dépassement de la forme privée de la propriété. Pour cela, il faut, selon lui, d'abord socialiser davantage le capital en ouvrant les instances décisionnelles des grandes entreprises aux travailleurs et en leur y offrant une représentation renforcée (ibid., 1118-1122). Ensuite, il s'agira de mettre en place un régime fiscal plus fort permettant une meilleure circulation de la propriété entre les individus à l'intérieur de la société. Cela se traduit par la création de divers types d'impôts progressifs et de mesures de redistribution (impôt sur les successions, impôt sur le revenu, impôt sur la propriété, dotation en capital, revenu universel, etc.) (ibid., 1113-1131). Autrement dit, le dépassement de la forme

privée de la propriété passe, pour Piketty, par une nouvelle forme, plus socialisée, mais surtout plus « temporaire », de propriété. Selon lui, il existe de nombreuses solutions au problème que constitue la circulation de la propriété à l'intérieur des sociétés et il n'y aurait qu'à les « tester » directement.

Depuis la parution de *C21*, en 2013, les travaux de Piketty ont connu un écho puissant chez les économistes du monde entier comme chez des chercheurs dans d'autres disciplines des sciences sociales. Mais, chose plus étonnante, ses recherches ont également rencontré un succès considérable en dehors du monde universitaire. Cela peut s'expliquer d'abord par la masse de données empiriques collectées, qui rend ses travaux hors du commun, mais cette explication semble pertinente uniquement en ce qui concerne son succès au sein des milieux universitaires. Certains ont pu évoquer cette capacité qu'avait eu Piketty avec *C21* à capturer l'air du temps, le *zeitgeist* (Raoult, Leonard et Derby, 2017, 6-7). Quoi qu'il en soit, bien qu'il semble difficile de réellement identifier la source d'une telle popularité, il n'en reste pas moins que *C21* est parvenu à se hisser parmi les ouvrages les plus imprimés au monde.

S'agissant ici d'une sorte de revue de littérature visant à recenser les critiques formulées à l'égard des thèses défendues par Piketty au sein de ses deux derniers ouvrages, ce mémoire sera en premier lieu naturellement nourri par l'ensemble le plus exhaustif possible de textes et d'ouvrages recueillant un désaccord clairement affirmé avec les analyses de Piketty. Bien entendu, la contrainte de la langue nous résigne également à nous circonscrire aux publications disponibles en français ou en anglais. Il ne sera pas question non plus ici ni dans le mémoire lui-même de faire état de l'intégralité des réactions qu'a pu susciter *C21* – ce serait un travail colossal et des synthèses ont déjà été réalisées à cet égard –, mais plutôt d'essayer de dégager des tendances parmi celles-ci à partir d'un échantillon et de synthèses déjà produites par le passé.

Il sera possible de répertorier l'ensemble des critiques selon trois catégories distinctes en fonction de l'aspect que celles-ci traitent dans les recherches de Piketty. Il y a d'abord les critiques qui portent sur la validité des données et la méthodologie (M), puis celles qui s'attardent aux « lois » économiques énoncées par Piketty (T) et, finalement, celles qui s'en prennent à ses propositions en matière de politiques publiques (P). Ce qui est intéressant avec un tel système de classification, c'est que ces trois catégories permettent d'abord d'établir des distinctions claires dans la nature des propos qui ont pu être tenus à l'égard des thèses de Piketty et que celui-ci facilite donc l'identification des publications les plus

pertinentes. Ensuite, elles procurent également une base comparative solide entre les critiques qui ont pu être formulées à l'endroit de *C21* et celles qui s'adressent plutôt au Piketty idéaliste de *C&I*.

Naturellement, la situation est très différente dans le cas de *C&I* dont la parution beaucoup plus récente limite *de facto* le nombre de critiques publiées à son sujet. Il est aussi évident que le succès médiatique relatif de *C&I* est dû en grande partie à celui de *C21* et il est fort à parier qu'avec l'épreuve du temps *C&I* ne suscitera pas autant de réactions au sein du corps universitaire que son prédécesseur.

Dans le contexte actuel de la crise économique en lien avec la présente pandémie de la COVID-19, la question de l'organisation sociale et économique des sociétés humaines semble redevenir plus pertinente que jamais depuis la fin du communisme soviétique. En effet, le contexte de la pandémie pose la question du contrôle des flux transfrontaliers des personnes et des marchandises, lesquels facilitent la circulation accélérée du virus, mais il soulève encore davantage le problème des inégalités de revenu et de patrimoine avec la perspective d'une alternance dans les mois, et peut être mêmes années à venir, entre des périodes de confinement et de déconfinement des populations. La hausse du chômage et les difficultés financières que peuvent rencontrer certains foyers ou individus, à la suite d'une perte de revenu conséquente provoquée par les circonstances nouvelles que la présence de ce virus génère au sein des sociétés, ne font qu'ajouter une raison supplémentaire de s'intéresser à la question des modes de redistribution des richesses et à la circulation de la propriété privée.

Fort d'une recherche très récente sur le sujet, mais surtout, comme souligné plus haut, colossale en termes de données empiriques recueillies, Piketty s'impose comme un point de départ quasi incontournable. Depuis la parution de *C21*, ses travaux sont devenus une référence centrale, car ceux-ci ne se contentent pas de faire état des mécanismes qui favorisent l'accroissement des inégalités. En effet, Piketty y propose également un certain nombre de prédictions quant à l'avenir du capitalisme si les sociétés continuent à se soustraire aux modes de gouvernance néolibérale. Selon lui, si rien n'est entrepris par les gouvernements afin d'enrayer l'accroissement des inégalités patrimoniales qui résulte d'un taux de rendement du capital toujours supérieur au taux de croissance de l'économie ( $r > g$ ), celles-ci ne feront que s'étendre jusqu'à des niveaux encore jamais atteints, ce qui nous conduirait tout droit à un régime ploutocratique, perspective que certains auteurs s'appuyant sur ses travaux ont déjà évoquée. Il suggère

ainsi la mise en œuvre rapide d'une nouvelle politique fiscale vigoureuse visant à entraver ce mécanisme et favorisant une meilleure circulation de la propriété à l'intérieur des sociétés.

Avec *C&I*, Thomas Piketty vient grandement élargir l'horizon de ses travaux. Ici, il cherche non seulement à décrire l'évolution historique des inégalités économiques sous le capitalisme en s'appuyant sur une base de données géographiquement étendue, mais il fonde également ses réflexions sur une définition largement élargie du concept d'inégalité en sortant du domaine économique pour s'intéresser à des problèmes davantage d'ordre social, comme la question des inégalités de statut avec les sociétés esclavagistes par exemple, ou encore avec le système de castes en Inde. De cette manière, il va plutôt mettre l'accent sur l'idéologie dominante qui anime les sociétés. Il s'agit là d'une variable quelquefois mentionnée, mais peu traitée dans *C21*, où il mobilisait davantage des facteurs matériels tels que la croissance (ou la baisse de croissance) démographique ou encore la destruction des stocks de capital par les guerres du XX<sup>e</sup> siècle.

Un premier objectif du mémoire consistera à discuter la cohérence des thèses de Piketty, plus précisément à examiner si les thèses de *C&I* peuvent s'accorder avec celles précédemment développées au sein de *C21*. Il sera notamment impératif d'examiner la cohérence interne de *C&I* en gardant à l'esprit l'opposition entre les explications de type matérialiste (où ce sont les facteurs matériels qui constituent la « variable indépendante ») et celles de type idéaliste (où c'est cette fois l'idéologie, un facteur immatériel, qui est identifiée comme « variable indépendante »). En effet, il semble tout à fait légitime de se poser la question de savoir si les analyses plus globales, s'inscrivant à la fois dans l'espace et dans le temps, que Piketty produit dans *C&I* sont compatibles et cohérentes avec celles davantage concentrées sur le capitalisme et ses mécanismes économiques qu'il propose dans *C21*. On peut immédiatement prendre pour exemple la question du retour de l'accroissement des inégalités après l'importante compression qui s'est opérée au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. Dans *C&I*, Piketty, pour expliquer le phénomène, insiste sur l'importance du retour des idées inégalitaires au sein de l'idéologie dominante. Alors que dans *C21*, il va plutôt mettre l'accent sur la nature intrinsèque du capitalisme à produire des inégalités économiques et sur le fait que la reconstitution des stocks de capital est un processus d'accumulation relativement lent. Piketty, au terme de *C&I*, parvient-il à concilier ces deux thèses de manière cohérente et convaincante ?

Dans *C21*, Piketty met particulièrement l'accent sur le retour de ce que certains appellent la « nouvelle normale » (Summers, 2013) du capitalisme avec un taux de rendement du capital toujours supérieur à celui de la croissance économique ( $r > g$ ). Selon lui, au cours de l'histoire humaine, le taux de croissance de l'économie n'a jamais fait que suivre de manière plus ou moins approximative celui de la croissance démographique des sociétés. Ainsi, les niveaux de croissance élevés que le XX<sup>e</sup> siècle a pu connaître se présentent comme une sorte d'anomalie historique qui s'explique par le contexte particulier de la période 1914-1945 et la destruction du capital qui s'y est opérée. Pour Piketty, le retour à des taux de croissance faible n'est donc qu'un retour à la condition normale du capitalisme, à savoir un taux de croissance économique faible en quasi concordance avec un faible taux de croissance démographique (Piketty, 2013, 165-167).

Cet argument profondément matérialiste qu'il développe dans *C21* et qui constitue le cœur de son analyse à l'intérieur du livre a fait couler énormément d'encre. On peut citer Lawrence H. Summers qui adhère largement à cette idée et qui estime que la question démographique est sous-estimée dans les analyses économiques autour de la croissance depuis trop longtemps. Il y apporte cela dit une certaine nuance en précisant que le narratif de Piketty n'est pas sans biais. Bien qu'il demeure un fait que l'on observe une concentration de plus en plus importante de la richesse et du capital, il est toutefois important de souligner que si l'on prend le classement des fortunes établi par *Forbes* en 1982 et qu'on le compare à celui de 2012, on constate que seul le dixième des individus présents dans le premier peuvent être retrouvés dans le second. Il affirme également que si la fortune de ceux qui se trouvaient dans le classement de 1982 avait progressé à une allure de 4% par ans, comme le prédit Piketty, ceux-ci se verraient tous automatiquement qualifiés pour le classement de 2012. Mais la réalité est différente, plus de 90% de la liste établie par *Forbes* a changé et il semblerait que les fortunes se fassent et se défassent. Pour Summers donc, cette idée demeure à nuancer et à explorer davantage (Summers, 2014).<sup>2</sup> D'autres en revanche, tels que Xavier Timbeau et Guillaume Allègre pour ne citer qu'eux, remettent totalement en question cette affirmation et assurent que Piketty sous-estime les effets de la révolution industrielle sur les économies du XX<sup>e</sup> siècle. Selon eux, par exemple, la destruction du capital au cours du XX<sup>e</sup> siècle s'explique bien mieux par l'effondrement de la valeur des terres agricoles entraîné par la justement dite

---

<sup>2</sup> Il faudrait évidemment prendre en compte, sur 30 ans, l'attrition due aux décès, ce que Summers ne semble pas faire.

révolution industrielle que par la crise et les destructions matérielles liées aux guerres (Allègre et Timbeau, 2015, 46).

Ce travail constitue avant tout un essai critique s'appuyant sur l'analyse de textes. Il combine, en s'appuyant évidemment largement sur la littérature existante, la critique interne, c'est-à-dire l'examen de la cohérence et de la logique des thèses avancées par Piketty, et la critique externe, qui touche la conformité entre les données de l'observation et les thèses de l'auteur. Pour cela, il s'est agi d'abord de mettre Piketty face aux critiques qui lui ont été adressées. Une difficulté réside ici dans le fait que la publication de *C&I* en 2019 demeure très récente et que le nombre de critiques issues du monde universitaire et déjà publiées demeure assez restreint.

La difficulté inverse s'est posée pour *C21* qui, fort de son succès et du poids des années, a été le sujet d'une avalanche de réactions. Face à la somme monumentale de littérature sur le sujet, il a donc été impératif d'effectuer au préalable une sélection de publications les plus pertinentes pour le sujet traité dans ce mémoire. Pour ce faire, il a été nécessaire de procéder dans un premier temps à une lecture préliminaire d'une littérature étendue afin de parvenir à établir un système de classification à l'intérieur de celle-ci – dans le cas présent (M), (T) et (P). Cette première lecture va également permettre de dégager d'abord, certaines tendances (les contre-arguments récurrents, les aspects méthodologiques les plus contestés, les éventuelles réserves sur la validité ou l'interprétation des données, etc.), et cela permettra, ensuite, d'identifier aussi les publications les plus pertinentes.

Lors d'une seconde phase, une fois la littérature pertinente bien identifiée, il a fallu s'atteler à une lecture analytique des textes en gardant à l'esprit la question de recherche dont ce mémoire fait l'objet. L'une des tâches importantes et cruciales ici, et dans l'ensemble de cette recherche, aura été de veiller à ne pas tomber dans ce que l'on pourrait appeler l'analyse « idéologique », laquelle se limite à juger les travaux non pas sur leur contenu et leur contribution à l'avancement des connaissances académiques, mais plutôt en fonction du degré avec lequel le critique s'accorde avec le système de normes et de valeurs de l'auteur lui-même.

Ainsi, comme nous avons pu le mentionner brièvement un peu plus haut, ce mémoire sera constitué de trois chapitres. Le premier sera consacré à une présentation rigoureuse des principaux arguments avancés par Piketty dans *C21* et *C&I*. Il s'articulera autour de deux parties qui traiteront respectivement des arguments qu'il propose d'abord avec *C21*, puis de ceux qu'il propose cette fois-ci

dans *C&I*. L'objectif est ici de bien saisir le propos de chacun de ces ouvrages et d'y identifier les arguments qui fondent la base des réflexions et de l'ensemble des analyses que l'auteur propose avec ces deux travaux.

Le second chapitre traitera pour sa part des critiques qui auront été formulées à l'égard des deux ouvrages. Ce chapitre sera cette fois-ci articulé autour de deux parties principales. La première sera consacrée aux critiques adressées à *C21*, alors que la seconde sera consacrée à celles qui s'adressent à *C&I*. La seconde partie tentera d'en dégager des tendances et de voir ce qu'il est possible d'en tirer et d'en conclure qui se rapporte à la problématique qui nous intéresse ici.

Finalement, dans le troisième et dernier chapitre, nous reviendrons sur les différents arguments des deux ouvrages de Piketty qui nous intéressent ici afin d'en produire l'analyse encore une fois au regard de la problématique qui se rapporte à ce mémoire. De toute évidence, une certaine redondance est à attendre entre le premier et le troisième chapitre puisque nous reviendrons lors de ce dernier sur un certain nombre d'arguments déjà présentés au sein du premier.

## CHAPITRE 1

### Les lois fondamentales du capitalisme et l'idéologie à travers les siècles

Ce premier chapitre vise donc à présenter les thèses développées par Piketty dans ses deux ouvrages, *C21* et *C&I*. Chacun des ouvrages sera ici traité séparément afin de bien saisir le cheminement des réflexions de l'auteur dans ses recherches et de mieux distinguer dans les chapitres suivants les différences essentielles entre les deux.

Dans *C21*, Piketty s'engage dans une analyse rigoureuse (principalement centrée sur l'Occident, en raison des sources statistiques disponibles) du rapport capital/revenu au cours des siècles passés afin de démontrer à quel point celui-ci est intrinsèquement lié à la question des inégalités patrimoniales. Sa démarche s'appuie en premier lieu sur le constat qu'une chute plus ou moins importante du rapport capital/revenu s'opère au cours de la période 1914-1945 dans l'ensemble des pays occidentaux, alors que dans le même temps, s'observe une réduction drastique des inégalités patrimoniales. Cette réduction a alors engendré ce qu'il qualifie d'innovation majeure du XX<sup>e</sup> siècle, la « classe moyenne patrimoniale » (Piketty, 2013, 410), à travers un accès à la propriété immobilière facilité par le contexte économique pour une plus large partie de la population. Il demeure cependant essentiel de garder en tête que ces changements n'ont concerné que la classe moyenne (les 40% de la population situés entre la moitié la plus pauvre et les 10% les plus riches) et les catégories sociales les plus défavorisées n'ont pas réellement été en mesure de tirer profit du nouveau paradigme (ibid., 552).

Ici, Piketty aborde le sujet de manière profondément matérialiste. Le principal argument sur lequel repose toute la suite de son propos concerne la question de la croissance économique, ou croissance de la production. En effet, selon lui, lorsque les économistes parlent de croissance, ceux-ci tendent à oublier la composante démographique qui se raccroche à celle-ci. La croissance de la production, c'est d'abord la croissance démographique, à laquelle s'ajoute ensuite la croissance de la production par habitant (Ibid., 126). Au cours de toute l'histoire humaine qui précède la Révolution Industrielle, la croissance démographique, au même titre que la croissance réelle de la production, a été quasi nulle (Piketty la chiffre autour des 0,1%) (ibid., 131-132). Ce n'est qu'à partir du XVIII<sup>e</sup> siècle qu'il relève dans les données à sa disposition une véritable augmentation du rythme de croissance des économies européennes (il vient chiffrer cette fois autour des 0,8% la croissance réelle de la production mondiale dans la période 1700-2012) (ibid., 126-127).

Ainsi, selon Piketty, avec le phénomène de transition démographique qui, à l'échelle mondiale, semble se diriger vers un estompement général des explosions démographiques au cours du siècle à venir, il est aisé d'entrevoir pour les prochaines décennies un retour progressif vers des régimes de croissance faible, voire quasi nulle (ibid., 125). La croissance exceptionnelle de la production que le XX<sup>e</sup> siècle a pu voir fait figure d'exception historique et les rythmes observés aussi bien en Europe au lendemain de la Seconde Guerre mondiale qu'en Asie dans les cinquante dernières années ne sauraient être maintenus sur le long terme (ibid., 128-133).

Dans *C&I*, Piketty change cette fois-ci radicalement son approche pour se pencher sur la question de l'idéologie et de la place que celle-ci occupe dans la justification des inégalités et de la hiérarchisation du tissu social. Opérant un retournement absolu sur les plans épistémique, ontologique et métaphysique, Piketty adopte un regard beaucoup plus idéaliste et s'attelle à un travail de recherche sociohistorique visant à observer l'évolution de la place du concept de propriété privée au sein de l'idéologie dominante à différentes époques et en différents lieux. Son objectif est de parvenir à identifier la nature des dispositions politiques et idéologiques qui ont rendu possible, au XX<sup>e</sup> siècle, la réduction des inégalités patrimoniales dont il avait déjà fait état dans *C21*. De la même manière, il tentera également de trouver la source du changement radical qui s'opère dans les politiques de redistribution menées par les États à partir des années 1980.

Dans *C&I*, il semble clair que, selon lui, le rapport qu'entretient la société avec le concept de propriété privée définit en grande partie la nature des relations capitalistes et marchandes, ainsi que la manière dont celles-ci seront régulées par l'État. Ainsi, de la Révolution française à la Belle Époque, l'espace idéologique sera largement dominé par ce que Piketty appelle le « propriétaireisme », une forme de pensée qui sacralise au plus haut point la forme privée de la propriété en tant que moyen ultime d'émancipation et de protection des individus contre un pouvoir d'État arbitraire. Il n'oubliera pas de noter que mécaniquement, le « propriétaireisme » sacralise aussi l'inégalité (Piketty, 2019, 154-155). Cela s'est traduit par des situations dans l'histoire qui, avec le recul du temps, pourraient paraître bien étranges aujourd'hui. Dans le cas de l'abolition de l'esclavage par exemple, à l'exception des États-Unis et du contexte politique particulier de la Guerre de Sécession, ce sont les propriétaires qui furent indemnisés par les États pour leurs pertes au détriment des anciens esclaves. Selon Piketty, l'idée qui circulait à l'époque, y compris au sein des courants abolitionnistes, était très simple : ne pas indemniser les anciens propriétaires d'esclaves reviendrait à remettre en cause l'ensemble du système de propriété privée (ibid.,

256). Si les États-Unis ont pu prendre une trajectoire différente de celle empruntée par leurs homologues européens, l'État ne s'est pas pour autant engagé dans une campagne de réparation auprès des véritables victimes de l'esclavage.

Ainsi, si les transformations sociales qui s'opèrent en matière d'inégalités dans la période de 1914-1950 au sein des sociétés capitalistes s'inscrivent dans un contexte géopolitique spécifique, elles traduisent également une métamorphose des perceptions sociales de la propriété privée dans sa légitimité et sa capacité à apporter la prospérité (ibid., 491). Il s'agit d'une transformation « politico-idéologique » de grande ampleur, tirant son origine des multiples et fortes mobilisations politiques de la fin du XIX<sup>e</sup> et du début du XX<sup>e</sup> siècle, qui a permis de faire évoluer le système fiscal dans la plupart des pays et ainsi de réduire les inégalités (ibid., 547).

Ce chapitre s'articulera ainsi autour de deux grandes parties. La première sera entièrement consacrée à l'examen des arguments de Piketty à l'intérieur de *C21*. La seconde sera pour sa part consacrée à l'examen cette fois-ci des arguments avancés par Piketty dans *C&I*.

## ***Le Capital au XXI<sup>e</sup> siècle : le matérialisme de Piketty***

### **Les mythes entourant la croissance de la production**

Dans *C21*, comme stipulé un peu plus tôt, Piketty appuie l'ensemble de sa réflexion sur un argument profondément matérialiste entourant les questions de croissance économique et de croissance démographique. À ses yeux, il est évident qu'un processus de convergence économique est engagé au niveau mondial. Bien que de fortes inégalités demeurent, les pays émergents semblent sur la voie d'un rattrapage des pays développés. Ce rattrapage, il l'explique par la composante démographique que comporte la croissance de la production (Piketty, 2013, 125).

Piketty démarre avec l'affirmation selon laquelle la croissance de la production d'un État donné, c'est l'addition de la croissance de sa population à la croissance de sa production par habitant. Le véritable moteur de la production, la croissance économique réelle, c'est la croissance de la production par habitant.

Or, celle-ci, de manière générale, a été très faible au cours de toute l'histoire préindustrielle (ibid., 126-127). Toutefois, cela ne signifie en aucun cas que les sociétés préindustrielles aient pu être des sociétés stagnantes. En effet, Piketty souligne qu'au contraire, même un rythme de croissance établi entre 0,5 et 1% par an sur le long terme a pour effet de renouveler profondément une société. La croissance européenne au ralenti depuis les années 1980-1990 n'a pas empêché les sociétés de se transformer radicalement, y compris sur le plan technologique (ibid., 128-131).

Le XX<sup>e</sup> siècle, en termes de démographie, va faire office de cas particulier, d'anomalie historique. Bien que l'accélération de la croissance démographique ait débuté au XVIII<sup>e</sup>, la transition démographique tardive de l'Asie et de l'Afrique a eu pour conséquence d'entraîner une croissance mondiale moyenne record de 1,4% par an (ibid., 133). Or, la croissance démographique est productrice d'une égalité plus forte. En effet, comme le souligne très bien Piketty, une démographie en forte croissance tend mécaniquement à diminuer l'importance des héritages à l'intérieur des sociétés, puisque ceux-ci devront être partagés entre un plus grand nombre d'individus. De la même manière, la croissance forte de la production par habitant produira un effet équivalent. Lorsque l'économie croît, les revenus du travail de manière générale vont croître également, ainsi, les patrimoines du passé accumulés par les parents ou grands-parents n'ont que peu de valeur pécuniaire lorsque l'héritage intervient. De plus, une croissance forte favorise le renouvellement des élites et la mobilité sociale avec la création permanente de nouvelles fonctions, requérant de nouveaux types de compétences. (ibid., 141-143).

Cela dit, lorsque l'on parle de la croissance économique et de ses répercussions dans le temps, il ne faut pas oublier la question de l'évolution des prix. Piketty n'oublie pas de souligner à quel point il est complexe de comparer le pouvoir d'achat des individus de différentes époques, car la variation des prix change radicalement d'un secteur d'activité à l'autre, voire à l'intérieur de ces derniers. Il demeure tout de même quelques indicateurs qui permettent d'affirmer que le niveau de vie a bel et bien augmenté entre le début du siècle passé et aujourd'hui, avec par exemple des progrès plus que notables dans l'accès à l'éducation ou encore à la santé (ibid., 148-156).

« En Amérique du Nord, il n'existe pas de nostalgie des Trente Glorieuses, tout simplement parce que les Trente Glorieuses n'ont jamais existé. » (ibid., 162) Les rythmes de croissance effrénés que le monde a pu observer au XX<sup>e</sup> siècle ont été des phénomènes exceptionnels réservés aux pays dans une situation de rattrapage qui est par définition purement transitoire. C'est pour cette raison, selon Piketty,

que l'on constate un phénomène de ralentissement de la croissance économique européenne depuis la fin des Trente Glorieuses. Après avoir accumulé un retard considérable au cours de la période des deux guerres mondiales sur les États-Unis, les économies européennes se sont engagées dans ce processus de rattrapage. Une fois le retard comblé, la croissance a pu se rétablir à un rythme normal, plus lent (ibid., 161). Selon lui, il y a même fort à parier que ce processus de rattrapage dans lequel se sont engagés le Japon et l'Europe face aux États-Unis était inévitable et aurait tout de même eu lieu même si des politiques radicalement différentes avaient été menées (ibid., 164).

Lorsqu'on l'observe, la courbe de la croissance représente une double cloche, affirme Piketty. Celle-ci est double, puisque population et économie ont crû avec environ un siècle de décalage. La croissance économique et la croissance démographique se sont accélérées du XVIII<sup>e</sup> au XX<sup>e</sup> siècle, mais elles semblent aujourd'hui avoir toutes deux entamé un processus de déclin et devraient selon toute vraisemblance retourner vers des niveaux relativement faibles au cours du XXI<sup>e</sup> siècle (ibid., 165-167). Les projections faites par l'ONU en la matière vont d'ailleurs dans le même sens que Piketty, puisqu'elles estiment un retour vers un niveau de croissance démographique autour des 1% d'ici 2080. Toutefois, Piketty invite son lecteur à tout de même rester prudent, en ce sens que les choix d'une population donnée en termes de fécondité sont absolument imprévisibles et qu'il est alors impossible d'établir des certitudes en ces termes (ibid., 134-136).

De la même manière, la prudence doit également être de mise lorsque Piketty fait ses propres projections de croissance de la production mondiale sur les prochaines décennies. Selon lui, le XXI<sup>e</sup> siècle pourrait voir une baisse drastique de la croissance de la production pour des motifs technologiques ou écologiques, voire les deux. Les rythmes de croissance impressionnants qu'a pu voir le XX<sup>e</sup> siècle restaient finalement tout de même relativement lents (1 à 1,5%) et les exceptions ayant atteint des rythmes supérieurs ne concernent que les pays en situation de rattrapage économique sur les autres puissances. Tout cela va bel et bien dans le sens de son idée et de ses analyses historiques, cependant la vitesse de l'innovation technologique est toute aussi imprévisible que la fécondité et rien n'empêcherait une sorte de nouvelle révolution industrielle de venir bouleverser les modes de production et de relancer la croissance économique au XXI<sup>e</sup> siècle (ibid., 156-158).

## Les lois fondamentales du capitalisme et le rapport capital/revenu

Piketty présente dans *C21*, deux lois fondamentales du capitalisme, mais la plus intéressante est de loin la seconde. La première permet de calculer la part des revenus du capital à l'intérieur du revenu national, une part qu'il note  $\alpha$ . Celle-ci est directement liée au rapport capital/revenu, noté  $\beta$ , et au taux de rendement moyen du capital, noté  $r$ .

$$\alpha = r \times \beta$$

Pour Piketty, il s'agit là de la première loi fondamentale du capitalisme, car celle-ci met en relation les trois concepts fondamentaux qui fondent les analyses économiques du système capitaliste (Piketty, 2013, 92-93)

La seconde loi fondamentale qu'il y énonce concerne le calcul du rapport capital/revenu pour une société donnée. D'après lui, ce calcul permet de mesurer « l'intensité capitaliste d'une société » et renseigne sur la structure des inégalités économiques (ibid., 98).

$$\beta = \frac{s}{g}$$

Avec, comme nous l'avons déjà vu,  $\beta$  pour le rapport capital/revenu,  $s$  pour le taux d'épargne à l'intérieur d'une société et  $g$  son taux de croissance économique. Ainsi, pour un État qui épargne 12% de son revenu conjointement à un taux de croissance de 2% par an, on obtient un rapport capital/revenu égal à 600% (ibid., 262).

Il est aussi important de noter qu'il s'agit d'une loi asymptotique, c'est-à-dire qui ne se réalise approximativement que sur le long terme (ibid., 265); elle ne permet pas non plus d'expliquer ce qui, à court terme, pourrait affecter le rapport capital/revenu, comme la crise de 1929 ou encore les destructions liées aux guerres (ibid., 2013, 269).

En attendant, selon Piketty, plus le rapport capital/revenu  $\beta$  est élevé, plus les inégalités au sein d'une société donnée s'élargissent de manière mécanique. Cela signifie que dans une société à croissance stagnante, telle que celles de l'Europe de la Belle Époque ou encore dans les puissances occidentales d'aujourd'hui, les patrimoines accumulés au cours du passé sont, en l'absence de toute forme de

régulation, structurellement amenés à occuper une importance croissante et hors de toute mesure (ibid., 263).

Or, ce que Piketty constate, c'est qu'au début des années 1970, le rapport  $\beta$  dans l'ensemble des pays riches n'équivalait pas à plus de deux ou trois années et demie de revenu national, alors qu'aujourd'hui il se situe entre quatre et sept années. Il n'y a donc aucun doute, selon lui, ce début de XXI<sup>e</sup> siècle est marqué par le retour d'un capitalisme de type patrimonial (ibid., 273). Il explique ce retour par trois facteurs principaux. D'abord, il y a le maintien de l'épargne privée face à la chute de la croissance économique qui, mécaniquement, favorise une révision à la hausse de  $\beta$  et se présente comme le principal facteur responsable de celle-ci. Mais il y a ensuite également deux facteurs complémentaires : le mouvement massif de privatisation des actifs publics qui s'opère un peu partout en Occident entre 1970 et 2010 et, dans la même période, la remontée historique du prix des actifs financiers sur les marchés privés. Ces trois facteurs en action coordonnée ont eu un impact explosif sur la structure des inégalités au sein des sociétés occidentales de la fin du XX<sup>e</sup> siècle (ibid., 289-296). Pour Piketty, il s'agit là d'une défaillance structurelle du système capitaliste. Plus  $\beta$  augmente, plus la part du capital dans le revenu national augmente aussi et donc, mécaniquement, plus les inégalités s'élargissent. Il n'existe selon lui aucun mécanisme d'autocorrection qui puisse inverser cette tendance du capitalisme (ibid., 351).

Les causes de la baisse drastique de  $\beta$  et, *de facto*, de la réduction des inégalités au cours du XX<sup>e</sup> siècle sont multiples et exogènes. C'est l'addition des dévastations causées par les guerres à la crise économique la plus destructrice de l'histoire et la montée des politiques sociales-démocrates un peu partout en Occident qui a permis une réduction rapide, mais temporaire, des inégalités économiques. L'épargne privée, au plus faible dans la période 1914-1945, a contraint les détenteurs de patrimoine à se séparer de leurs actifs à l'étranger et la crise économique a fait perdre toute confiance aux marchés financiers entraînant une baisse historique du prix des actifs (ibid., 232-237). Tout cela sera encore amplifié avec, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, les nationalisations liées à la décolonisation, comme celle du canal de Suez par le régime de Nasser en Égypte par exemple (ibid., 235). Piketty note tout de même que les États-Unis, sans être épargnés, ont été touchés dans de moins grandes proportions que les puissances européennes par la baisse du rapport capital/revenu  $\beta$ . Cela s'explique entre autres par le fait que les États-Unis n'étaient pas un empire colonial et que le pays n'a donc pas été affecté par ces nationalisations en lien avec la décolonisation. De plus, au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale, ils deviennent les créanciers des anciens pays belligérants avec le plan Marshall (ibid., 243-245).

Cela dit, c'est avant tout, selon Piketty, le résultat de politiques sociales spécifiques menées au lendemain de la Seconde Guerre mondiale qui participeront grandement à la réduction des inégalités économiques par des politiques de blocage des loyers ou encore de régulation financière. Tout cela dans un contexte où le climat politique dans de nombreux pays occidentaux était plutôt hostile au capitalisme privé (qui avait bien souvent, en Europe, activement collaboré avec le régime nazi) et en concurrence avec la forme étatique de la propriété en Russie (ibid., 218).

En conclusion de cette partie de son analyse, Piketty compare le concept de « baisse tendancielle du taux de profit » développé par Marx dans *Le Capital* avec ses propres conclusions sur l'évolution au cours des siècles du rapport capital/revenu. Il y explique d'abord que, chez Marx, la notion de croissance de la production à proprement parler n'a pas encore été formulée et Marx identifie l'augmentation de la production comme le résultat de l'accumulation toujours plus importante de capital. Si les ouvriers du XIX<sup>e</sup> siècle produisent plus, dans l'esprit de Marx, c'est parce qu'ils disposent de meilleurs outils de production, mais il n'a pas conscience que la productivité du travail a été augmentée de manière « permanente et durable » (ibid., 360-361). Chez Marx, ce processus d'accumulation infini mène inévitablement vers une baisse tendancielle du taux de profit généré par le capital et mène les capitalistes à creuser leur propre tombe (ibid., 360). Or, ce que Piketty affirme, c'est que, finalement, si l'on présuppose un niveau de croissance de la production égale à zéro, alors le calcul de  $\beta$  se trouve face à une contradiction logique similaire aux intuitions de Marx avec  $\beta$  qui tend vers l'infini. Mais si ce dernier tend vers l'infini, le rendement du capital devra nécessairement diminuer jusqu'à se rapprocher de zéro, sinon quoi la part du capital finira par absorber le revenu national dans son entièreté (ibid., 361).

### **La structure du capital à travers les époques**

Entre la Belle Époque et le monde d'aujourd'hui, il est indéniable que les rapports capitalistes à l'intérieur des sociétés ont été profondément modifiés avec le temps. Cela dit, la forme du capital en lui-même a-t-elle vraiment changé ?

Selon Piketty, l'un des faits les plus intéressants entourant l'évolution des formes du capital consiste dans la dévaluation progressive des terres agricoles, sur une très longue période, au profit du capital immobilier, industriel et financier. Cela sans que pour autant la valeur totale du capital ne soit affectée lorsqu'on la rapporte en années de revenu national. Entre les XVIII<sup>e</sup> et XXI<sup>e</sup> siècles, la part des

terres agricoles dans le capital national en Angleterre et en France est en effet passée des deux tiers à moins de 10% (Piketty, 2013, 190-191).

Piketty affirme qu'au XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles, les principales sources de rentes des classes capitalistes européennes résidaient dans la terre agricole et la détention de titres de dette publique (ibid., 184). Il s'agit là de formes du capital qui aujourd'hui peuvent sembler archaïques. Toutefois, comme il le fait remarquer, il est tout à fait possible d'identifier des formes dynamiques du capitalisme tout à fait comparable à ce qui s'observe aujourd'hui. Lorsque, dans le roman de Balzac, le père Goriot vend les parts de sa fabrique de pâtes avec laquelle il a constitué sa fortune, il n'est pas impensable de le comparer au propriétaire d'une *start-up* du secteur des technologies numériques qui vend les parts de son entreprise à un géant des GAFAM (ibid., 185-186). Ainsi, selon Piketty, contrairement aux idées reçues, le capitalisme au XIX<sup>e</sup> comme au XXI<sup>e</sup> siècle est avant tout « risqué », « dynamique » et « entrepreneurial » (ibid., 187). Toutefois, la question complexe que constitue l'endettement des États et de la forme du patrimoine qui s'y rattache est atemporelle et universelle. Elle se rapporte à tous les États sous toute forme que ce soit au cours de l'histoire humaine, bien qu'il soit bien moins évident d'identifier les rentiers au sein des sociétés capitalistes contemporaines (ibid., 185).

Tout au long du XIX<sup>e</sup> siècle, les dettes publiques seront remboursées au prix fort avec une inflation quasi inexistante (ibid., 210). D'ailleurs, les États se serviront à plusieurs reprises de l'accumulation de cette dette comme d'un outil d'accroissement du capital privé sans nécessairement que cette dette soit réellement remboursée. C'est le cas de l'Angleterre dont la dette publique a dépassé les 200% en 1810. L'État n'a jamais remboursé à proprement parler, mais celle-ci s'est retrouvée diluée dans le pourcentage de PIB au travers d'une forte croissance de la production intérieure (ibid., 205-209).

Au XX<sup>e</sup> siècle et plus particulièrement au lendemain de la Grande Dépression d'octobre 1929, une nouvelle conception de la dette publique voit le jour. Celle-ci n'est plus un moyen d'accroissement du capital privé, mais devient plutôt un outil de redistribution social des ressources en faveur des plus démunies. La dette ne sera alors dorénavant plus remboursée au prix fort, mais en « monnaie de singe » après avoir été diluée par l'inflation (ibid., 211). La crise d'octobre 1929 a touché les pays riches avec une brutalité encore inégalée. La doctrine du « laissez-faire » est alors abandonnée au profit d'un interventionnisme de l'État plus important dans la vie économique. De plus, la victoire de l'U.R.S.S. au côté

des Alliés en 1945 renforce en Occident le prestige du système économique purement étatique mis en place après la Révolution d'Octobre 1917 (ibid., 217-218).

### **La répartition du capital**

Ce que Piketty constate immédiatement, c'est la répartition systématiquement inégale des revenus du capital en comparaison de ceux du travail. En effet, selon lui, les 10% des individus percevant les revenus du travail les plus élevés concentrent entre 25 et 30% de l'ensemble des revenus issus de celui-ci. Alors que les 10% des individus percevant les plus hauts revenus du capital cumulent à eux seuls plus de 50% de tout l'ensemble (Piketty, 2013, 386). Toutefois, le XX<sup>e</sup> siècle donnera naissance à une innovation majeure en termes d'inégalités. Dans les années 1950, avec le rapport capital/revenu au plus bas, aussi bien en Europe qu'en Amérique du Nord, ainsi qu'un ensemble de politiques de blocage des loyers dans de nombreux pays au cours des décennies précédentes, les valeurs immobilières sont également au plus bas. Ainsi, toute une nouvelle partie de la population est parvenue à accéder à la propriété. C'est ce que Piketty appelle « la classe moyenne patrimoniale ». Cela dit, ce changement n'a concerné qu'une partie de la population. Les plus démunis n'ont pas profité de ce transfert de richesse (ibid., 410).

Il n'en demeure pas moins que les inégalités persistent et, bien que la part en capital du décile supérieur de la population ait pu diminuer au cours du XX<sup>e</sup> siècle, l'inégalité des revenus entre le capital et le travail demeure. En effet, Piketty affirme qu'il existe un très grand nombre d'individus appartenant à la classe supérieure si l'on regarde leur situation financière sur le plan des revenus du travail, mais qui dans le même temps appartiennent aux classes populaires si l'on s'attarde cette fois-ci sur leur niveau de capital (l'inverse est également vrai) (ibid., 400). Si les inégalités des revenus du travail peuvent sembler modérées, en comparaison, celles des revenus du capital sont extrêmes. Même dans les sociétés moins inégalitaires, comme en Scandinavie par exemple, les inégalités de patrimoines apparaissent beaucoup plus importantes que les inégalités de revenus du travail dans les sociétés les plus inégalitaires comme les États-Unis (ibid., 404-405).

Le décile le plus riche de la population est lui-même d'une hétérogénéité extrême d'ailleurs. En effet, les membres du centile supérieur tirent environ 80% de leurs revenus du capital alors qu'à l'inverse les 9% restants du décile supérieur tirent pour leur part 80% de leurs revenus du travail. De plus, il peut clairement être observé une différence de nature dans le type de capital détenu. Les 9% sont

principalement en possession de capital immobilier, là où les 1% seront pour leur part en possession d'un capital de nature très diversifiée (ibid., 439-443).

Les guerres qui séparent la Belle Époque de la Libération ont vu les sociétés capitalistes se transformer de sociétés de rentiers en sociétés de cadres (ibid., 437). Au côté de la « classe moyenne patrimoniale », le XX<sup>e</sup> siècle voit l'émergence de ce Piketty appelle les « super-cadres », des cadres dirigeants d'entreprise cotés en bourses dont les salaires annuels les torpille directement dans le rang des 1% (ibid., 477). Dans le monde d'après 1945, le 1% n'est plus uniquement composé de rentiers, mais plutôt en majorité d'individus vivant des très hauts revenus de leur travail (ibid., 437). Naturellement, cette évolution s'est opérée de manière différente et sur une base de temps plus ou moins longue en fonction des situations géographiques. Par exemple, il semble que les États-Unis et la Grande-Bretagne soient les deux pays qui se soient engagés le plus rapidement dans cette transformation. Selon Piketty, cela a été le cas parce que les postures idéologiques dominantes au sein de ces deux pays le permettaient et parce que la vision anglo-saxonne de la justice sociale n'est pas la même que celle de l'Europe continentale. Même si ce processus est également engagé dans le reste de l'Europe, il n'en reste pas moins que celui-ci est plus lent et que les rémunérations exubérantes y soulèvent plus de débats qu'outre-Atlantique ou encore outre-Manche. (ibid., 528-529). Pour Piketty, l'explication la plus plausible de la différence dans l'intensité de l'explosion des inégalités à la fin du XX<sup>e</sup> siècle se situe en premier lieu dans les normes sociales propres à chaque pays (ibid., 530). Cela dit, rien n'empêche cette augmentation de trouver ses racines dans des fondements bien matériels. En effet, la concentration du capital dans le système capitaliste n'a rien d'idéologique, elle est structurelle. Lorsque le taux de croissance est faible, alors le taux de rendement du capital sera nettement supérieur. Cet état de fait favorise structurellement la concentration du capital sur le long terme vers les plus gros portefeuilles (ibid., 558).

Ainsi, un retour vers un régime de croissance faible implique nécessairement un retour de l'importance de l'héritage au sein des sociétés capitalistes. Bien que les grands conflits du XX<sup>e</sup> siècle, avec toute la dévastation que ceux-ci ont provoquée, aient pu faire croire à un dépassement structurel du capitalisme, il ne s'agissait que d'une situation temporaire. En effet pour Piketty, il n'existe pas de mécanisme auto-correcteur à l'intérieur du marché qui puisse parvenir à restreindre la part du capital dans le revenu national lorsqu'une hausse du rapport capital/revenu est engagée, celle-ci sera amenée à ne faire que progresser (ibid., 351). Mécaniquement, s'il y a concentration du capital dans le même temps qu'une chute de la croissance démographique, les héritages reprennent en importance. Cela se confirme

d'ailleurs lorsque Piketty s'intéresse à la mesure des flux successoraux aux différentes époques. Il constate qu'après une forte baisse dans la période entre 1910 et 1950, le flux successoral est de nouveau en augmentation constante depuis les années 1950 (ibid., 604). La combinaison du retour de l'importance de l'héritage combiné à l'explosion des inégalités salariales à partir des années 1980 (avec l'émergence des sociétés de cadres) a eu un effet dévastateur sur les inégalités dans le même temps que d'entraîner une fragilisation généralisée du système financier par l'endettement des plus démunis dans l'unique but de maximiser les rentes des plus gros portefeuilles financiers (ibid., 469).

Afin de couronner le tout, il semble pour Piketty que l'on puisse facilement supposer que les portefeuilles financiers les plus importants, à travers divers mécanismes d'optimisation, parviennent à obtenir des taux de rendement en moyenne nettement supérieurs à ceux des portefeuilles plus modestes. Il est en effet évident que les plus gros détenteurs de capital seront en mesure de déployer un ensemble de ressources plus important et plus efficace afin d'optimiser les rendements de leurs divers placements tout en ayant la possibilité de s'engager dans des placements à plus haut risque, mais également plus rémunérateurs (ibid., 686-687). Ainsi, il est évident que, dans un tel contexte, les inégalités sont structurellement destinées à s'élargir en l'absence de toute forme de régulation politique sur la circulation de la propriété.

En somme pour cette partie, il apparaît déjà de manière évidente que Piketty expose dans ce premier ouvrage les structures matérielles de la société capitaliste et qui, au regard de ses analyses, se présentent également comme la source de l'accroissement constant des inégalités économiques depuis la fin du XX<sup>e</sup> siècle. Il est temps à présent de voir que le chemin que Piketty décide d'emprunter avec *C&I* est tout à fait différent et que le changement de perspective ontologique qu'il opère n'est pas sans conséquence pour les résultats qui ressortent alors des analyses qu'il produit.

## ***Capital et idéologie : l'idéalisme libéral de Piketty***

### **De l'idéologie trifonctionnelle à la société de propriétaires**

Avec *C&I*, Piketty adopte une approche tout à fait différente. Il choisit de rechercher les fondements idéologiques de l'inégalité à différentes époques et surtout essaie d'élargir son spectre géographique, en se tournant notamment vers l'Asie.

Piketty choisit comme point de départ les sociétés d'ordres de l'Europe. Il s'agissait de sociétés ternaires, en ceci qu'elles étaient composées de trois groupes politiques : l'ordre religieux, l'ordre politique et l'ordre laborieux. Ces sociétés dites ternaires sont, selon lui, le modèle le plus ancien et le plus répandu de l'histoire humaine dans lequel l'inégalité repose sur une idéologie trifonctionnelle, dans laquelle chaque ordre dispose d'un rôle bien défini au sein de la communauté politique (Piketty, 2019, 71-72). Dans l'idéologie trifonctionnelle qui structure les sociétés européennes durant la période féodale se trouve une logique d'équilibre entre les ordres. Cet équilibre est fondamental afin de stabiliser la communauté et d'éviter les risques que se manifestent d'éventuels épisodes séditions. Il est ainsi essentiel que chacun s'en tienne à son rôle, la noblesse guerrière se doit d'agir selon les préceptes de l'Église et le clergé quant à lui ne doit pas adopter de comportement guerrier. Il s'agit de « pacifier les élites autant que d'unifier le peuple » (ibid., 90-91).

De la même manière qu'il souligne dans *C21* que, même si le centile supérieur sur l'échelle des revenus au XXI<sup>e</sup> siècle représente un groupe ultra minoritaire, il n'en demeure pas moins un ensemble d'individus suffisamment important en nombre pour « structurer fortement le paysage social et l'ordre politique et économique dans son ensemble. » (Piketty, 2013, 398-399). Ici, malgré leur évidente infériorité numérique, les ordres cléricaux et nobiliaires concentraient l'ensemble du pouvoir et la très large majorité des biens matériels (Piketty, 2019, 112). L'un des éléments essentiels qui ont assuré la pérennité des sociétés trifonctionnelles est la promotion du travail libre, qui a abouti à l'abolition de l'esclavage et du servage sur le continent européen. Le travail est alors élevé en valeur morale forte au sein des sociétés trifonctionnelles européennes qui valorisent le rôle de la classe laborieuse auprès du reste de la communauté politique (ibid., 93). Le second élément essentiel à retenir ici concerne cette fois-ci les ordres dominants (à savoir le clergé et la noblesse). Dans les sociétés ternaires, les ordres dominants

sont avant tout des ordres propriétaires. La concentration de la propriété entre leurs mains leur permet d'asseoir leur domination et leur légitimité au sein de la communauté politique, c'est d'ailleurs l'église qui, durant toute cette période, concentrait le plus de patrimoines (ibid., 117-120). Ainsi, selon Piketty, le droit de propriété moderne n'est pas vraiment le fruit d'un désir des propriétaires anglais souhaitant protéger leur capital face au pouvoir arbitraire du souverain ou encore de la bourgeoisie française au lendemain de la Révolution. Pour Piketty, le droit de propriété moderne a été élaboré tout au long des siècles par la doctrine chrétienne afin d'assurer l'immutabilité de l'Église comme organisation religieuse, mais surtout comme organisation possédante (ibid., 124-125).

À partir des XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles, les Révolutions anglaise et française ne feront donc office, pour Piketty, que de simples événements concluant des processus engagés depuis bien plus longtemps. Lorsqu'advient l'abolition des privilèges, votée par l'Assemblée nationale nouvellement formée le 4 août 1789, il s'ensuit alors une nécessité de définir ces privilèges, mais surtout de régler la question de la propriété et de sa légitimité. Les nouveaux parlementaires ont opté pour une approche « historique », en ce sens qu'ils ont tenté d'établir pour chaque titre de propriété si celui-ci avait été acquis de manière « contractuelle » (légitime) ou non (ibid., 128-130). En revanche, la réalité est que, mis à part quelques situations plus évidentes, il était très difficile d'établir une quelconque origine véritablement contractuelle des titres de propriété. Si l'on poussait cette logique jusqu'au bout à travers les siècles, il y a toujours un moment où la propriété a été acquise par la violence (lors d'une conquête guerrière par exemple) (ibid., 132-133).

Le changement radical que la Révolution a amené avec elle demeure dans la fin de l'enchevêtrement et de la superposition des différents droits issus de l'ancien Régime liés à la propriété. Ainsi, la Révolution a lancé un processus de restructuration de la société dans son ensemble autour des deux principaux protagonistes que sont le propriétaire privé et l'État centralisé (ibid., 136). C'est le moment de « la grande démarcation ». Il s'agissait alors de dessiner une séparation stricte entre les fonctions régaliennes de l'État centralisé et le droit de propriété privé, là où les sociétés trifonctionnelles reposaient au contraire justement sur l'enchevêtrement des relations de ce type (ibid., 142-143). Pour Piketty, il est évident que, d'une certaine manière, la redéfinition de la propriété privée au moment de la Révolution conserve une fonction émancipatrice indéniable qui protège les individus des décisions arbitraires émanant des seigneuries. Cela dit, elle sacralise dans le même temps l'inégalité sociale et c'est là le principe fondateur des sociétés de propriétaires (ibid., 154-155).

## Le propriétaireisme à l'âge industriel

À la Belle Époque en France, c'est à Paris que se concentrent la grande majorité des richesses du pays. C'est très logiquement également en ce lieu que les inégalités sociales et économiques observables sont les plus fortes. Cependant, ce qui frappe le plus, selon Piketty, c'est la diversification et la modernité des portefeuilles de la bourgeoisie parisienne de l'époque, il s'agit déjà d'une élite capitaliste industrielle avec des investissements qui débordent du territoire national (Piketty, 2019, 167-170). Piketty conçoit ainsi ici le capitalisme comme la forme spécifique que revêt le propriétaireisme lors de sa rencontre avec l'aire industrielle et les premiers moments de la mondialisation avec l'internationalisation toujours plus importante des flux de capitaux (ibid., 189-190).

En effet, selon lui, la caractéristique principale des sociétés de propriétaires, et qui les distinguent directement des sociétés ternaires, réside dans la répartition et la division du travail. Elles s'y opèrent d'abord par la voie du capital et chaque individu s'occupe de la tâche laborieuse que son niveau de capital lui a attribuée (ibid., 211).

Le Royaume-Uni et la France ont emprunté la même direction en empruntant toutefois des chemins divergents. La particularité britannique réside dans le fait que le processus s'est déroulé sur une période beaucoup plus longue qu'en France et surtout de manière bien plus graduelle. Sans oublier que les riches propriétaires britanniques et la noblesse tendaient à se confondre. C'est bien la Chambre des Lords qui s'est faite le fervent défenseur du droit de propriété (ibid., 215-220).

Ainsi, les sociétés de propriétaires reposent avant tout sur une promesse de stabilité sociale, mais surtout sur celle d'une émancipation individuelle garantie par un droit universel de propriété (ibid., 241). En revanche, cela n'est pas sans conséquence selon Piketty. En effet, les sociétés de propriétaires faisaient face à de nombreux enjeux qui pouvaient se montrer menaçants pour leur stabilité. L'inégalité y était d'abord à son apogée, aussi bien d'un point de vue interne que d'un point de vue externe. Les niveaux d'inégalité mesurés durant la période sont au moins aussi importants que ceux de l'Ancien Régime et iront jusqu'à très largement les dépasser à partir de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. De plus, la prospérité européenne reposait également très largement sur sa capacité d'extraction et de domination sur les autres continents. Mais c'est finalement cette course effrénée des puissances européennes qui les a menées droit vers leur

autodestruction. Avec la concurrence coloniale et une concurrence industrielle et économique en perpétuelle croissance, les États ont choisi la voie d'un renforcement des systèmes frontaliers et d'une exacerbation des identités nationales. Cela s'est conclu par les deux conflits mondiaux de la période 1914-1945 (ibid., 241-242).

Le propriétaire, donc, est une forme idéologique qui sacralise la propriété privée au plus haut point. Comme mentionné un peu plus tôt, cela s'est traduit par des choix politiques qui pourraient aujourd'hui, avec le recul de l'histoire, sembler bien farfelus. Ainsi, avec l'abolition de l'esclavage dans la plupart des pays d'Occident, les États ont préféré indemniser les propriétaires pour les « spoliations » engendrées plutôt que les véritables victimes, à savoir les esclaves eux-mêmes. Selon Piketty, encore une fois, l'idée derrière ces choix est la suivante : si les propriétaires ne sont pas indemnisés pour leurs pertes, c'est le concept même de propriété privée qui est remis en question (ibid., 256). Le cas de la France dans les négociations avec Haïti au moment de l'indépendance illustre également très bien cette réalité historique. La France a exigé une rétribution plus que déraisonnable de la part de l'ancienne colonie. Cette dette a d'ailleurs suivi le pays nouvellement indépendant pendant plus d'un siècle et a très probablement grandement contribué à la lenteur du développement économique sur l'île (ibid., 263-266).

### **L'avènement de la société néo-propriétaire**

Durant la période 1914-1950, les sociétés capitalistes ont connu des changements profonds dans leur organisation sociale. Ces changements s'inscrivent certes dans un contexte géopolitique bien spécifique, mais, selon Piketty, elles traduisent également des transformations majeures dans l'imaginaire collectif et dans la perception des populations de l'époque vis-à-vis de la légitimité du système capitaliste fondé sur la propriété privée. Avec les guerres, le doute était de mise quant à la capacité de ce système à assurer la prospérité des sociétés, mais surtout quant à sa capacité à protéger des crises et des guerres (Piketty, 2019, 491).

D'après Piketty, tout semble indiquer que les inégalités patrimoniales n'ont fait qu'accroître en Europe entre le XV<sup>e</sup> et le XVIII<sup>e</sup> siècles. Cette tendance à la hausse aurait perduré tout au long du XIX<sup>e</sup> avec les durcissements des droits de propriété jusqu'au début du XX<sup>e</sup> siècle. Ainsi, la réduction drastique de la concentration du patrimoine accumulé dans les sociétés de propriétaires qui s'est opérée au cours du XX<sup>e</sup> siècle n'a rien d'anodin et constitue une « nouveauté historique majeure » (ibid., 500-501). Comme mentionné plus tôt, les expropriations d'actifs étrangers dans les anciennes colonies ont également

participé à cette réduction. Cela dit, Piketty va plus loin en affirmant qu'il s'agit du moment qui marque la fin des sociétés propriétaire et coloniales. En effet, il voit un lien étroit la structure inégalitaire des sociétés européennes et celle des inégalités internationales et coloniales. Selon lui, ces expropriations marquent un changement radical dans la conception des droits de propriété jusqu'alors immuable. Ce mouvement révèle un changement de conception au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale vers une perception plus sociale des droits de propriété. Le capital productif n'est plus l'apanage des grands bourgeois des empires coloniaux et vient désormais servir au développement économique, à une plus grande justice sociale et surtout à garantir l'indépendance nationale (ibid., 508-509).

Pour Piketty, il est naturellement évident que le *krach* de 1929 demeure un élément essentiel ayant marqué les esprits et transformé la perception sociale de la propriété (ibid., 510). Cependant, il affirme ici que ce sont davantage les mouvements sociaux et les mobilisations politiques agitant le tissu social qui expliquent principalement les évolutions en termes de fiscalité et d'inégalité au cours du XX<sup>e</sup> siècle (ibid., 547). Les sociétés de propriétaires du XIX<sup>e</sup> siècle ont atteint des niveaux d'inégalité supérieurs à ceux de l'Ancien Régime qu'elles prétendaient dépasser en mettant un terme aux inégalités statutaires des sociétés tréfonctionnelles (ibid., 559). D'autre part, les empires coloniaux européens ont, d'une certaine manière, creusé leur propre tombe favorisant l'internationalisation du capitalisme industriel et financier. En effet, selon Piketty, les États-nations ont perdu le contrôle des flux économiques entrant et sortant du territoire ainsi que les conséquences que ceux-ci peuvent engendrer sur le plan social. Ils se sont autodétruits afin de laisser place à de nouvelles formations étatiques d'ampleur continentale organisées autour de projets politiques et idéologiques d'une nouvelle nature (ibid., 559).

En ce début de XXI<sup>e</sup> siècle, le retour des inégalités à des niveaux proches de ceux de la Belle Époque ne laisse que peu de place au doute, tout particulièrement aux États-Unis où cela semble plutôt explicite et où le processus de rattrapage semble s'être engagé plus rapidement que dans l'Europe actuelle. En effet, selon Piketty, le décile le plus riche y concentre 45 à 50% de l'ensemble du revenu national et le centile en concentre quant à lui environ 20% (contre 50% pour le décile et 20-25% pour le centile dans l'Europe de la Belle Époque) (ibid., 495). Pour autant, cela n'implique pas nécessairement que la structure des inégalités soit la même. Dans la société néo-propriétaire états-unienne, bien que les revenus du capital soient toujours de la partie dans la hiérarchisation du tissu social, l'augmentation drastique des salaires des cadres dirigeants des très grandes entreprises joue désormais un rôle primordial, là où, dans l'Europe de la Belle Époque, les plus hauts revenus étaient quasiment intégralement constitués de revenus du

capital. L'émergence de ces nouveaux « super cadres » correspond, aux États-Unis, à une nouvelle justification d'ordre méritocratique de l'inégalité, qui n'est pas pour autant plus « juste » pour Piketty (ibid., 496).

Du côté des inégalités de patrimoine, la part du décile supérieur s'élevait cette fois-ci à 90% dans l'Europe de 1880-1914 avant de s'effondrer avec les guerres et la crise autour des 50% dans les années 1950 (ibid., 496). Autrement dit, l'inégalité patrimoniale a toujours été bien plus importante encore que celle des revenus et même si celle-ci n'a pas encore atteint son niveau d'antan, elle s'en rapproche de plus en plus avec le décile supérieur qui concentrait 70 à 75% de l'ensemble des patrimoines américain en 2010 (ibid., 498). Mais ce que Piketty remarque surtout, c'est l'imprécision des sources à sa disposition aujourd'hui en comparaison de celles du début du siècle. L'internationalisation massive des patrimoines et la prise en importance des paradis fiscaux dans le paradigme actuel contribuent naturellement à brouiller les pistes et l'éventualité que les estimations faites en soient plus faibles que la réalité n'est pas à exclure. Cependant, il y aurait surtout, selon lui, « un manque de volonté politique des États » pour réellement aller chercher les informations là où celles-ci se trouvent (ibid., 497).

Pour autant, il demeure que certaines sociétés, notamment celles du nord de l'Europe, sans être totalement égalitaires, sont moins inégalitaires que les autres. Pour Piketty, cela s'explique par le fait d'abord que ces sociétés évoluent dans des contextes politiques et sociaux qui leur sont spécifiques, mais également parce que le niveau d'inégalité d'une société est également défini avant tout par la capacité idéologique, politique et institutionnelle de cette même société à justifier et structurer l'inégalité en son sein. « Si les sociétés esclavagistes et coloniales ont atteint des niveaux d'inégalité exceptionnellement élevés, c'est parce qu'elles ont été construites autour d'un projet politique et idéologique particulier, s'appuyant sur des rapports de forces et un système légal et institutionnel spécifique » (ibid., 320-321).

Les sociétés sociales-démocrates d'Europe du Nord ont, jusqu'à aujourd'hui, réussi à perdurer et semblent tout à fait pérennes. Piketty ne manque pas de noter d'ailleurs qu'avant d'être l'une des sociétés les plus égalitaires du début du XXI<sup>e</sup> siècle du fait de la domination sans conteste du parti social-démocrate pendant la majorité du XX<sup>e</sup> siècle, la Suède a été l'une des sociétés les plus inégalitaires de l'histoire européenne avec une organisation constitutionnalisée de l'inégalité (ibid., 226-227). En ce qui concerne leurs voisins plus au sud, le discrédit a été jeté sur le modèle social-démocrate à partir des années 1980 puisque ce sont les partis issus de cette mouvance idéologique qui ont directement organisé la

libéralisation des flux de capitaux dans toute l'Europe (ibid., 643). Pour Piketty, cette libéralisation des échanges à l'intérieur d'un marché commun européen dénué d'un quelconque accord interétatique concernant l'échange automatique d'informations sur l'identité des détenteurs de capitaux n'a pas beaucoup de sens. Selon lui, une telle politique doit nécessairement s'accompagner d'une action coordonnée entre les États visant à réguler et taxer les profits générés par ces flux de capitaux (ibid., 644).

Il y a ici un élément profondément paradoxal pour Piketty. En effet, la fin du XX<sup>e</sup> siècle, et plus particulièrement encore ce début de XXI<sup>e</sup> siècle, sont marqués par l'avènement des technologies de l'information. Pourtant, il n'en demeure pas moins que les États ont totalement démissionné de l'idée de construire un répertoire exhaustif d'enregistrement et de traçage des titres de propriété qui leur permettrait de s'adapter à l'internationalisation des patrimoines sur le plan fiscal (ibid., 781). Comme il ne manque pas de le souligner, les propriétés immobilières sont absolument toutes enregistrées par les États, et ce, depuis plusieurs siècles dans certains cas. L'ensemble des actifs financiers pourraient logiquement faire l'objet du même type d'enregistrement et de suivi. Cependant, les États ont préféré au XX<sup>e</sup> siècle déléguer cette tâche aux institutions financières privées elles-mêmes. D'une certaine manière, les choix politiques en ces termes ont été plutôt archaïques et n'ont fait que créer de l'opacité en ce qui concerne le suivi des titres de propriété et des flux de capitaux (ibid., 786). Pour Piketty, cet état de fait provient directement d'une culture « néo-propiétariste » encore bien ancrée chez les détenteurs du grand capital au XXI<sup>e</sup> siècle. Ce refus de la transparence patrimoniale est fondé sur un dispositif légal et institutionnel particulier, celui de la libre circulation des capitaux coordonnée à l'inexistence d'un régime interétatique commun de suivi et d'imposition des patrimoines (ibid., 792). Piketty va même jusqu'à affirmer que l'unique forme de régime politique à laquelle l'idéologie propriétariste est en mesure de s'accommoder est le régime censitaire qui, par définition, institutionnalise l'inégalité (ibid., 825).

Un dernier élément qu'il semble important de souligner réside dans le portrait que Piketty dessine pour désigner les partis sociaux-démocrates de la fin du XX<sup>e</sup> siècle en Occident. Selon lui, ces partis ont opéré un glissement vers la droite au niveau de leur base électorale et de leurs ambitions politiques. En effet, le Parti socialiste et communiste en France ou le Parti démocrate aux États-Unis sont peu à peu passés de partis de la classe des travailleurs à des partis de diplômés (ibid., 938). Leur électorat s'est transformé en profondeur et Piketty pose légitimement la question de savoir si ces formations politiques ne sont pas devenues les partis des grands gagnants du monde mondialisé (ibid., 939). L'une des explications se trouverait principalement dans la hausse généralisée des rémunérations pour les élites diplômées qui, en

termes d'intérêts économiques, se rapprochent de plus en plus des élites détentrices de grands patrimoines (ibid., 942).

## Les deux Piketty

En somme, dans les deux ouvrages, comme on l'a énoncé en introduction, Piketty se donne les mêmes visées. Il cherche à démontrer comment les inégalités patrimoniales instituées dans les sociétés capitalistes modernes sans intervention d'un État fiscal fort ne feront que croître avec le temps. De plus, ces inégalités traduisant des rapports de domination, toutes les tensions qui animent le tissu social ne feront que s'accroître à l'avenir. Cela dit, il est évident qu'il emprunte deux voies très différentes dans chacun de ses livres. Dans *C21*, il se penche davantage sur les questions d'économie politique depuis une perspective profondément matérialiste avec l'étude du rapport capital/revenu sur le long terme qui lui permet d'établir un lien entre la valeur de ce rapport et le niveau d'inégalité dans une société. En revanche, en réponse à ses détracteurs et empruntant cette fois-ci une perspective idéaliste, il va étudier, dans *C&I*, la variété des formes institutionnelles qu'ont pu prendre les sociétés de propriétaires à travers le monde afin, dans un premier temps, d'écarter toute accusation de déterminisme, puis pour démontrer que les trajectoires sociales et économiques des sociétés sont avant tout de nature idéologique, y compris la voie libérale, même si le contexte économique demeure toujours un facteur d'influence majeur. Si les inégalités ont drastiquement diminué dans la période 1914-1950, c'est parce que, selon lui, le contexte social et politique s'y prêtait et qu'ainsi la social-démocratie a pu voir le jour.

Bien qu'il n'exclue pas totalement le contexte économique de l'équation, Piketty cherche ici à démontrer qu'il se distancie de Marx et du marxisme orthodoxe de plusieurs manières. D'une part, en cherchant à démontrer que l'idéologie propriétaire a muté au fil du temps et dans l'espace sous des formes très diverses, instituant l'inégalité dans des formes tout aussi diverses ainsi qu'à des degrés très variés. Il rejette par la même occasion toute accusation à son égard d'une conception déterministe du monde capitaliste. D'autre part, il ne conçoit pas la société capitaliste moderne comme séparée en deux classes antagonistes, mais comme un ensemble complexe de groupes enchevêtrés, définis autour de divers critères sociaux (propriété, diplôme, profession, niveau de revenu, genre, origine ethnique...) (Piketty, 2019, 839-840). Sans oublier qu'il ne préconise ni l'abolition de la propriété privée ni la nationalisation de l'ensemble de l'appareil productif. Piketty est social-démocrate, il reste donc attaché à un grand nombre de valeurs associées au libéralisme, notamment la liberté d'entreprendre. Ce que Piketty propose, c'est un dépassement de la forme privée de la propriété par, dans un premier temps, une

socialisation de celle-ci, en ouvrant les organes décisionnels des entreprises aux travailleurs, puis dans un second temps, par une meilleure circulation de celle-ci entre les individus au travers de diverses formes d'impôt progressif et de mesures de redistribution (impôt sur les successions, impôt sur le revenu, impôt sur la propriété, dotation en capital, revenu universel, etc.) (ibid., 1113-1131). Il affirme d'ailleurs que c'est l'accent trop important mis sur la forme étatique de la propriété et le manque de renouvellement idéologique au sein des partis sociaux-démocrates du XX<sup>e</sup> siècle qui a permis le retour des conservateurs au pouvoir dans les années 1980 dans la plupart des pays riches, précipitant ainsi le monde dans le virage néolibéral (ibid., 962-963). Finalement, on peut dire que Piketty est largement optimiste dans sa vision de l'avenir du capitalisme. Selon lui, il existe de nombreuses solutions au problème que constitue la circulation de la propriété à l'intérieur des sociétés et il n'y aurait qu'à les « tester » directement sur ces dernières.

Cela dit, malgré une divergence dans la méthode, il est d'ores et déjà possible d'entrevoir une tentative de Piketty de parvenir à faire concorder ses deux thèses de manière cohérente. En effet, dès *C21*, Piketty insiste à maintes reprises et affirme que les éléments de nature matérielle (telles que la croissance démographique, les destructions causées par les guerres ou encore la crise économique) ne suffisent pas à eux seuls à expliquer la diminution des inégalités au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale. Il procède de la même façon dans *C&I* où cette fois il va affirmer à plusieurs reprises que le facteur idéologique une fois encore ne peut expliquer à lui seul les changements radicaux qui s'opèrent à cette période en termes d'inégalité. Cela dit, il demeure qu'il semble systématiquement faire primer les structures matérielles dans *C21*, là où, à l'inverse, il accorde toujours une importance plus grande aux structures institutionnelles et idéologiques dans *C&I*. Il y a là un élément profondément contradictoire sur le plan ontologique qui paraît d'emblée difficile à résoudre.

Ainsi, nous avons, dans ce chapitre, procédé à l'examen des principaux arguments avancés par Thomas Piketty dans chacun des deux ouvrages qui nous intéressent dans le cadre de cette recherche. Nous avons pu constater dans quelle mesure les propos tenus par l'auteur ont pu considérablement changer après la période de six ans qui sépare les deux publications. Il est maintenant temps de se pencher, dans le chapitre suivant, sur ce que les autres chercheurs du monde universitaire pensent des travaux de Piketty et surtout sur ce qu'ils reprochent à ce dernier.

## CHAPITRE 2

### Ce que nous disent les critiques de Piketty

Tel qu'évoqué en introduction, les travaux de Piketty ont connu depuis la parution de *C21* un écho retentissant non seulement chez les économistes du monde entier, mais aussi chez des chercheurs dans d'autres disciplines des sciences sociales. S'agissant ici, dans le cadre de ce chapitre, d'une sorte de revue de littérature visant à recenser les critiques formulées à l'égard des thèses défendues par Piketty au sein de ses deux derniers livres, ce chapitre sera en premier lieu naturellement nourri par l'ensemble le plus exhaustif possible de textes et d'ouvrages recueillant un propos critique envers les analyses de Piketty. Bien entendu, la contrainte de la langue force la limitation aux publications disponibles uniquement en français ou en anglais. Il ne sera pas question non plus ici de faire état de l'intégralité des réactions qu'a pu susciter *C21* – ce serait un travail colossal et des synthèses ont déjà été réalisées à cet égard –, mais plutôt d'essayer de dégager des tendances parmi celles-ci à partir d'une lecture préliminaire d'un échantillon et d'une analyse de synthèses déjà produites par le passé et développées sous un axe pertinent par rapport au sujet qui nous intéresse ici.

Il est possible, comme nous l'avons également déjà brièvement mentionné en introduction, de répertorier l'ensemble des critiques selon trois catégories distinctes en fonction de l'aspect que celles-ci traitent dans les recherches de Piketty. Il y a d'abord les critiques qui portent sur la validité des données et la méthodologie (M), puis celles qui s'attardent aux « lois » économiques énoncées par Piketty (T) et, finalement, celles qui s'en prennent à ses propositions en matière de politiques publiques (P). Ce qui est intéressant avec un tel système de classification, c'est que ces trois catégories permettent d'abord d'établir des distinctions claires dans la nature des propos qui ont pu être tenus à l'égard des thèses de Piketty et que celui-ci facilite donc l'identification des publications les plus pertinentes dans le cadre de la question de recherche qui nous concerne ici. Ensuite, elles procurent également une base comparative solide entre les critiques qui ont pu être formulées à l'endroit de *C21* et celles qui s'adressent plutôt au Piketty idéaliste de *C&I*.

## Les discussions autour de *Capitalisme au XXIe siècle*

Voici donc, dans un premier temps, un tableau répertoriant quelques réactions à C21 :

Tableau 2.1

Critiques d'ordre méthodologique	Critiques des théories	Critique des propositions politiques
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Husson, (2014)</li> <li>• Mayor, (2015)</li> <li>• Soskice, (2014)</li> <li>• Cowell, (2014)</li> <li>• Galbraith, (2014)</li> <li>• Savage, (2014)</li> <li>• Barbier, (2017)</li> <li>• Tarrazo, (2018)</li> <li>• Widerquist, (2015)</li> <li>• Rotillon, (2015)</li> <li>• Nansen McCloskey, (2014)</li> <li>• Gudeman, (2015)</li> <li>• Spire, (2015)</li> <li>• Varoufakis, (2014)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Husson, (2014)</li> <li>• Mayor, (2015)</li> <li>• Soskice, (2014)</li> <li>• Perrons, (2014)</li> <li>• Bear, (2014)</li> <li>• Savage, (2014)</li> <li>• Barbier, (2017)</li> <li>• Tarrazo, (2018)</li> <li>• Gissurarson, (2019)</li> <li>• Widerquist, (2015)</li> <li>• Dahms, (2015)</li> <li>• Rotillon, (2015)</li> <li>• Piachaud, (2014)</li> <li>• MacLennan et Miao, (2017)</li> <li>• Michl, (2016)</li> <li>• Nansen McCloskey, (2014)</li> <li>• Coburn, (2016)</li> <li>• Galbraith, (2014)</li> <li>• Holmwood, (2014)</li> <li>• Hopkin, (2014)</li> <li>• Jardat, (2014)</li> <li>• Gudeman, (2015)</li> <li>• Acemoglu et Robinson, (2015)</li> <li>• Thompson, (2015)</li> <li>• Delalande, (2015)</li> <li>• Spire, (2015)</li> <li>• Thévenot, (2015)</li> <li>• Colander, (2014)</li> <li>• Lotz, (2015)</li> <li>• Varoufakis, (2014)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Bear, (2014)</li> <li>• Gissurarson, (2019)</li> <li>• Widerquist, (2015)</li> <li>• Dahms, (2015)</li> <li>• Rotillon, (2015)</li> <li>• Atkinson, (2014)</li> <li>• Piachaud, (2014)</li> <li>• MacLennan et Miao, (2017)</li> <li>• Thompson, (2015)</li> <li>• Delalande, (2015)</li> <li>• Spire, (2015)</li> <li>• Thévenot, (2015)</li> <li>• Colander, (2014)</li> <li>• Varoufakis, (2014)</li> </ul>

Comme souligné plus haut, les critiques adressées à *C21* sont très nombreuses et proviennent de tous les champs disciplinaires. Plusieurs auteurs se sont déjà proposés d'en faire la synthèse et il semble naturel de ne pas répéter un exercice que d'autres ont pu effectuer par le passé. Raoult, Leonard et Derbey proposent une méthode de classification et de codage de l'ensemble des critiques qu'ils ont recensées autour de trois aspects du livre : la méthodologie, la théorie et les propositions politiques formulées par Piketty. C'est d'ailleurs la même méthode de classification qui a été retenue et utilisée afin d'élaborer les deux tableaux présents dans ce chapitre (Raoult, Leonard et Derbey, 2017, 5).

Les trois auteurs notent que malgré la richesse du livre, autant sur le plan empirique que théorique, ces critiques se sont toutes plus ou moins attardées sur les mêmes éléments. En ce qui concerne la critique méthodologique, malgré d'innombrables données empiriques collectées, ce sont les augmentations des inégalités économiques ou encore de la « part du capital » qui sont très largement discutées et mises en cause. De la même manière, la relation  $r > g$  est également sans l'ombre d'un doute l'élément théorique du livre le plus contesté. Quant aux propositions politiques de Piketty, c'est celle d'une taxe globale sur le capital qui ne fait pas l'unanimité et qui aura fait couler beaucoup d'encre (ibid., 5).

Raoult, Leonard et Derbey remarquent également qu'il est possible d'organiser les critiques autour des origines disciplinaires de leurs auteurs (ibid., 14). En effet, il y a d'abord ceux qu'ils appellent les « portes-voix » de Piketty. Il s'agit des chercheurs qui sont en accord avec les thèses de Piketty. Ceux-ci seraient issus principalement du milieu des sciences sociales en relation plus ou moins étroite avec le monde des sciences économiques (sciences de la gestion, science politique, politique publique et démographie) (ibid., 16). Il y a ensuite les critiques dites plus radicales qui comparent les théories élaborées par Piketty dans *C21* avec celles de Marx et qui s'attaquent pour le plus souvent aux aspects à la fois « réformiste » et naturaliste de ses thèses (ibid., 14). Ces critiques radicales émanent pour le plus souvent des départements de philosophie et de sociologie (ibid., 16). Les critiques plus « techniques » sont pour leur part le fruit du travail d'économistes qui, comme Piketty, tentent d'élaborer des modèles prédictifs de l'avenir du capitalisme et qui pour la plupart, contrairement à Piketty, minimisent l'importance de la corrélation  $r > g$  (ibid., 14).

King offre également une synthétisation intéressante des critiques qui ont pu être apportées au sujet de *C21*. Comme Raoult, Leonard et Derbey, ce qu'il remarque en premier lieu, c'est que les critiques sont issues d'un panel de champs disciplinaires étendu et ne se sont pas restreintes à la seule discipline

des sciences économiques. Ce qu'il souligne en second lieu, c'est que les voix qui s'opposent à Piketty proviennent également de tous les bords de l'éventail politique (King, 2017, 1).

King regroupe les critiques autour de neuf grands thèmes : d'abord, il y a ceux qui affirment que « les inégalités économiques ne sont pas un problème en soi ». Cette idée est principalement mise en avant par les milieux libertariens avec une vision très favorable au marché libre et dérégulé (ibid., 2). Les auteurs soulignent que certains, comme Pressman par exemple, rétorquent à Piketty qu'il n'explique pas en quoi l'inégalité est une chose néfaste pour les sociétés et qu'il y a un manque théorique sur cet aspect dans *C21* (Pressman, dans King, 2017, 2). D'autres, comme Milanovic, affirment au contraire que *C21* a démontré que l'imposition et la taxation étaient impérativement nécessaires au contrôle et à la maîtrise du pouvoir associé au capital. Dans ce domaine, *C21* fait usage d'un modèle sophistiqué d'accumulation de causalités qui démontrent clairement qu'une taxation/imposition réduite augmente mécaniquement la concentration des richesses et du capital, ce qui se traduit au passage par une augmentation du pouvoir d'influence des détenteurs de capital sur le pouvoir politique (Milanovic, dans King, 2017, 2-3).

King identifie ensuite un second groupe affirmant que « la prédiction de l'augmentation des inégalités au XXI<sup>e</sup> siècle n'est pas vraiment plausible ». Ici, ce sont d'abord des économistes que l'on retrouve avec des discussions s'articulant principalement autour de la véracité et de l'importance de l'affirmation selon laquelle  $r > g$ . Cowell émet de gros doutes quant à la tendance à l'équilibre sur le long terme de  $r - g$  (Cowell, dans King, 2017, 3), de la même manière que Mankiw affirme qu'il faudrait un écart entre  $r$  et  $g$  bien supérieur à celui que propose Piketty pour assister au retour d'un capitalisme de nature patrimonial. Aujourd'hui, les héritages sont, d'après lui, très largement dilués entre les enfants, les différentes taxes et la consommation (Mankiw, dans King, 2017, 3). Ensuite, il y a l'école marxiste, avec Becker par exemple, qui rappelle que les néoclassiques, tout comme Marx, s'attendent à une baisse tendancielle du taux de profit sur le long terme et qui ne se satisfont pas de la réinterprétation qu'en fait Piketty telle que nous l'avons évoquée dans le premier chapitre (Becker, dans King, 2017, 4). Pour Koo en revanche, Piketty a raison, mais pour les mauvaises raisons. Selon lui, l'augmentation des inégalités résulte avant tout de la mise en compétition entre les travailleurs à faibles salaires des pays riches et les travailleurs des pays en développement (Koo, dans King, 2017, 4). C'est d'ailleurs, nous le verrons, une critique qui, d'une certaine manière, a également été formulée par Paidipaty et Ramos-Pinto, ou encore par Motadel et Drayton, à l'égard de *C&I*.

Les auteurs qui appartiennent au troisième groupe identifié par King affirment que « le travail empirique de Piketty n'est pas fiable » (King, 2017, 4). Il existe en effet de nombreuses critiques quant à la manière dont Piketty a choisi ses données pour *C21*. Certains affirment qu'il pourrait y avoir des doublons dans le comptage, là où d'autres pensent au contraire que les chiffres présentés par Piketty sous-estiment la réalité en ne s'intéressant qu'à la richesse des foyers et en ne s'intéressant pas à celle des entreprises (ibid., 4). Certains chercheurs, comme Weil ou Kapczuk ont fourni des résultats qui divergent de ceux présentés dans *C21* en ce qui concerne l'accroissement des inégalités (Weil/Kapczuk, dans King, 2017, 4). C'est également le cas de Fenna et Tapper, ou encore de Rehm et Schnetzer, qui ont pu noter une diminution des inégalités en Australie et en Europe (Fenna et Tapper/Rehm et Schnetzer, dans King, 2017, 4).

Kapczuk note également que Piketty ne formule aucune distinction entre la richesse à proprement dit et la « richesse de marché » (Kapczuk, dans King, 2017, 4). C'est aussi ce qu'argue Milanovic. Au XXI<sup>e</sup> siècle, le paysage social et économique a évolué et le fait de détenir du capital ne signifie pas nécessairement être riche comme cela pouvait être le cas au XIX<sup>e</sup> (Milanovic, dans King, 2017, 5). Morgan souligne également un fait très intéressant. Il vient signaler qu'une maison n'est pas un capital au sens productif du terme. Or, si l'on exclut la montée rapide des prix de l'immobilier au cours des dernières décennies, certaines études montrent que les inégalités auraient stagné et auraient même diminué dans la plupart des économies avancées (Morgan, dans King, 2017, 5). Une dernière remarque intéressante est celle de Wright qui souligne qu'en utilisant des axes disproportionnés dans la représentation graphique de ses résultats empiriques, Piketty a exagéré la force de son argument sur les variations du niveau des inégalités à travers l'histoire (Wright, dans King, 2017, 5).

En guise de quatrième groupe, King propose un nouvel ensemble de publications selon lesquelles « les explications de Piketty sont à la fois trop générales et trop théoriques ». Le livre est entièrement centré autour de la relation  $r > g$  et certains comme Kuttner affirment qu'il ne porte pas suffisamment attention aux faits institutionnels et aux événements historiques. Le conflit de classe y est ignoré et jamais intégré au processus de transformation du tissu social et de redistribution des richesses (Kuttner, dans King, 2017, 5). Cependant, pour Kelly ou Lakoff, *C21* soulève au contraire des questions autour d'enjeux politiques centraux. Selon eux, l'accroissement des inégalités est une menace importante pour la démocratie puisqu'il fragilise considérablement le pouvoir politique de la classe moyenne (Kelly/Lakoff, dans King, 2017, 6). Pour d'autres comme Hartcourt, Piketty est revenu aux préoccupations fondamentales

de la science politique et de l'économie politique classique en posant sur la table la question de la répartition sur le long terme des richesses et de la croissance (Hartcourt, dans King, 2017, 6). Morgan et Savage reprochent pour leur part à Piketty de laisser ses données parler d'elles-mêmes et de ne pas fournir de véritable théorisation du capitalisme, du pouvoir, de l'État ou encore du processus de transformation des phénomènes sociaux. *C21* serait, selon eux, engagé dans une méthodologie fondamentalement descriptive plutôt que causale (Morgan et Savage, dans King, 2017, 6).

Le cinquième groupe est constitué cette fois-ci de ceux qui pensent que « Piketty utilise la bonne théorie néoclassique de la mauvaise manière. » Même si quelqu'un admet le modèle de croissance néoclassique de Solow et Swan qui structure l'ensemble de son analyse dans *C21*, la valeur que Piketty choisit pour certains des paramètres clefs semble poser problème à un tout un ensemble d'auteurs. Particulièrement dans le cas de l'élasticité de substitution entre capital et travail qui constitue un concept central des sciences économiques tentant de représenter les dynamiques de répartition du revenu entre les deux pôles des forces productives. Cette élasticité de substitution est très certainement trop faible pour donner du crédit à l'argumentaire de Piketty. En effet la quasi-totalité des estimations empiriques la situe en dessous de 1, là où Piketty le situe entre 1,3 et 1,6 (ce qui tend à attribuer une part bien trop importante du revenu au capital). Comme le montre Rowthorn, cela a des implications majeures et se répercute sur l'ensemble de la théorie. Avec un coefficient d'élasticité de substitution aussi faible, les théories néoclassiques anticipent une stabilisation ou une baisse du taux de rendement du capital et non l'inverse (Rowthorn, dans King, 2017, 6-7).

Ensuite, dans le sixième groupe, il y a ceux qui pensent tout simplement que « Piketty utilise la mauvaise théorie néoclassique ». Certains auteurs vont en effet jusqu'à affirmer que l'ensemble du bagage théorique que le livre présente est erroné. Les néokeynésiens avancent par exemple qu'il est connu depuis maintenant plus d'un demi-siècle que la théorie néoclassique de la croissance rencontre des problèmes dans la manière dont elle appréhende le concept de capital. Cela semble, en effet, problématique lorsque l'on parle d'un livre qui cherche à analyser le capitalisme et surtout, selon eux, cela signifie par la même occasion que la relation établie entre  $r$  et  $g$  n'a pas été correctement identifiée et spécifiée (King, 2017, 7).

À l'intérieur du septième groupe, on retrouve ceux qui affirment que « Piketty ignore les pays en développement ». Il s'agit là d'une critique qui a été formulée à l'égard de son travail à maintes reprises et qui, malgré d'ailleurs des efforts notables avec *C&I*, lui est toujours adressée. Piketty porte une attention

beaucoup trop importante aux États-Unis et aux pays européens. David Barkin pointe par exemple le fait que Piketty ne montre pas de manière satisfaisante comment les pays développés se sont enrichis au travers d'un transfert de richesse orchestré par des institutions internationales porteuses des idéologies de l'Occident (le F.M.I., la Banque Mondiale, etc.) et donc, d'un appauvrissement progressif du reste du monde en développement qui n'a rien à voir avec  $(r - g)$  (Barkin, dans King, 2017, 7-8). Encore une fois, c'est une critique qui, comme nous le verrons, lui a été adressée de nouveau avec la parution de *C&I* par des auteurs comme Paidipaty et Ramos-Pinto, ou encore par Motadel et Drayton.

Le huitième groupe défend l'idée selon laquelle « les propositions politiques de Piketty ne sont pas acceptables » et celui-ci constitue, selon King, le corps le plus important des critiques que l'on peut recenser (King, 2017, 8). Il est même possible de diviser l'ensemble en quatre sous-catégories.

Il y a d'abord ceux qui, comme Galbraith ou Piachaud, estiment que l'idée d'un système d'imposition institutionnalisé à l'échelle mondiale est politiquement irréaliste. Il s'agirait d'une proposition futile et utopique, car comme toutes les autres taxes, celle-ci ne pourrait pas échapper à l'évasion (Galbraith/Piachaud, dans King, 2017, 8). Ensuite, il y a ceux qui pensent tout simplement que le régime politique qu'engendreraient de telles transformations politiques n'est pas désirable. C'est le cas de McCloskey et Mankiw qui affirment que ses propositions impacteraient de manière négative le rythme d'accumulation du capital et affecteraient ainsi les dynamiques autocorrectives des marchés capitalistes. En fin de compte, les classes populaires se retrouveraient tout aussi affectées que les riches par les conséquences si une telle politique venait à voir le jour (Mankiw/McCloskey, dans King, 2017, 9), et pour certains, comme Calleo, cela affecterait principalement la classe moyenne supérieure, puisque les 0,1% les plus riches seront toujours en mesure de pratiquer l'optimisation et l'évasion fiscale (Calleo, dans King, 2017, 9).

Finalement, il y a ceux qui affirment que les mesures que Piketty propose sont inutiles et ceux qui affirment qu'elles sont insuffisantes. Pour Chan, elles sont inutiles parce qu'il existe déjà tout un ensemble de politiques alternatives (les diverses taxes sur le capital, les impôts fonciers, taxes sur l'héritage, etc.) qui produisent le même résultat (Chan, dans King, 2017, 9). Un argument similaire est avancé par Colander, qui le renforce toutefois en proposant un certain nombre de mesures afin de rendre la productivité marginale des individus plus égalitaire (législations anti-monopole, réduction de la durée des droits de propriété, etc.) (Colander, dans King, 2017, 9). Pour Becker en revanche, il serait plus facile et adéquat de

viser les secteurs à très forte croissance, où les profits ont drastiquement augmenté sur une période de temps très courte, en restreignant la taille des sociétés financières, en augmentant les taxes sur la finance et en contraignant les grandes entreprises à augmenter les salaires (Becker, dans King, 2017, 9).

Cela dit, certains comme Agger et Luke affirment que les mesures proposées par Piketty sont l'équivalent d'un coup d'épée dans l'eau et ne résoudront en rien la tendance à l'augmentation des inégalités dans les sociétés du XXI<sup>e</sup> siècle, car elles ne perturbent pas réellement l'ordre capitaliste établi (Agger et Luke, dans King, 2017, 9). Morgan va même jusqu'à percevoir l'idée d'une taxe mondiale sur la richesse comme une mesure plutôt conservatrice que progressiste, puisqu'il s'agit d'une mesure qui s'inscrit davantage dans l'idée de reprendre ce qui a été pris que dans celle de prévenir la prédation (Morgan, dans King, 2017, 10).

Enfin, les auteurs du neuvième groupe constatent que « Piketty recourt trop à l'économie et pas suffisamment à son humanité ». Ce qui lui est principalement reproché ici, c'est l'absence totale de certaines disciplines de recherche dans la discussion. Piketty ne prend pas la peine de s'intéresser aux questions en lien avec l'identité et le statut des individus. D'après Bear, Perrons et Piachaud, il ne s'intéresse ni aux questions de genre, ni aux questions de race ou encore à celles qui entourent la sexualité des individus, alors qu'il s'agit là pourtant de vecteurs d'inégalités majeurs au sein des sociétés contemporaines (Bear/Perrons/Piachaud, dans King, 2017, 10).

## **Les discussions autour de *Capital et Idéologie***

Naturellement, la question a déjà été soulevée précédemment, sur le plan de la densité des publications qui y font référence, la situation est très différente dans le cas de *C&I* dont la parution beaucoup plus récente limite *de facto* le nombre de critiques publiées à son sujet. Il est aussi évident que le succès médiatique relatif de *C&I* est dû en grande partie à celui de *C21* et il est fort à parier qu'avec l'épreuve du temps *C&I* ne suscitera pas autant de réactions au sein du corps universitaire que son prédécesseur.

Voici tout de même maintenant un tableau des réactions à *C&I* :

Tableau 2.2

Critiques d'ordre méthodologique	Critiques des théories	Critique des propositions politiques
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Baudelot, (2020)</li> <li>• O'Brien, (2020)</li> <li>• Battaglini, (2020)</li> <li>• Ruile, (2020)</li> <li>• Subramanian (2020)</li> <li>• Motadel D, Drayton (2021)</li> <li>• Jardat (2020)</li> <li>• Pressman (2020)</li> <li>• Galbraith (2021)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Baudelot, (2020)</li> <li>• O'Brien, (2020)</li> <li>• Anderson, (2020)</li> <li>• Mann, (2020)</li> <li>• Mann, (2020)</li> <li>• Battaglini, (2020)</li> <li>• Barilari, (2019)</li> <li>• Brisset, (2020)</li> <li>• Tanke, (2020)</li> <li>• Meisenberg, (2020)</li> <li>• Klikauer et Campbell (2020)</li> <li>• Sánchez-Ancochea (2021)</li> <li>• Bhambra (2021)</li> <li>• Díaz-Pabón, Leibbrandt, Ranchhod et Savage (2021)</li> <li>• Reddy (2021)</li> <li>• Abou-Chadi et Hix (2021)</li> <li>• Paidipaty et Ramos-Pinto (2021)</li> <li>• Breyer et Kersting (2021)</li> <li>• Subramanian (2020)</li> <li>• Myant (2020)</li> <li>• Motadel D, Drayton (2021)</li> <li>• Lindh (2020)</li> <li>• Braun (2021)</li> <li>• James (2021)</li> <li>• Kvangraven (2020)</li> <li>• Jardat (2020)</li> <li>• Askenazy (2020)</li> <li>• Komlos (2020)</li> <li>• Bachet (2020)</li> <li>• Pressman (2020)</li> <li>• Klikauer et Campbell (2020)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Baudelot, (2020)</li> <li>• O'Brien, (2020)</li> <li>• Anderson, (2020)</li> <li>• Bachet, (2020)</li> <li>• Mann, (2020)</li> <li>• Mann, (2020)</li> <li>• Tanke, (2020)</li> <li>• Meisenberg, (2020)</li> <li>• Ewan McGaughey (2021)</li> <li>• Díaz-Pabón, Leibbrandt, Ranchhod et Savage (2021)</li> <li>• Barilari, (2019)</li> <li>• Reddy (2021)</li> <li>• Paidipaty P, Ramos-Pinto (2021)</li> <li>• Lessa Kerstenetzky et Domingues Waltenberg (2020)</li> <li>• Haynes (2021)</li> <li>• Subramanian (2020)</li> <li>• Myant (2020)</li> <li>• Motadel et Drayton (2021)</li> <li>• Lindh (2020)</li> <li>• Braun (2021)</li> <li>• Pasquale (2020)</li> <li>• Komlos (2020)</li> <li>• Pressman (2020)</li> <li>• Davies (2020)</li> <li>• Germain (2021)</li> </ul>

Un premier élément est à noter : bien que la majorité du matériel recueilli ici vise les conceptions théoriques de Piketty, il n'empêche que les critiques adressées à ses propositions politiques semblent encore une fois très nombreuses comme cela était déjà le cas avec *C21*. Une seconde remarque concerne le peu de critiques recensées à l'égard de la méthodologie qu'il emploie dans *C&I*. À première vue, celles-ci sont moins nombreuses et moins consistantes, mais cela s'explique très probablement par le nombre très réduit de publications dédiées à *C&I* en comparaison avec celles dédiées à *C21*.

De la même manière que *C21*, les origines disciplinaires des critiques sont diverses et variées et ne se limitent pas à l'économie qui demeure le champ disciplinaire dont Piketty est issu. Bien au contraire, il est même notable que, de manière générale, là où *C21* avait fait grand bruit, les économistes sont plutôt restés silencieux à l'égard de *C&I*. Bien que certains aient pu faire part de leur accord ou désaccord avec les nouvelles thèses développées dans *C&I* (Subrmanian, 2020 / Brisset, 2020 / Reddy, 2020 / Galbraith, 2021 / Motadel, 2021), le corpus n'en demeure pas moins très largement réduit en comparaison à celui qui se rapporte à *C21* et ne s'attarde plus sur des enjeux strictement économiques. Encore une fois, cela s'explique par la plus grande rareté des publications dédiées à *C&I*, mais cela s'explique également très probablement par le fait que Piketty s'appuie dorénavant moins sur des théories purement économiques et met davantage l'emphase sur des arguments historiques et sociologiques afin de développer les thèses de *C&I*.

Ici, les critiques seront organisées autour de quatre grands thèmes. Nous verrons dans un premier temps les critiques qui s'adressent au projet politique que propose Piketty dans *C&I*. Dans un second temps, nous nous pencherons sur les critiques qui portent sur sa méthodologie. Finalement, dans les troisièmes et quatrièmes parties, qui se présentent comme les plus intéressantes relativement à notre question de recherche, nous verrons les critiques qui portent d'abord sur les faiblesses conceptuelles de *C&I*, puis nous verrons enfin celles qui portent sur l'occidentalocentrisme dont il peine encore à se détacher complètement.

## **Un projet politique toujours aussi irréaliste pour certains**

Comme il a été mentionné un peu plus haut, de nombreuses critiques ont été formulées à l'endroit des propositions politiques de Piketty dans *C&I*. Comme nous allons le voir maintenant, il est possible de voir dans une bonne partie d'entre-elles déjà une critique des fondements idéologiques de ses thèses sur la base d'arguments de nature matérialiste.

Par exemple, l'idée d'une dotation en capital à tous les citoyens de 25 ans afin de rendre la société plus méritocratique et égalitaire n'a pas fait grand bruit à en croire les propos de Germain. Ce dernier affirme que désormais, avec *C&I*, Piketty ne s'intéresse plus au problème majeur de son époque et que nombreuses sont les voix qui s'élèvent pour dire que Piketty ne se penche pas suffisamment sur la réelle priorité du siècle que constitue le changement climatique. Il chiffre le montant de la note à 5% du PIB afin de financer son idée de dotation en capital, mais Germain rétorque qu'il serait bien plus urgent d'allouer ces fonds au domaine de la transition énergétique (Germain, 2021, 446). On peut ainsi déjà voir ici un argument qui s'oppose aux propositions de Piketty sur la base du phénomène matériel que constitue le changement climatique.

En ce qui concerne sa proposition d'un revenu minimum d'existence ou d'un revenu universel, Germain se montre relativement dubitatif. Bien qu'il s'accorde à dire que l'automatisation et la robotisation contraignent à repenser le travail et les modes de répartition de la richesse à l'intérieur des sociétés de demain, il n'en demeure pas moins réticent à l'idée d'un revenu versé à chaque individu sans une quelconque contrepartie. D'abord parce qu'il pense que cela aurait un effet néfaste sur les modes de sociabilisation des individus et par extension, cela participerait à une « dislocation supplémentaire de l'espace public » (ibid., 447). Ensuite, il y a selon lui tout un nombre de secteurs en demande grandissante de ressources humaines et financières qui sont totalement ignorés par les gouvernements, dans les domaines tels que l'écologie ou encore le social par exemple (ibid., 447).

Également, il demeure sceptique face au régime d'imposition suggéré par Piketty. Il est d'abord clair que cela ne se fera pas sans friction sur le plan politique. Ensuite, à l'égard du droit constitutionnel français lui-même, cette mesure ne pourrait être mise en place sans un recours au referendum afin de contourner la jurisprudence antérieure qui protège contre la « spoliation du droit de propriété » (ibid., 446).

Brachet ne croit pas vraiment non plus à la réalisation du projet fiscal de Piketty, puisque les règles en matière de budget, de monnaie et de commerce sont désormais du ressort des instances non démocratiques de l'Union européenne. Mais il remet surtout en question l'idée d'une socialisation plus grande de la propriété et sa proposition de mise en place d'un modèle similaire à celui de la cogestion des entreprises allemandes. Il fait cela en s'attaquant à la conception théorique de Piketty du capital et du capitalisme de manière plus large. Pour lui, les modèles comptables correspondent à des représentations du monde dont résulte tout un panel de définitions différentes des concepts comme le capital ou encore le travail. Les modèles comptables ont donc un impact majeur sur la sphère politique, tout particulièrement dans le contexte du capitalisme financier où « les agents économiques qui possèdent l'essentiel des pouvoirs et qui dominent dans notre système socioproductif et financier sont ceux qui façonnent le système comptable de façon à faire apparaître en priorité leur « résultat », calculé selon leur propre vision de la réalité économique » (Brachet, 2020, 3-4).

Or, depuis plusieurs décennies maintenant, les marchés et l'économie mondiale sont régulés très largement par les systèmes de comptabilité d'origine anglo-saxonne (IRFS – *International Financial Reporting Standards*). Il y a une coercition extrême qui est exercée à une échelle globale par ce système comptable au niveau de l'entreprise qui se fait imposer des normes de rentabilité qui dépassent très largement le rythme de développement de l'économie réelle au détriment des enjeux sociaux et environnementaux actuels. Pour Brachet, ce modèle comptable constitue à l'heure actuelle la principale cause du réchauffement climatique global auquel l'humain se voit aujourd'hui confronté et l'auteur s'attriste de constater que Piketty n'en fait pas mention (ibid., 4). D'autant plus que selon lui, les normes qui s'imposent à l'heure actuelle sur les entreprises en font des objets intrinsèquement productifs dont l'aspect collectif est renvoyé au second plan. *De facto*, cela implique que la propriété sociale à elle seule, telle que la présente Piketty, sans une refonte majeure du capitalisme financier et des modèles de comptabilité et de gestion qui le régissent, ne remet pas suffisamment en cause les structures profondes actuelles de l'entreprise où les salariés sont soumis aux règles du jeu définies à l'avance par les marchés financiers et elle ne pourrait être suffisante pour les émanciper du bon vouloir des grands détenteurs de capital (ibid., 4).

On retrouve d'ailleurs une idée similaire chez McGaughey qui affirme que même une démocratisation totale des lieux de travail serait insuffisante afin de résoudre les problèmes structurels à l'inégalité de propriété. Les structures antidémocratiques actuelles des marchés dépassent très largement

le cadre de l'entreprise (McGaughey, 2021, 6) McGaughey estime d'ailleurs que Piketty insiste trop dans ses analyses sur les inégalités de revenus et de richesse et ne met pas suffisamment l'accent sur l'inégalité politique à l'intérieur même du système économique (ibid., 4). Pour lui, la capacité d'action accrue de par leur position dans le système des grandes corporations et des individus les plus nantis à l'intérieur des marchés économiques constitue une seconde dimension à l'inégalité croissante. D'une certaine manière, selon McGaughey, agir sur le tissu économique revient à voter en matière de politique économique. Or, d'un côté, les salariés sont au service des marchés et subissent leurs aléas, là où, de l'autre, les corporations et grands fonds d'investissement agissent directement sur ceux-ci et, d'une certaine manière, y font la pluie et le beau temps (ibid., 4). Ainsi, il est évident que, pour McGaughey, il existe des structures matérielles induites par la nature même du capitalisme en tant que système économique qui imposent alors des modèles comptables, comme évoqué par Bachet, et qui eux-mêmes viennent à leur tour renforcer ces mêmes structures matérielles.

Pour Mann, Piketty se cantonne au grand mythe du progrès proposé par le libéralisme et ne parvient pas à s'extirper des carcans idéologiques du capitalisme contemporain pour proposer une transition vers le socialisme participatif qu'il décrit (Mann, 2020, 9-10). Barilari remarque d'ailleurs qu'il serait compliqué pour un gouvernement de garder une majorité électorale suffisamment longtemps afin de mettre en place l'ensemble des propositions de Piketty. En effet, à une époque où il semblerait que le nationalisme est très en vogue et où les questions identitaires sont sans cesse exacerbées, la question de l'égalité demeure au second plan et ne semble pas constituer la priorité des électeurs (Barilari, 2019, 107). D'autant que selon Kerstenetzky et Waltenberg, la redistribution des richesses à l'intérieur d'une société gagnerait à être repensée en dehors du cadre des systèmes d'imposition comme peut le faire Piketty. En effet, l'histoire a démontré que l'inventivité des êtres humains est infinie en termes d'évasion et d'évitement en matière fiscale. Tout particulièrement dans le contexte actuel où les plus gros détenteurs d'actifs financiers, qui sont également les plus susceptibles d'avoir recours à l'optimisation et à la fraude, sont souvent ceux qui sont le mieux à même d'influencer les décisions politiques et judiciaires. Ainsi, même la mise en place d'une « *exit tax* » requiert un renforcement des systèmes législatif et judiciaire, ainsi qu'un contrôle accru des corps et des comptabilités, et sans oublier une forte coopération internationale (Kerstenetzky et Waltenberg, 2020, 631).

Ainsi, il est possible de percevoir dans l'ensemble une critique matérialiste des propositions de Piketty. C'est le cas de Germain lorsqu'il affirme que Piketty ne porte pas suffisamment son attention sur

l'urgence que représente le réchauffement climatique (Germain, 2021, 446-447) et qui constitue bel et bien une réalité matérielle que les systèmes politiques contemporains doivent impérativement prendre en considération. Il en est de même avec l'argument de McGaughey sur les inégalités politiques qu'induisent les inégalités économiques (McGaughey, 2021, 4-6). Lorsqu'il pose une telle affirmation, cela signifie qu'il existe des structures matérielles aux marchés capitalistes qui impactent directement la répartition du pouvoir politique entre les individus à l'intérieur de la société. C'est d'ailleurs la même idée que défendent Kerstenetzky et Waltenberg lorsqu'ils affirment que les grands détenteurs de capitaux sont les mieux placés pour influencer les décisions politiques y compris à des niveaux internationaux (Kerstenetzky et Waltenberg, 2020, 631).

### **Une bonne méthode qui demeure à améliorer**

Le second thème à relever concerne la manière dont Piketty traite ses données empiriques. Ruile critique par exemple sa méthode dans le cas de la Chine, où Piketty et ses collaborateurs se sont appuyés sur des données qu'ils savaient parcellaires et dont la fiabilité pouvait être remise en question puisque celles-ci proviennent directement des bureaux de statistiques nationaux (Ruile, 2020, 685). Pour Ruile, le problème de la méthode de collecte de données choisie par Piketty réside en ce que celle-ci ne peut être appliquée de la même manière avec toutes les sociétés à n'importe quel endroit. Par exemple, Piketty, à partir de ses données, divise le revenu total de chaque foyer par le nombre total d'adultes en faisant partie. Cependant, cela a pour effet de fausser les résultats en ignorant les inégalités économiques qui interviennent à l'intérieur même du foyer. Les inégalités de genre sont les plus évidentes, mais il est également à noter que la structure même de la famille traditionnelle chinoise va au-delà de la famille nucléaire occidentale avec les enfants qui prennent en charge leurs parents à l'âge de la retraite (ibid., 686-687). On retrouve d'ailleurs un argument similaire sous la plume de Galbraith qui affirme que Piketty tend à confondre déclarants d'impôts et foyer fiscal. Cependant, il s'agit selon lui de deux catégories bien différentes. Il y a là une confusion qui, d'après Galbraith, peut avoir pour conséquence de fausser considérablement la collecte des données empiriques (Galbraith, 2021, 73-74).

C'est d'ailleurs l'un des principaux reproches que Battaglini formule à l'égard du travail de Piketty. Il affirme que Piketty tire trop souvent des conclusions capitales à son raisonnement à partir de données beaucoup trop parcellaires (Battaglini, 2020, 2). Quant à Motadel et Drayton, ils vont pour leur part jusqu'à affirmer que ce manque de données empiriques et la nature de celles qu'il utilise pour produire ses analyses pourraient laisser penser que la baisse des inégalités économiques qu'il attribue aux nouveaux

systèmes de taxation mis en place au XX<sup>e</sup> siècle s'expliquerait tout aussi bien par une hausse massive de l'évasion fiscale (Motadel et Drayton, 2021, 33).

Piketty, pour sa part, se déclare méfiant envers les données fournies par le *China Family Panel Survey* et leur préfère celles offertes par les organes gouvernementaux tel que les données fiscales ou celles du *Bureau National de Statistique*. Pour Ruile, bien que les données du CFPS soient imparfaites, elles ont au moins le mérite de provenir du travail de « chercheurs chinois bien moins dépendants du pouvoir politique que leurs homologues fonctionnaires du département des taxes ou du département des statistiques. » (Ruile, 2020, 690). Ruile affirme également que malgré son imprécision qui déplaît tant à Piketty, le calcul du coefficient de Gini a au moins une valeur en ce qu'il permet de comparer plus facilement, et ce de manière constructive, ses résultats à ceux d'autres études produites par d'autres chercheurs (ibid., 690-691).

Baudelot, pour sa part, reproche le découpage sociologique des populations en fractions selon des critères purement économiques, qu'il qualifie de trop linéaire et ne décrivant pas suffisamment bien les différents groupes qui cohabitent dans une société sur le plan sociologique. C'est pour cette raison qu'il préfère parler de classe sociale, car il s'agit là d'un concept qui, sans être parfait, a « le mérite de prendre en compte davantage de dimensions économiques et sociales et de rompre avec une vision verticale, unilinéaire et graduelle de la société » (Baudelot, 2020, 194).

### **Des imprécisions conceptuelles**

Le troisième thème traité ici est de nature théorique et concerne directement le sujet même du livre. Comme le soulignent Klikauer et Campbell, le sujet central de *C&I* n'est pas ce qu'il prétend être. Le capital et l'idéologie n'y sont abordés que de manière marginale et l'auteur se concentre davantage sur « la nature de l'inégalité » (Klikauer et Campbell, 2020, 1). Selon eux, Piketty peine à décrire les trois fonctions clefs de l'idéologie. Celle-ci sert avant tout à camoufler les contradictions inhérentes au type de régime qu'elle sert, à y appuyer la domination et à prévenir l'émancipation (ibid., 2). L'une des raisons qui poussent Klikauer et Campbell à formuler leur désaccord réside dans le fait que, selon eux, Piketty tend, dans ses analyses, à inverser les causes et les effets. Par exemple, selon eux encore, les classes populaires ont été capturées depuis le début du XXI<sup>e</sup> siècle par les médias de droite et d'extrême droite, là où Piketty attribue un rôle dérisoire aux instances médiatiques dans les différents systèmes idéologiques des régimes

capitalistes. Pour Killkauer et Campbell, au contraire, ceux-ci jouent un rôle central, car ils permettent, dans un premier temps, au travers des techniques de marketing, d'entretenir le consumérisme et, dans un second temps, d'entretenir ce qu'ils appellent le « TINA » (« *there is no alternative to capitalism* ») (ibid., 2020, 5-6).

Mann critique pour sa part la définition même qui est offerte dans l'introduction du livre en affirmant que Piketty effectue une inversion lorsqu'il définit l'idéologie comme un ensemble d'idées et de discours *a priori* raisonnable et permettant de décrire la manière dont une société doit être construite et structurée. Selon lui, l'idéologie est une manière de voir le monde dans laquelle un ensemble spécifique d'idées et de discours deviennent raisonnables (Mann, 2020, 3).

C'est d'ailleurs également l'avis de Reddy qui affirme que la définition du concept d'idéologie offerte par Piketty comme appareil de justification de l'ordre établi est à la fois trop large et trop floue. Piketty insiste sur le fait que sa définition ne comporte aucune dimension morale ou éthique. Cependant, comme le souligne Reddy, une fois associée au propriétaire, le lecteur peut facilement desceller dans le texte la connotation péjorative qui est associée au concept puisque celle-ci est quasiment décrite comme servant simplement à justifier l'injustifiable (Reddy, 2020, 13-14). De plus, pour Brisset, Piketty contourne une large partie de la question qui entoure le concept d'idéologie en ce sens qu'il ne prend pas réellement la peine de discuter des idées, de leur importance, de leurs effets et des frictions que celles-ci peuvent causer à l'intérieur du tissu social. Piketty est incapable de penser le discours idéologique en dehors de ses manifestations politiques et économiques (Brisset, 2020, 461).

Pour Reddy, d'ailleurs, Piketty substitue le concept de propriétaire à celui de capitalisme en diminuant le dernier à un stade avancé de la société propriétaire. Cependant, cela produit, selon lui, une sursimplification du concept qui ne décrit pas bien la réalité historique. Comme il le souligne, il existe déjà une littérature étendue sur le thème du capitalisme qui décrit et explique le développement du système économique moderne au travers de ses différentes phases bien avant les révolutions industrielles (Reddy, 2020, 12). Pour Bhambra et Gurinder, même si l'on admet le concept, les sociétés esclavagistes ne devraient pas être pensées en dehors du cadre propriétaire comme tente de le faire Piketty, puisque c'est ce même propriétaire, et les structures sociales qu'il a imposées, qui ont donné naissance aux sociétés coloniales esclavagistes (Bhambra et Gurinder, 2021, 72).

Reddy reproche également à Piketty de rester trop abstrait et de ne pas offrir d'explication claire quant au passage des sociétés modernes depuis leur forme ternaire à la forme propriétaire (Reddy, 2020, 11). Brisset va encore plus loin en affirmant que lorsque Piketty substitue le concept de propriétaire à celui du capitalisme et qu'il résume l'histoire de la transition du féodalisme au capitalisme par les débats politiques de l'époque autour des questions de propriété privée, il ne fait que réduire l'histoire entière du capitalisme à celle de la propriété et ne sert pas réellement la réflexion sur le sujet (Brisset, 2020, 461).

Pour Motadel et Drayton, *C&I* se présente comme un ouvrage paradoxal en ce sens qu'il se préoccupe de problème très matériel alors que les analyses qui y sont produites sont de nature idéaliste (Motadel et Drayton, 2021, 27). Encore une fois, selon les auteurs, la définition du concept central du livre demeure très vague. De plus, si l'idéologie est à l'origine du changement social, Piketty donne peu de détails sur la nature des transformations idéologiques et sur l'émergence des idées nouvelles. Tanke ajoute à cela qu'il ne parvient pas à expliquer ce que les populations contemporaines, qui constituent le cœur de son sujet d'étude, trouvent acceptables ou non et comment l'appareil idéologique du propriétaire s'articule réellement au XXI<sup>e</sup> siècle (Tanke, 2020, 347).

Motadel et Drayton soulignent, également, comment la question matérielle des médias et des technologies de l'information au sens large, qui permettent de véhiculer les idées à travers les sociétés, n'est pas ou très peu abordée (Motadel et Drayton, 2021, 29). Pour autant, ils admettent que Piketty se montre tout de même « flexible » dans ses arguments en privilégiant les explications multicausales et ne donnant pas nécessairement la priorité au monde des idées en toutes circonstances (ibid., 29).

Cela dit, la lecture que font Motadel et Drayton de *C&I* leur donne tout de même l'impression que la trajectoire idéologique des nations se situe hors du sentier de dépendance. Celle-ci doit être plutôt envisagée, selon eux, comme un processus d'apprentissage collectif fondé sur l'interaction entre idéologie et expérimentation historique. Cela dit, Piketty aurait, selon eux, largement gagné à réduire l'emphase sur l'idéologie, car ils affirment que « le monde matériel et celui des idées évoluent dans la réciprocité » (ibid., 30).

De son côté, Mann reproche à Piketty d'idéaliser la période de l'après-Deuxième-Guerre, des trente glorieuses et de la social-démocratie. Selon lui, Piketty induit son lecteur en erreur en prétendant que la réduction des inégalités économiques a permis un meilleur équilibre entre les forces politiques rattachées au grand capital et celles associées au travail. Pour Mann, c'est comme si Piketty conceptualisait

la social-démocratie comme un système économique à part entière situé en dehors du capitalisme. Piketty insiste d'ailleurs sur l'avènement de la social-démocratie en Occident et la manière dont celle-ci a imbriqué la vie économique à l'intérieur de la vie sociale d'une manière bien particulière, mais pour Mann, il omet de rappeler qu'à cette époque les grandes puissances de l'Ouest étaient surtout préoccupées à préserver le capitalisme (Mann, 2020, 5-6).

En dernier ressort, il faut mentionner Abou-Chadi et Hix qui, pour leur part, critiquent la vision binaire de Piketty en matière de sociologie électorale. Sa conception fermée de la gauche et de la droite en deux entités politiques cohérentes et unitaires ne permet pas de mettre suffisamment en lumière le phénomène grandissant de fragmentation des systèmes partisans qui s'opère de nos jours dans la plupart des démocraties occidentales (Abou-Chadi et Hix, 2021, 80). Le virage qu'ont pris les différents partis politiques dans l'Occident du XXI<sup>e</sup> siècle ne peut être simplement résumé autour de cette « gauche brahmane » qui s'est détachée des systèmes de valeurs qui étaient traditionnellement attribués à la gauche et qui a opéré un « divorce » avec les classes populaires au profit d'un corps électoral plus éduqué pour lequel les questions de redistribution des richesses ne constituent plus une priorité. D'abord, il ne peut être ignoré, pour les auteurs, que la part des électeurs ouvriers de l'industrie qui constituaient l'électorat traditionnel de la gauche a été réduit en Occident à une part située entre 15 et 20% de la population, ce qui a contraint les partis politiques à s'adresser à une base électorale élargie en se prononçant sur des thèmes dépassant largement les questions purement économiques, tels que les questions de genre, d'ethnicité et d'identité au sens large. Il y a là bel et bien une origine matérielle à la transformation idéologique qu'il présente (ibid., 80). Ils démontrent d'ailleurs avec leurs propres données empiriques qu'encore aujourd'hui, les individus qui affirment voter pour les partis de gauche se prononcent également en faveur d'une plus grande redistribution des richesses et que cela se présente dans leur étude comme un facteur bien plus déterminant que le niveau d'éducation, ce qui semble remettre en question une bonne partie de la narrative de la « gauche brahmane » face à la « droite marchande » que propose Piketty (ibid., 90).

Si l'on essaye maintenant de décortiquer davantage ces critiques qui portent sur la fragilité conceptuelle et théorique des ouvrages de Piketty, on constate une quasi-unanimité d'auteurs qui lui reprochent, dans *C21* comme dans *C&I*, de parler trop peu du capital dans des livres qui le portent dans leur titre (Motadel et Drayton, 2021 ; Brisset, 2020 ; Reddy, 2020 ; Klikauer et Campbell, 2020 ; Mann, 2020 ; King, 2017). La critique la plus récurrente à *C&I* étant de façon évidente celle qui s'adresse au

manque de clarté du concept central de son livre, à savoir, l'idéologie. On notera que Morgan et Savage reprochaient déjà à *C21* de se contenter de laisser parler les données et de ne pas rentrer plus profondément dans l'interprétation afin de tenter de fournir une théorie générale suffisamment développée du capitalisme (Morgan et Savage, dans King, 2017, 6). Mann critique, pour sa part, la définition même que propose Piketty de l'idéologie. Lorsqu'il affirme que l'idéologie n'est pas un ensemble d'idées et de discours *a priori* raisonnables, mais plutôt une vision du monde et des sociétés humaines qui permet alors de rendre plus raisonnable, plus acceptable, un certain nombre conceptions idéologiques, il critique directement le caractère idéaliste des analyses de Piketty en affirmant que c'est depuis la matérialité du monde et des interactions humaines que se forme l'idéologie et non l'inverse (Mann, 2020, 3).

Avec *C&I*, nous l'avons vu, certains de ses détracteurs, comme c'est le cas de Reddy, vont jusqu'à reprocher à Piketty la substitution du concept même de capitalisme par celui du propriétaireisme qui, selon eux, constitue une sursimplification du phénomène ne représentant pas la réalité historique de manière convenable. Reddy reproche notamment à Piketty d'avoir fait une totale abstraction de la littérature déjà très étendue sur le sujet (Reddy, 2020, 12). Pour Brisset, ce remplacement d'un concept par un autre n'est pas anodin et sans conséquence pour l'analyse. En résumant l'histoire de la transition du féodalisme vers le capitalisme de la manière dont il le fait dans *C&I*, Piketty réduit l'histoire entière du capitalisme à celle de la propriété privée (Brisset, 2020, 461). Ce réductionnisme et cette simplification, qui lui est reprochée ici autour du concept de propriétaireisme, servent, comme nous le verrons au chapitre suivant, l'argumentaire de Piketty lorsqu'il argue que l'évolution du concept de propriété vers celui que l'on connaît aujourd'hui comme la propriété privée est un travail idéologique de très longue durée de l'Église catholique à travers les siècles sur toute la société. Cela lui permet d'évacuer l'ensemble des origines matérielles du capitalisme en portant l'attention sur le concept de propriété privée et ses racines idéologiques plutôt que sur celui du capital lui-même et ses racines matérielles.

Pour Motadel et Drayton, c'est d'ailleurs l'un des paradoxes majeurs de *C&I*. Comme nous avons l'avons vu précédemment, selon eux, Piketty est préoccupé par des problèmes d'ordre matériel auxquels il tente de trouver des réponses qui tirent leurs racines dans un idéalisme qui ne semble qu'à moitié assumé. En effet, Motadel et Drayton voient tout de même une certaine ouverture chez Piketty qui privilégie, selon eux, dans la plupart des cas des analyses reposant sur des facteurs multiples et ne propose pas d'explication monocausale aux phénomènes qu'il étudie. Dans le même temps, Motadel et Drayton

affirment qu'il ne laisse pas ses arguments idéalistes prédominer de manière systématique dans la discussion (Motadel et Drayton, 2021, 29). Pour autant, les auteurs demeurent convaincus que Piketty donne trop d'importance à l'idéologie dans les processus historiques de transformation des communautés politiques et que la réalité se trouve plutôt, selon eux, du côté d'une dialectique réciproque entre l'évolution idéologique et l'expérimentation collective et historique des sociétés humaines (ibid., 30). Il ne semble pas y avoir de hasard d'ailleurs dans le fait même que Piketty ne fasse que très peu mention dans *C&I* de la question des médias et donc des structures matérielles qui permettent à l'idéologie de se propager à l'intérieur d'une société. D'autant plus que Piketty, selon Motadel et Drayton, ne prend pas la peine de véritablement décrire le processus par lequel l'idéologie opère le changement social à l'intérieur d'une société (ibid., 30). C'est un petit peu ce que Tanke affirme aussi lorsqu'il écrit que Piketty ne parvient pas à expliquer de façon convaincante sous quels aspects et de quelle manière l'idéologie néopropriétaire était parvenue de nos jours à se présenter comme acceptable pour la majorité (Tanke, 2020, 347).

Ici, ce que tous ces auteurs reprochent principalement à Piketty, c'est la manière dont il évacue tout un ensemble de concepts qui lui imposeraient des analyses plus profondes des structures matérielles des sociétés humaines et qui, potentiellement, pourraient entrer en contradiction avec sa thèse principale. Abou-Chadi et Hix démontrent d'ailleurs très bien comment le processus de transformation idéologique, qui est associé à la dégringolade de bon nombre de partis politiques traditionnels dans les pays occidentaux au XXI<sup>e</sup> siècle trouve ses origines dans les évolutions matérielles des systèmes de productions occidentaux. Il vont à l'encontre des thèses avancées par Piketty en inférant qu'avec la vague de délocalisations massive qu'ont subie les pays occidentaux, le paysage socioprofessionnel s'y est radicalement transformé. Comme on l'a dit plus haut, les ouvriers de l'industrie ne représentant plus qu'une part réduite de la population, et donc de l'électorat, les partis politiques de gauche ont été contraints d'élargir la base de leur discours afin de séduire au-delà des thèmes purement liés à l'économie politique et à la redistribution des richesses (Abou-Chadi et Hix, 2021, 80). Une fois encore, Abou-CHadi et Hix font ici référence à l'idéalisme de Piketty. Les transformations observables au XXI<sup>e</sup> siècle en matière de sociologie électorale trouvent leur origine dans les structures matérielles spécifiques à l'époque que nous vivons.

## Un occidentalocentrisme persistant

Enfin, le quatrième thème à relever parmi les critiques et qui constitue celui qui revient le plus souvent concerne l'occidentalocentrisme (voire l'eurocentrisme) dont Piketty, malgré des efforts qui ne sont pas ignorés par les auteurs des différentes critiques, a bien du mal à s'extraire. Pour Bhambra et Gurminder, son eurocentrisme débute dès l'analyse des sociétés dites « trifonctionnelles ». Selon les auteurs, le modèle ne s'applique qu'aux sociétés européennes et la tentative de Piketty qui consiste à le transposer aux sociétés précapitalistes extraeuropéennes est bel et bien vaine (Bhambra et Gurminder, 2021, 71).

Anderson s'attriste profondément de voir que Piketty ignore presque totalement l'Afrique et l'Amérique latine dans ses analyses (Anderson, 2020, 2) Sanchez-Ancochea souligne aussi que l'Amérique latine, bien que souvent décrite comme l'une des régions les plus inégalitaires du monde, est quasiment absente de *C21* et de *C&I*. Le niveau d'inégalité de la région s'explique notamment par son passé colonial et la construction hautement hiérarchisée des sociétés autour de principes racistes avec la présence d'esclaves et d'une population autochtone profondément marginalisée (Sanchez-Ancochea, 2021, 126-128). D'ailleurs, selon lui, l'idéologie joue bien un rôle dans la justification et le maintien des structures hiérarchiques de la société, mais celui-ci n'est que de l'ordre du second plan. C'est d'abord l'économie qui forme dans un premier temps les politiques des États qui ensuite sont justifiées par l'appareil idéologique dans un second temps (ibid., 130).

Comme le mentionnent Días-Pabón, Leibbrandt, Ranchhod et Savage, l'Afrique est également l'une des grandes oubliées de Piketty avec seulement cinq pages qui y sont consacrées (Días-Pabón, Leibbrandt, Ranchhod et Savage, 2021, 107). Selon eux, le continent africain fait office d'exception en ce qui concerne la grande compression des inégalités du XX<sup>e</sup> siècle, de la même manière qu'elle n'a pas non plus réellement connu d'accroissement drastique de celles-ci à la fin du siècle dernier et au début du XXI<sup>e</sup>. Les inégalités y ont toujours été extrêmes (ibid., 108). Les quatre auteurs affirment eux aussi que Piketty fait preuve d'une abstraction trop importante des dynamiques implantées par le colonialisme et des structures institutionnelles qui en ont découlé au moment des mouvements d'indépendance des États africains (ibid., 109).

Pour Días Pabón, Leibbrandt, Ranchhod et Savage, l'Afrique du Sud se présente comme un cas qu'il aurait été fort intéressant à étudier pour bonifier les analyses de Piketty. En effet, il s'agit, avec l'Amérique

latine, de l'une des régions les plus inégalitaires du monde. De plus, depuis l'abolition de l'apartheid, l'État fait la promotion d'une idéologie totalement nouvelle et contredisant celle qui structurait les précédents régimes sud-africains, où la ségrégation raciale était institutionnalisée. Dans le même temps, l'État s'est engagé dans une entreprise de transformation des structures sociales avec la mise en place d'un ensemble de politiques économiques et sociales visant à réduire la pauvreté et les inégalités (ibid., 114). Cela dit, comme le montrent très bien les auteurs ici, la transformation idéologique et les politiques mises en place par l'État se sont montrées insuffisantes et les structures sociales de l'apartheid sont demeurées telles quelles en de nombreux aspects. La ségrégation spatiale en est un bon exemple. Les quartiers blancs et les quartiers noirs sont toujours les mêmes et les premiers sont favorisés en tous points avec un meilleur accès à l'emploi, à la santé, à l'éducation, etc. Les inégalités systémiques sont persistantes malgré la transformation radicale de l'appareil idéologique et du discours à l'intérieur des institutions de l'État (ibid., 118).

En ne s'intéressant pas ou peu à l'Amérique Latine ou encore à l'Afrique, Piketty, qui préfère mettre en avant les régimes sociaux-démocrates du XX<sup>e</sup> siècle, oublie au passage de s'attarder sur les régimes dictatoriaux qui ont structuré le paysage politique d'une grande partie du globe et tout particulièrement au sud des États-Unis. Comme le souligne Sanchez-Ancochea, dans le cas du Chili et de la dictature d'Augusto Pinochet, l'accroissement extrême des inégalités qui s'est opéré a été soutenu avant tout par une violence militaire inouïe. Bien que là encore l'idéologie ait servi la justification du régime et des politiques menées par l'État, c'est avant tout la violence matérielle qui a forgé la société dictatoriale post-Allende (Sanchez-Ancochea, 2021, 133).

Finalement, Paidipaty et Ramos-Pinto signalent que la lecture que Piketty fait des sociétés sociales-démocratiques et de la naissance des États-providence omet les contradictions internes du modèle. En effet, comme les auteurs le soulignent, dans le même temps que de réduire les inégalités sur le plan économique, le modèle de l'État-Providence en Occident a eu pour effet de créer ou de renforcer des inégalités de statut au sein des sociétés (Paidipaty et Ramos-Pinto, 2021, 53-54). En définissant le progressisme en des termes purement économiques et productivistes, le modèle a renforcé la marginalisation et l'exclusion au niveau national sur des critères de genre et d'ethnicité. Cela a, en effet, eu pour conséquence de marginaliser par exemple toute une partie des membres de la société dont le travail (sans être moins essentiel que celui des autres) ne peut être quantifié en ces termes (les femmes au foyer, victimes des structures patriarcales de la société en sont un exemple) (ibid., 57-58). Enfin, dans

une perspective plus globale, le déploiement de l'État-Providence et de la social-démocratie en Occident n'est pas venu sans un coût important pour les pays moins développés et moins riches, car plus d'égalité en Occident a été, au XX<sup>e</sup> siècle, synonyme de plus d'inégalités à l'échelle internationale entre les populations des différents États (ibid., 60-61). En effet, les auteurs ne manquent pas de rappeler ici que les gouvernements sociaux-démocrates occidentaux de l'après-guerre étaient souvent favorables au colonialisme et ont participé activement à la constitution d'un système international bâti sur les bases des relations coloniales entre les puissances de l'Ouest et les pays « sous-développés » du Sud (ibid., 62-63).

De la même manière, Subramanian souligne aussi que Piketty gagnerait largement à changer d'échelle, car, à l'inverse des dynamiques du XX<sup>e</sup> siècle, même si les inégalités ont augmenté à l'intérieur des sociétés occidentales au cours des dernières décennies, elles ont drastiquement diminué dans le même temps entre les États avec le développement rapide de nombreux pays comme la Chine, la Corée du Sud ou, encore plus récemment, Singapour ou le Vietnam. L'auteur va ici jusqu'à affirmer que Piketty, par inconfort, évite certaines questions relatives à la mondialisation et ses effets. Pour Subramanian, lorsque la délocalisation de la production d'une entreprise advient et qu'elle est justifiée par la recherche d'une main-d'œuvre non blanche plus qualifiée et plus abordable, les économistes libéraux des pays occidentaux ne savent plus de quel côté se ranger (Subramanian, 2020, 170).

En élargissant tout de même le spectre de ses analyses par rapport à ses travaux précédents, Piketty tente tout de même de se pencher sur ce qui se passe à la fois à l'intérieur et à l'extérieur des États afin d'établir une dialectique entre les dynamiques nationales et les dynamiques internationales. Cependant, selon Motadel et Drayton, il priorise systématiquement les dynamiques internes et cela tend au bout du compte à offrir une importance, une fois encore, plus grande aux nations occidentales (Motadel et Drayton, 2021, 31). Pour les auteurs, le livre se concentre principalement sur le tournant « néo-proprétariste » qui s'opère au cours de la période 1980-2000 et Piketty échoue dans ses ambitions à s'extirper de sa tendance occidentalocentriste. Il passe également, selon eux, trop de temps à comparer les différents régimes inégalitaires en ne parvenant pas à établir de réelles connexions entre ceux-ci (ibid., 32).

L'un des reproches de Motadel et Dayton à Piketty se situe au niveau de sa conception historique des échanges interculturels entre les nations que Piketty voit s'intensifier dans le monde d'après-guerre. Il produit ainsi des analyses des sociétés du passé comme si celles-ci avaient évolué en vase clos. Il y a là,

selon eux, une mauvaise conception de la réalité historique des échanges culturels qui s'opèrent au cours des périodes médiévales et antérieures, tout particulièrement sur le continent eurasiatique (ibid., 32).

Une fois encore, Motadel et Drayton soulignent eux aussi que lorsque Piketty dépeint l'âge d'or de la social-démocratie en Occident, il tend à oublier que celle-ci est avant tout soutenue économiquement par la construction d'un ordre néocolonial (au travers de guerres, d'interventionnisme militaire et de fait de corruption) qui a, par la même occasion, parfaitement préparé le terrain pour le nouvel ordre mondial néo-proprétariste à venir. Pour Reddy, bien que Piketty soit, dans une certaine mesure, conscient de l'impact du colonialisme sur la forme du système économique mondial au XXI<sup>e</sup> siècle, il n'est toutefois pas évident dans *C&I* s'il voit bel et bien ou non la race et la culture comme des principes organisateurs de la hiérarchie sociale à l'échelle mondiale (Reddy, 2020, 15).

En somme, il devient ici évident que nombreux sont les auteurs qui reprochent à Piketty son approche trop occidentalocentriste. Ici, nous allons pouvoir constater que l'ensemble de ces auteurs critiquent au passage le caractère trop idéaliste des analyses de Piketty. Tel qu'évoqué un peu plus tôt, selon eux, si l'on s'éloigne des territoires européens pour s'aventurer dans les pays moins développés, l'idéologie y occupe un rôle de second plan dans les processus de changement des structures sociales et économiques.

Il est également possible d'identifier une dimension matérialiste aux propos de Bhambra et Gurminder lorsqu'ils critiquent l'analyse des sociétés dites « trifonctionnelles » que Piketty propose et affirment que son modèle ne s'applique qu'aux sociétés européennes. Selon eux, le modèle n'est pas transposable à n'importe quelle société autour du monde et spécifiquement pas aux sociétés extraeuropéennes (Bhambra et Gurminder, 2021, 71). Ici, il est même possible d'aller encore plus loin que Bhambra et Gurminder en affirmant que les sociétés précapitalistes en dehors du continent européen étaient ancrées dans des structures matérielles très différentes de celles que les justement dits européens pouvaient connaître.

Ensuite, comme nous l'avons vu, certains auteurs montrent comment un élargissement plus important encore du spectre des recherches de Piketty pourrait bel et bien remettre en question l'ensemble de la théorie qu'il produit dans *C&I*. C'est le cas d'Anderson, de Sanchez-Ancochea, ou encore de Díaz-Pabón, Leibbrandt, Ranchhod et Savage. Tous dénoncent l'absence quasi-totale de l'Afrique et de l'Amérique latine dans *C&I* (Anderson, 2020, 2 et Sanchez-Ancochea, 2021, 126-128). Sanchez-Ancochea

rejette d'ailleurs l'explication idéaliste que propose Piketty et affirme que l'inégalité contemporaine en Amérique latine est avant tout le résultat de politiques menées par les États pour des raisons avant tout économiques. Pour lui, ce n'est que dans un second temps que l'idéologie de l'État est élaborée, afin de justifier les structures hiérarchiques au sein de la société ainsi que les choix politiques des gouvernements de manière plus générale (Sanchez-Ancochea, 2021, 130).

La critique que formulent Días-Pabón, Leibbrandt, Ranchhod et Savage prend un peu la même forme que celle de Sanchez-Ancochea en ce sens que, selon eux, l'ensemble du continent africain semble échapper au modèle théorique de Piketty. Le contre-exemple que proposent Días-Pabón, Leibbrandt, Ranchhod et Savage se montre d'ailleurs très pertinent puisqu'il démontre une certaine faiblesse des théories développées dans *C&I*. Depuis l'abolition de l'apartheid, comme nous avons déjà pu le voir, l'État sud-africain a opéré une transformation radicale de son discours idéologique. Dans le même temps, il a tenté de mettre un frein aux inégalités à l'aide d'un ensemble de politiques sociales et économiques visant à réduire la pauvreté (Días-Pabón, Leibbrandt, Ranchhod et Savage, 2021, 114). Cependant, comme il a également été mentionné déjà, les auteurs affirment que cela s'est montré insuffisant face aux structures matérielles mises en place par le régime de l'apartheid qui ont su se préserver malgré les changements profonds opérés dans les discours (*ibid.*, 118).

Ainsi, pour tous ces auteurs, comme pour Días-Pabón, Leibbrandt, Ranchhod et Savage, il est évident que les structures matérielles d'une société priment sur les structures institutionnelles et idéologiques. Cela se confirme avec leur exemple de l'Afrique du Sud. Il est évident ici que les auteurs font bel et bien état ici d'un cas de figure pour lequel la théorie idéaliste que propose Piketty dans *C&I* n'est absolument pas applicable. Pourtant les dispositions idéologiques au changement social telles que Piketty les décrit sont bel et bien présentes. La victoire de Nelson Mandela avec l'A.N.C. en 1994 en témoigne. Mais la réalité que présentent ces auteurs semble montrer que ce changement est très insuffisant afin de pallier aux inégalités profondes qui structurent la société sud-africaine sur le plan matériel.

Sanchez-Ancochea partage également cet avis. Dans le cas du Chili et de la dictature d'Augusto Pinochet, encore une fois, il affirme que c'est d'abord la violence exercée par l'État sur sa population, au travers de son appareil militaire, que le dictateur a imposé de nouvelles normes à la société tout entière. Naturellement, l'État y a justifié le nouvel ordre social imposé par le régime avec l'élaboration d'un nouvel appareil idéologique. Cela dit, pour Sanchez-Ancochea, la violence matérielle exercée par l'État demeure

l'élément sur lequel repose principalement la société dictatoriale de Pinochet (Sanchez-Ancochea, 2021, 133).

Ainsi, il apparaît ici de manière très explicite que la critique de la posture occidentalocentriste de Piketty formulée par les auteurs cités plus haut, qu'il s'agisse de *C21* ou de *C&I*, est une critique adressée par la bande à sa posture idéaliste et à une conception trop libérale des rapports sociaux. Tous font mention de structures matérielles qui priment sur l'idéologie à l'intérieur des sociétés coloniales et postcoloniales. L'obsession de Piketty pour la social-démocratie à l'occidentale lui fait oublier de regarder ce qu'il se passe ailleurs et tout particulièrement dans les régions les plus inégalitaires du monde, comme nous avons pu le voir avec les régimes dictatoriaux ou encore la ségrégation en Afrique du Sud. C'est d'ailleurs ce qu'affirment Paidipaty et Ramos-Pinto lorsqu'ils nous disent qu'il y a un revers à la médaille à l'égalité croissante des social-démocraties occidentale qui s'est traduite dans le même temps par un accroissement des inégalités économiques entre États au niveau international (Paidipaty et Ramos-Pinto, 2021, 60-61). C'est d'ailleurs également l'avis, comme nous l'avons déjà vu, de Motadel et Drayton lorsque, comme nous l'avons vu, ils affirment que Piketty tend à oublier que c'est l'organisation néocoloniale du monde qui a permis, sur le plan économique, à la social-démocratie de voir le jour en Occident au XX<sup>e</sup> siècle (Motadel et Drayton, 2021, 32).

Ainsi, à la lumière de ce qui vient d'être évoqué, il devient évident que dans l'ensemble des critiques formulées à l'encontre des thèses de Piketty, nombreuses sont les voix qui s'élèvent pour critiquer sa prise de distance vis-à-vis du matérialisme historique au profit d'un virage vers une posture libérale plus radicale. Comme nous avons pu le voir, son analyse historique des structures idéologiques est loin de faire l'unanimité et se présente comme une prise de direction étonnante pour l'auteur après avoir publié *C21*. Cela dit, comme nous le verrons au chapitre suivant, les changements opérés dans ses prises de positions ne signifient pas nécessairement que l'auteur a totalement renié ses travaux antérieurs.

## CHAPITRE 3

### Matérialisme ou sociologie historique des idéologies : les deux Piketty

Ce dernier chapitre vise maintenant à tenter de répondre à notre question de recherche qui, rappelons-le, est la suivante : comment Piketty parvient-il à concilier de manière cohérente les thèses « matérialistes » développées par l'économiste Piketty dans *C21* et l'approche « idéaliste » adoptée par le « sociologue/historien/politologue/économiste » du même nom dans *C&I* ? Nous nous plierons à cet exercice au travers d'une analyse se concentrant à la fois sur la nature matérialiste ou idéaliste des arguments que Piketty déploie dans *C21* et *C&I*, et en tenant compte de ce que ses nombreux critiques reprochent aux thèses de l'auteur. Il sera dès lors possible de voir en quoi il est difficile de véritablement construire une théorie cohérente unifiée à partir de ces deux ouvrages. Toutefois, il semble également possible de percevoir avec *C&I* une évolution logique de la pensée de Piketty qui ne renie pas nécessairement l'ensemble des positions qu'il défendait dans *C21*.

Il est donc temps à présent d'identifier à l'intérieur des deux livres, *C21* et *C&I*, les éléments qui se rapportent à une théorie matérialiste en opposition à ceux qui se rapportent plutôt à des modèles théoriques idéalistes. Comme il a déjà été évoqué en amont, de manière générale, *C21* contient davantage d'arguments qui tombent dans la première catégorie, là où *C&I* se situe pour sa part plutôt dans la seconde. Également, une certaine redondance est à attendre entre le premier chapitre et celui-ci puisqu'un certain nombre des arguments de Piketty traités ici ont déjà été présenté à l'intérieur du premier chapitre.

### ***C21*, un ouvrage ancré dans le matérialisme historique.**

#### **La démographie en économie et les lois fondamentales du capitalisme**

Tout d'abord, comme nous avons pu déjà le souligner, il y a pour Piketty une composante démographique dans la croissance de la production économique, puisque la croissance d'un État donné correspond à l'addition de sa croissance démographique à la croissance de sa production par habitant (Piketty, 2013, 125-127). C'est à partir de ce postulat que Piketty va construire une très grande partie de

ses analyses à l'intérieur de *C21*. Dès lors, il apparaît ainsi très clairement que Piketty se range ici du côté des écoles de pensées matérialistes. Il va consacrer d'ailleurs à cette partie un chapitre entier et nous allons pouvoir observer comment Piketty insiste très largement, tout au long de ce chapitre qu'il y consacre, sur l'aspect matériel de la croissance économique. En effet, son ancrage dans les schèmes de pensée matérialistes se voit encore renforcé lorsqu'il affirme que la croissance démographique comme la croissance de la production produisent mécaniquement une diminution des inégalités économiques dans le temps long, puisque, l'un comme l'autre, ils tendent, par des mécanismes différents, à déprécier l'importance des héritages et à rendre ainsi la société plus « méritocratique ». Ici, ce sont bien les conditions matérielles de la production qui déterminent le niveau d'inégalité d'une société.

On peut ajouter à cela qu'une croissance forte de la production contribue aussi, selon lui, au renouvellement des élites et à une plus grande mobilité sociale. En effet, il avance qu'une croissance importante de la production économique entraîne nécessairement sur le long terme, au travers du mécanisme de l'innovation, la création permanente de nouvelles fonctions faisant appel à des compétences tout aussi nouvelles qui, *de facto*, fait grandir les opportunités qui s'offrent aux travailleurs (*ibid.*, 2013, 141-143). Il apparaît donc encore une fois de manière évidente ici que Piketty établit la manière dont un ensemble de conditions matérielles (à savoir un niveau de croissance économique donné) définit les conditions de la vie sociale d'une société dans son ensemble. Il en va de même, lorsqu'il rappelle qu'un rythme de croissance établi entre 0,5 et 1% par an renouvelle profondément la société sur le temps long et que la croissance européenne au ralenti depuis plusieurs décennies en Europe occidentale n'a pas engendré de société stagnante autant sur le plan social que technologique (*ibid.*, 2013, 128-131). Ici, il est plus qu'évident que Piketty insiste sur la matérialité du phénomène que constitue la croissance économique. Lorsqu'il étend sa démonstration, il prend une posture éminemment proche du marxisme en tentant d'éclairer son lecteur sur la manière dont la croissance économique prend d'abord racine dans la réalité matérielle que constitue la croissance démographique.

Encore une fois, lorsqu'on lit entre les lignes, les « Trente glorieuses » n'ont jamais existé en Amérique du Nord parce que la réalité matérielle à laquelle l'idée fait appel ne correspond pas à celle des populations nord-américaines au cours de la même période (*ibid.*, 162). En mettant cet argument en avant, Piketty se range, une fois de plus, du côté des écoles marxistes en posant la spécificité idéologique de l'Amérique du Nord de l'après-guerre comme résultant de conditions matérielles spécifiques à celle de la région du monde concernée. L'Amérique du Nord n'ayant pas fait face aux destructions de capital que

l'Europe a subies au cours des deux guerres mondiales, elle n'a connu les rythmes de croissance des pays d'Europe occidentale dans la période d'après-guerre.

Mais Piketty va encore plus loin en affirmant que les rythmes de croissance effrénés du XX<sup>e</sup> siècle ont été des phénomènes exceptionnels exclusivement destinés aux pays dans une situation transitoire de rattrapage économique (ibid., 161). De surcroît, il est même, selon lui, très probable que ce processus de rattrapage dans lequel se sont engagés le Japon et l'Europe face aux États-Unis était inévitable et aurait tout de même eu lieu même si des politiques radicalement différentes avaient été menées (ibid., 164). Il y a là, dans cette dernière affirmation de Piketty, quelque chose de très intéressant. Non seulement l'argument est profondément ancré dans une pensée matérialiste, mais celui-ci a, en plus de cela, un caractère quasi déterministe. La réalité matérielle du Japon et de l'Europe occidentale de la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle a été déterminante quant à l'avenir des États sur le terrain de l'économie et de la croissance, à un tel point que, quelles que soient les politiques économiques menées par les gouvernements le résultat aurait été, selon lui, le même. Piketty semble ici prêter un caractère inévitable au phénomène et ainsi pencher vers une théorie qui frôle le déterminisme.

Piketty présente ensuite, dans *C21*, deux lois fondamentales du capitalisme. La seconde loi fondamentale (celle qui nous intéresse principalement ici) concerne le calcul du rapport capital/revenu pour une société donnée. Comme mentionné auparavant, ce calcul permet, selon lui, de mesurer « l'intensité capitaliste d'une société » et renseigne également sur la structure des inégalités économiques à l'intérieur de cette même société (ibid., 98). En effet, pour Piketty, comme nous l'avons déjà vu, un rapport capital/revenu  $\beta$  élevé est synonyme d'une aggravation des inégalités économiques dans le temps, et ce tout particulièrement dans les sociétés à croissance stagnante dès lors que les patrimoines accumulés par le passé gagnent en importance (ibid., 263). Or, Piketty remarque effectivement que le rapport  $\beta$  calculé pour la plupart des pays économiquement les plus développés a doublé, voire triplé, entre la période d'après-guerre et aujourd'hui. Encore une fois, c'est à partir de ces éléments purement matériels que Piketty vient affirmer que le début du XXI<sup>e</sup> siècle est marqué par le retour d'un capitalisme de type patrimonial (ibid., 273).

Il y a, selon lui, trois principaux facteurs à l'origine du retour du capitalisme patrimonial et de l'augmentation des inégalités depuis la fin du XX<sup>e</sup> siècle. En premier lieu, le maintien de l'épargne privée qui, coordonné à une baisse drastique de la croissance économique, entraîne une hausse mécanique de  $\beta$

sur le plan mathématique. En second lieu, il y a deux facteurs secondaires. D'abord, un mouvement d'ampleur de privatisation des actifs publics qui a lieu un peu partout en Occident à partir des années 1970. Ensuite, Piketty constate qu'à la même époque s'observe une remontée historique du prix des actifs financiers sur les marchés privés. Ce sont ces trois facteurs mis en action de manière coordonnée et qui ont eu pour effet de profondément bouleverser la structure des inégalités au sein des sociétés occidentales (ibid., 289-296). Pour Piketty, on touche ici au cœur des défaillances structurelles du système capitaliste. Si  $\beta$  augmente alors la part du capital dans le revenu national augmente aussi et donc, mathématiquement, plus les inégalités s'élargissent. (ibid., 351). Pour Piketty donc, ici, ce sont les structures matérielles du capitalisme qui sont à l'origine d'un accroissement mécanique des inégalités économiques. Le mouvement de privatisation des actifs des États trouve pour sa part ses origines dans l'idéologie dominante de l'époque à laquelle celui-ci s'opère, mais il ne le place qu'en facteur secondaire et n'y attribue pas une importance aussi grande qu'au maintien de l'épargne privée. Encore une fois, avec cet argumentaire, il est ainsi évident que Piketty semble ainsi mettre l'emphase de manière systématique sur des explications issues des théories matérialistes, puisque, selon lui, ce sont les structures matérielles du capitalisme qui entraînent nécessairement sur le long terme une concentration des richesses et du capital et ainsi, un retour du capitalisme patrimonial au XXI<sup>e</sup> siècle.

### **La réduction des inégalités économiques au cours de la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle**

C'est à partir de maintenant que nous allons pouvoir constater en quoi Piketty pourrait faire croire qu'il s'inscrit au sein de cet ouvrage dans la nuance. Selon lui, les causes de la baisse importante et rapide de  $\beta$  sont, comme nous l'avons évoqué dans le premier chapitre, multiples et exogènes. Il l'attribue à la coordination de deux principaux événements historiques. Il y a d'abord les destructions matérielles liées aux deux guerres mondiales et à la Grande dépression. Mais, pour Piketty, il y a au même moment, un peu partout en Occident, un renforcement des idéologies socialisantes avec notamment l'arrivée au pouvoir de nombreux gouvernements sociaux-démocrates. Il affirme donc que la concordance entre ces deux phénomènes (et donc ici de deux arguments de Piketty, l'un de nature matérialiste, l'autre de nature plutôt idéaliste (ou idéologique) au cours de la même période historique a permis une réduction des inégalités économiques à des niveaux encore jamais vus. Les détenteurs de capitaux, incapables d'épargner dans le contexte de la guerre, se sont ainsi vus eux-mêmes obligés à se séparer d'une partie de

leurs actifs à un moment où la crise économique a fortement ébranlé la confiance sur les marchés financiers et entraîné une très forte dévaluation de ces mêmes actifs (Piketty, 2013, 232-237).

Le phénomène se voit encore amplifié au lendemain de la Seconde Guerre mondiale lorsqu'émergent les mouvements d'indépendance et que les nationalisations liées à la décolonisation interviennent (ibid., 235). Piketty note tout de même que c'est parce que les États-Unis n'ont, jusque-là, jamais constitué un empire colonial que cela a encore contribué à ce qu'ils soient ensuite frappés bien moins violemment que les puissances européennes par la baisse de  $\beta$ . Sans oublier le Plan Marshall qui va leur offrir une place de choix sur le marché européen (ibid., 243-245), après avoir déjà largement mis la guerre à profit sur le plan de leur positionnement économique et commercial dans le monde.

Il est clair, ici, que Piketty tente, d'une certaine manière, d'articuler une théorie matérialiste avec une ébauche d'argumentaire idéaliste en affirmant que c'est principalement sous l'effet des politiques sociales spécifiques menées au lendemain de la Seconde Guerre mondiale que la réduction des inégalités économiques va s'opérer, grâce à des politiques de blocage des loyers ou encore de régulation des marchés financiers. Cependant, selon lui, tout cela se déroule dans un contexte où les tensions sociales qui agitent un grand nombre de pays occidentaux à l'époque sont révélatrices d'une certaine hostilité au capitalisme privé qui avait coexisté et collaboré sans problème avec le régime nazi au cours de la guerre. À cela s'ajoute la situation concurrentielle à laquelle est confronté le capitalisme sur le plan idéologique avec la forme étatique de la propriété que propose le communisme russe (ibid., 218). On peut voir ainsi comment ici, même l'idée que certaines dispositions idéologiques spécifiques à la période donnée aient pu être à l'origine de la réduction drastique des inégalités repose en premier lieu sur des conditions matérielles spécifiques. Il maintient cette idée lorsqu'il observe les compressions qui s'opèrent dans les inégalités en France au XX<sup>e</sup> siècle. Il existe bel et bien, selon lui, des causes éminemment politiques, qui demeurent décorrélées des mouvements de l'économie réelle, aux réductions des inégalités lorsque l'on observe les variations sur des périodes de cinq à dix ans. Cela dit, lorsque l'on élargit le spectre de l'analyse à des périodes beaucoup plus longues, Piketty affirme clairement que les structures matérielles de l'économie rattrapent les dirigeants politiques et sont toujours déterminantes dans l'évolution des inégalités au sein d'une société donnée (ibid., 453-457). C'est d'ailleurs, selon lui, la réalité à laquelle, au début des années 1980, le gouvernement socialiste en France a dû faire face en étant contraint à mener une politique de « rigueur » en raison des fortes hausses du salaire minimum qui avaient été accordées de manière successive par les précédents gouvernements, et par ce gouvernement lui-même en début de

mandat, dans le contexte d'un climat social sous haute tension après les manifestations massives de 1968 (ibid., 457).

En dernier ressort pour cette partie et comme nous l'avons déjà évoqué auparavant, Piketty compare le concept de « baisse tendancielle du taux de profit » développé par Marx dans *Le Capital* avec ses propres conclusions sur l'évolution au cours des siècles du rapport capital/revenu. Il y explique d'abord que Marx identifie l'augmentation de la production comme le résultat de l'accumulation toujours plus importante de capital (ibid., 360-361). Chez Marx, ce processus d'accumulation infini mène inévitablement vers une baisse tendancielle du taux de profit généré par le capital et mène les capitalistes à creuser leur propre tombe (ibid., 360). Or, ce que Piketty affirme, c'est que, finalement, si l'on présuppose un niveau de croissance de la production égale à zéro, alors le calcul de  $\beta$  se trouve face à une contradiction logique similaire aux intuitions de Marx avec  $\beta$  qui tend vers l'infini. Mais si ce dernier tend vers l'infini, comme nous l'avons déjà mentionné, le rendement du capital devra alors nécessairement diminuer jusqu'à se rapprocher de zéro, sinon quoi la part du capital finira par absorber le revenu national dans son entièreté (ibid., 361).

Avec cette comparaison entre sa théorie et celle de Marx, Piketty s'inscrit dans une pensée purement matérialiste en indiquant que les structures de l'inégalité se rapportent à des phénomènes bel et bien matériels. Il passe, dans *C21*, plusieurs centaines de pages à démontrer comment les inégalités au sein du capitalisme sont structurellement amenées à s'accroître de manière constante. En même temps, lorsqu'il évoque la période de l'entre-deux-guerres et de l'après-guerre, ainsi que la réduction rapide des inégalités économiques, en mettant une emphase importante sur l'impact des politiques sociales de l'époque et la situation de concurrence idéologique entre le capitalisme et le communisme, Piketty semble déjà, d'une certaine manière, essayer de dire que c'est d'abord l'idéologie qui constitue le moteur du changement social, et que, sans transformation au niveau des perceptions collectives, il ne peut y avoir de métamorphose des structures matérielles. Cela dit, comme nous avons pu le voir, l'ensemble de son argumentaire semble plutôt établir que les structures matérielles sont à l'origine des transformations au sein même des appareils idéologiques.

## **C&I, un idéalisme radical**

### **De l'idéologie trifonctionnelle au propriétaireisme : les racines chrétiennes de la propriété privée**

Avec *C&I*, Piketty adopte donc une approche radicalement différente de celle de *C21*. Il choisit, nous l'avons évoqué, de rechercher les fondements idéologiques de l'inégalité à différentes époques et emprunte alors dans sa démarche cette fois-ci davantage aux écoles de pensée idéalistes, donc libérales. Piketty ne choisit d'ailleurs pas son point de départ de manière hasardeuse. Les sociétés dites « ternaires » constituent, selon lui, la forme la plus archaïque et la plus répandue de l'histoire humaine. Qui plus est, le fait de l'inégalité y repose, toujours selon lui, sur la base d'une idéologie trifonctionnelle, dans laquelle chaque ordre dispose d'un rôle bien défini au sein de la communauté politique (Piketty, 2019, 71-72). C'est dans cette forme de société que le capitalisme viendrait prendre ses racines, au sein d'une société régie et structurée par une idéologie spécifique. Malgré leur évidente infériorité numérique, les ordres cléricaux et nobiliaires concentraient l'ensemble du pouvoir et la très large majorité des biens matériels (ibid., 112). Selon lui, l'un des éléments essentiels qui ont assuré la pérennité des sociétés trifonctionnelles est la promotion du travail libre qui a abouti sur l'abolition de l'esclavage et du servage sur le continent européen. Le travail a alors été élevé en valeur morale forte au sein des systèmes idéologiques des sociétés trifonctionnelles européennes qui valorisaient dès lors le rôle de la classe laborieuse auprès du reste de la communauté politique (ibid., 93). On constate ainsi comment Piketty, dès les premières pages de *C&I*, adopte une approche radicalement opposée à celle qu'il avait choisie dans son ouvrage précédent dans lequel il plaçait les structures matérielles des sociétés au centre de l'analyse.

On pourrait d'ailleurs croire à un retour du Piketty de *C21* lorsqu'il tente d'analyser les rapports de pouvoirs qui s'articulent à l'intérieur des sociétés ternaires au sein desquelles les ordres dominants sont avant tout des ordres propriétaires. Piketty affirme d'ailleurs que c'est bel et bien la concentration de la propriété entre leurs mains qui leur permet d'asseoir leur domination et leur légitimité au sein de la communauté politique, et c'est l'église qui, durant toute cette période, concentrait le plus de patrimoines (ibid., 117-120). Ici, il s'agit bien de structures matérielles que Piketty présente à son lecteur afin d'avancer ses arguments.

Cependant, il affirme également que le droit de propriété moderne n'est pas vraiment le fruit d'un désir des propriétaires anglais souhaitant protéger leur capital face au pouvoir arbitraire du souverain ou encore de la bourgeoisie française au lendemain de la Révolution. Pour Piketty, et il y a là un élément essentiel à retenir, le droit de propriété moderne a été élaboré tout au long des siècles au travers d'un profond travail de transformation idéologique par la doctrine chrétienne afin d'assurer l'immutabilité de l'Église comme organisation religieuse, mais surtout comme organisation possédante (ibid., 124-125). Autrement dit, l'Église s'est attelée à un profond travail idéologique afin d'initier des transformations sur le plan social et matériel. Bien qu'il reconnaisse l'aspect structurant de certaines conditions matérielles, car ce sont ces transformations sur le plan matérielles, une fois bien implantées, qui permettent aux classes dominantes de maintenir leur domination, c'est l'idéologie qui façonne et transforme en premier lieu les formes de la domination au sein du monde matériel jusqu'à ce que celle-ci parvienne à s'autoentretenir. De toute évidence, avec cette affirmation, Piketty tourne le dos à une bonne partie des thèses qu'il présentait dans *C21*. Il semblait déjà y placer l'idéologie comme structurante dans les systèmes de domination, cela dit, comme nous l'avons vu, il lui attribuait des origines matérielles de manière systématique. Ici, Piketty renverse complètement sa grille d'analyse en présentant l'idéologie comme le moteur de la transformation des structures matérielles au sein des sociétés humaines.

Dans la continuation de ce qui vient d'être évoqué, Piketty pense que les révolutions des XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles, en Angleterre, puis en France, n'ont été que la conclusion d'un processus de très longue évolution idéologique. Si la question de la propriété et de sa légitimité est au cœur des débats qui animent les acteurs de l'époque (ibid., 128-130), comme nous l'évoquions plus tôt, c'est parce que le rôle de la Révolution se limite à venir en finir avec le système de droits et de privilèges de l'Ancien Régime en restructurant la société autour du propriétaire privé et de l'État centralisé (ibid., 136) et en attribuant à ces derniers des fonctions bien définies et strictement séparées, en opposition avec le fonctionnement des sociétés ternaires (ibid., 142-143). Avec la redéfinition de la propriété privée, la nouvelle société de propriétaire que décrit Piketty élève en principe fondateur la sacralisation de l'inégalité sociale, et ce sur le plan idéologique (ibid., 154-155).

Ici encore, Piketty affirme que c'est la transformation progressive du concept de propriété et de la perception de celle-ci par les acteurs du tissu social à travers le temps, à l'issue d'un travail idéologique initié par l'Église et poursuivi par la bourgeoisie plus tard, qui va permettre l'avènement d'une société d'un nouveau type, la société de propriétaires. Piketty est donc encore une fois bien ancré dans une perspective

idéaliste, puisqu'il voit l'idéologie à l'origine du changement et de la transformation des structures économiques et sociales. Pour lui, les structures matérielles des sociétés sont entièrement dépendantes de leur appareil politique, juridique et institutionnel, le reste ne constituant que des facteurs exogènes. Son discours est radicalement opposé à celui de Marx qui voyait le justement dit appareil idéologique, politique et juridique d'une société (la « superstructure ») comme un ensemble de normes qui, certes, régissent les relations sociales à l'intérieur d'une société donnée, mais qui sont, en dernière instance, déterminées par un mode de production spécifique. C'est donc la réalité matérielle de l'être qui détermine la forme de sa conscience et non l'inverse (Marx, 1859, 18-19).

Piketty, pour sa part, définit le capitalisme par la forme particulière que va prendre le propriétaire avec l'industrialisation et les balbutiements de la mondialisation (Piketty, 2019, 189-190). Piketty admet donc, d'une certaine manière, qu'il existe une dialectique entre l'idéologie propriétaire et la réalité matérielle de la production que constitue la mondialisation. Quoi qu'il en soit, ici encore, il pose l'idéologie au centre de sa réflexion puisqu'en fin de compte, il ne conçoit pas le capitalisme comme un système économique, mais plutôt comme une forme particulière de l'appareil idéologique propriétaire. D'autant plus que, si l'on reprend la logique qu'il suit depuis le début, la mondialisation est le résultat de la colonisation qui est elle-même le fruit d'une volonté des classes propriétaires d'asseoir leur domination au-delà des frontières nationales. Ainsi, celle-ci devrait logiquement prendre ses racines en premier lieu dans les idéologies coloniales propriétaires européennes.

Pour Piketty, la principale caractéristique des sociétés de propriétaires est leur mode spécifique de répartition et de division du travail. La configuration et la nature des relations sociales y sont, selon lui, d'abord déterminées par le niveau de capital des différents individus (ibid., 211). Il poursuit par ailleurs en affirmant que les sociétés de propriétaires reposent sur deux choses fondamentales : sur un gage de stabilité et sur celui d'une émancipation par la propriété privée (ibid., 241). Ainsi, pour Piketty, c'est ici l'idéologie propriétaire qui a façonné l'appareil de production moderne autour de cette promesse.

Dans le même temps, il affirme que la société de propriétaires a donné le jour à des niveaux d'inégalité économique et sociale encore jamais atteints, à un moment où la supériorité économique de l'Europe dépendait en très grande partie de l'exploitation de ses colonies. Et c'est d'ailleurs la concurrence coloniale exacerbée qui a mené les États d'Europe à s'entretuer au cours des deux guerres mondiales (ibid., 241-242). Donc, ici, l'idéologie, et, au sens plus large, la conscience de l'humain, est à l'origine du

changement dans la nature et la forme que prennent les relations sociales à l'intérieur d'une société. Pour autant, il reconnaît que le changement puisse être attribué dans certains cas à des facteurs exogènes ou non qui correspondent bel et bien à des réalités matérielles. Les deux grands conflits mondiaux se présentent comme les meilleurs exemples que l'on puisse donner. Mais en fin de compte, il affirme que c'est l'idéologie propriétaire qui est elle-même à l'origine des conflits qui ont opposé les grandes puissances européennes dans la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle, on en revient ainsi à un argumentaire basé sur une posture purement idéaliste où, dans tous les cas, les facteurs matériels ne sont relégués qu'au second plan de l'analyse.

Il en va de même lorsque Piketty évoque l'abolition de l'esclavage. Il affirme que la sacralisation de la propriété privée au sein des sociétés de propriétaires a été déterminante quant à la forme qu'a pu prendre l'abolition dans les différents États occidentaux. Pour Piketty, la décision qui a été prise dans la plupart des cas, à savoir l'indemnisation des propriétaires d'esclaves, a été motivée par des dispositions de nature idéologique. Il fallait protéger à tout prix l'idée de ce qu'est la propriété et que toute spoliation mérite compensation (ibid., 256). Le cas d'Haïti qui a été contraint à verser une rétribution à la France illustre très bien cette idée. Il poursuit d'ailleurs en affirmant que ladite dette a constitué un poids considérable sur les épaules de l'État nouvellement indépendant pendant plus d'un siècle et que celle-ci a également indéniablement constitué un frein majeur au développement économique sur l'île (ibid., 263-266).

Piketty reconnaît ainsi que, dans certains cas, l'idéologie est déterminante lorsqu'interviennent d'importantes transformations du tissu social et apparaissent de nouvelles normes, là où dans d'autres cas, comme celui de l'économie, certaines structures matérielles, une fois actées et bien établies, sont déterminantes quant à la forme et la taille à laquelle l'économie d'une société va pouvoir aspirer pour son futur. Ici, le raisonnement de Piketty s'articule autour de deux idées très simples. D'abord, l'abolition de l'esclavage est issue d'un processus de transformation du système idéologique, ensuite, la stagnation économique d'un État comme celui d'Haïti est due à des structures matérielles (une dette colossale envers une nation étrangère) qui ont été établies à l'origine par des normes juridiques et politiques qui tirent leurs racines de l'idéologie propriétaire. Ainsi, une fois encore, l'établissement d'une dette d'État à État dans un tel cas de figure tire ses racines d'abord et avant tout d'une conception idéologique relative à l'esclavage et à la propriété spécifique à ladite époque.

## L'avènement de la société néopropriétaire

Durant la période 1914-1950, les sociétés capitalistes ont connu des changements profonds dans leur organisation sociale. Ces changements s'inscrivent certes dans un contexte géopolitique bien spécifique, mais, selon Piketty, ceux-ci traduisent également des transformations majeures dans l'imaginaire collectif et dans la perception des populations de l'époque vis-à-vis de la légitimité du système capitaliste fondé sur la propriété privée. C'est d'ailleurs là une position, tel qu'il l'a été soulevé plus haut, qu'il avançait déjà avec *C21*. Avec les guerres, le doute était de mise quant à la capacité de ce système à assurer la prospérité des sociétés (Piketty, 2019, 491). Tout semble indiquer que les inégalités patrimoniales n'ont fait que s'accroître en Europe entre le XV<sup>e</sup> et le XVIII<sup>e</sup> siècles. Cette tendance à la hausse aurait perduré tout au long du XIX<sup>e</sup> siècle avec les durcissements des droits de propriété jusqu'au début du XX<sup>e</sup>. Ainsi, il souligne que la réduction drastique de la concentration du patrimoine accumulé dans les sociétés de propriétaires qui s'est opérée au cours du XX<sup>e</sup> siècle n'a rien d'anodin et constitue une « nouveauté historique majeure » (ibid., 500-501). Comme mentionné plus tôt, les expropriations d'actifs étrangers dans les anciennes colonies ont également participé activement à cette réduction. Pour Piketty, c'est ce moment précis qui marque la fin des sociétés propriétaires et coloniales. En effet, il voit un lien étroit entre la structure des inégalités dans les sociétés européennes et celle des inégalités internationales et coloniales. Or pour Piketty, ce que marquent ces expropriations, c'est un changement radical dans la conception des droits de propriété jusqu'alors immuable.

Ici, Piketty revient sur le sujet de la réduction des inégalités dans la période d'après-guerre avec une approche complètement différente à celle qu'il pose dans *C21* en abandonnant tout argument matérialiste pour se concentrer sur une analyse bien plus libérale qu'auparavant. Selon lui, le mouvement d'expropriation révèle un changement de conception au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale vers une perception plus sociale des droits de propriété. Le capital productif n'est plus l'apparat des grands bourgeois des empires coloniaux et vient désormais servir au développement économique, à une plus grande justice sociale et surtout à garantir l'indépendance nationale (ibid., 508-509). Bien qu'il soit, selon lui, évident que la réalité matérielle du *krach* de 1929 demeure un élément essentiel ayant marqué les esprits et transformé la perception sociale de la propriété (ibid., 510), il n'en demeure pas moins qu'il préfère mettre l'accent sur les mouvements sociaux et les mobilisations politiques qui animent les sociétés pour expliquer les évolutions sur le plan de la fiscalité et de l'inégalité dans la période de l'après-guerre en Europe et en Amérique du Nord (ibid., 547).

Pour Piketty, la chute des sociétés de propriétaires s'est produite en deux temps. Dans un premier temps, les sociétés de propriétaires du XIX<sup>e</sup> siècle ont failli à leur promesse d'émancipation en atteignant des niveaux d'inégalités supérieurs à ceux de l'Ancien Régime (ibid., 559). Dans un second temps, les capitalistes des empires coloniaux européens ont, d'une certaine manière, mis en péril leur économie nationale en promouvant et en favorisant l'internationalisation du capitalisme industriel et financier. En effet, selon Piketty, cela a entraîné une perte de contrôle pour les États-nations des flux économiques entrant et sortant du territoire et *de facto*, une perte de contrôle sur les conséquences sociales que peut avoir cette nouvelle réalité matérielle. Pour Piketty, l'idéologie promue par les capitalistes européens de la Belle Époque a programmé la destruction des économies du continent au profit de nouveaux acteurs hégémoniques d'ampleur continentale organisés autour de projets politiques et idéologiques d'une nouvelle nature (ibid., 559). On voit bien ici, comment s'articule le raisonnement de Piketty. La réorganisation de l'ordre économique mondiale a été déterminée au XX<sup>e</sup> siècle par des structures matérielles qui tirent leurs origines de conceptions idéologiques spécifiques au propriétaire. Bien que le *krach* de 1929 et les conflits de 14-18 et 39-45 correspondent à des phénomènes matériels, Piketty leur attribue de manière systématique une parenté avec le propriétaire qu'il pose comme responsable de toutes les transformations des sociétés européennes des XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles, et ce jusqu'au début du XX<sup>e</sup>.

En ce qui concerne le début du XXI<sup>e</sup> siècle, comme Piketty l'affirme lui-même, le niveau des inégalités est quasiment de retour à celui des années de la Belle Époque, tout particulièrement aux États-Unis où le processus de rattrapage semble s'être engagé plus rapidement que dans l'Europe actuelle (ibid., 495). Pour autant, comme il en a été fait mention auparavant, cela n'implique pas, pour Piketty, que la structure des inégalités soit restée la même. Les revenus du capital occupent toujours une place très importante dans le processus de hiérarchisation des individus au sein des sociétés néopropriétaires d'Amérique du Nord. Depuis la fin du XX<sup>e</sup> siècle, les cadres dirigeants de très grandes entreprises ont vu leur salaire subir des augmentations faramineuses. Ces augmentations ont entraîné un déséquilibre dans le ratio travail/capital, le travail représentant une part bien plus importante du revenu que dans l'Europe de la Belle Époque, et où les revenus des individus les plus nantis étaient quasiment exclusivement constitués de revenus du capital. Ainsi, encore une fois, Piketty affirme que l'émergence des « super cadres » aux États-Unis à partir de la fin du XX<sup>e</sup> siècle révèle la formation idéologique d'un nouveau modèle de justification de l'ordre social et des inégalités fondé sur des principes méritocratiques (ibid., 496). Selon lui, l'inégalité patrimoniale a toujours été bien plus importante encore que celle des revenus, à la Belle Époque comme aujourd'hui, et ce serait le nouvel appareil idéologique qui le permettrait encore (ibid.,

498). Ici, Piketty se place une fois de plus à l'opposé de ce qu'il proposait avec *C21*. Il pose l'idéologie à l'origine de l'ensemble du processus de transformation dans l'organisation sociale des États des XX<sup>e</sup> et XXI<sup>e</sup> siècles.

D'un autre côté, certaines sociétés du nord de l'Europe, sans être totalement égalitaires, comme nous l'avons déjà dit, peuvent être considérées comme moins inégalitaires que les autres. Piketty l'explique par le fait que ces sociétés évoluent et se transforment dans des contextes politiques et sociaux qui leur sont propres, mais également, comme il a aussi été mentionné plus tôt, parce que chaque communauté politique dispose d'une capacité idéologique, politique et institutionnelle spécifique lui permettant d'imposer et de structurer un niveau d'inégalité donné. Encore une fois, « Si les sociétés esclavagistes et coloniales ont atteint des niveaux d'inégalité exceptionnellement élevés, c'est parce qu'elles ont été construites autour d'un projet politique et idéologique particulier, s'appuyant sur des rapports de forces et un système légal et institutionnel spécifique » (ibid., 320-321). Ici, Piketty tourne définitivement le dos au matérialisme historique, puisqu'il semble affirmer fermement que bien que la réalité matérielle propre aux sociétés nordiques ait joué un rôle dans leur évolution économique et sociale, celui-ci ne semble que mineur et c'est bel et bien le projet idéologique spécifique à ces communautés politiques qui a permis à des sociétés plus égalitaires d'y voir le jour. Il en va d'ailleurs de même lorsqu'il prend le temps de préciser que la Suède a eu par le passé une organisation constitutionnalisée de l'inégalité avec son régime censitaire et faisait partie des États les plus inégalitaires d'Europe. (ibid., 226-227). Ainsi, pour Piketty, c'est bel et bien ici la trajectoire idéologique de la Suède et la domination électorale quasi sans conteste du principal parti social-démocrate au cours du XX<sup>e</sup> siècle qui a mené la société suédoise à ce qu'elle est aujourd'hui.

En ce qui concerne leurs voisins européens situés plus au sud, Piketty explique que la social-démocratie s'est trouvée démodée à partir des années 1980. Le virage vers des politiques plus libérales s'est d'ailleurs opéré dans de nombreux cas en Europe sous des gouvernements se réclamant eux-mêmes de la social-démocratie. En effet, ce sont bien les chefs de file des partis sociaux-démocrates européens qui ont orchestré la libéralisation des flux de capitaux et de marchandise à travers toute l'Union (ibid., 643). Le développement d'un marché commun européen ne peut rien apporter de positif si celui-ci ne s'accompagne pas de la mise en place d'un système automatisé destiné à l'échange d'informations sur l'identité des détenteurs de capitaux qui circulent entre les territoires. Cela nécessite donc un certain nombre d'accords interétatiques et une action coordonnée entre les États membres visant à réguler et

taxer les profits générés par ces flux de capitaux (ibid., 644), comme nous avons pu déjà l'évoquer plus tôt. Piketty insiste d'ailleurs sur la troublante imprécision des sources contemporaines en comparaison de celles datant du début du siècle dont il dispose. Aujourd'hui, la mondialisation et les paradis fiscaux permettent l'élaboration de montages opaques qui brouillent les pistes et il ne faut pas exclure que les estimations qu'il produit dans ses analyses sur les niveaux d'inégalités puissent en réalité avoir à être revues à la hausse. Mais ce qu'il faut retenir ici, c'est qu'il y aurait surtout, selon lui, « un manque de volonté politique des États » pour réellement aller chercher les informations là où celles-ci se trouvent et établir des accords de coopération (ibid., 497). Ici encore, Piketty contente son explication à l'interprétation libérale des faits. L'inaction en matière de coopération dans le domaine de la fiscalité résulte, selon lui, très largement d'une volonté politique des États. Il ne tient que peu compte du fait que la mondialisation et la concurrence accrue entre les États ont justement favorisé l'émergence de paradis fiscaux un peu partout autour du globe, ce qui participe fortement à l'opacité actuelle en matière de mouvements de capitaux à l'échelle du monde.

Piketty souligne par ailleurs le côté paradoxal de la situation actuelle. Avec l'avènement et la démocratisation toujours plus importante des technologies numériques et de l'information, on aurait pu croire à une plus grande transparence en la matière, ce qui est d'ailleurs tout à fait logique. Cela n'est cependant clairement pas le cas et il semblerait même que les États, de manière générale, aient complètement abandonné l'idée d'établir un quelconque registre mondial des titres de propriété (ibid., 781). Il s'agit, selon lui, bel et bien de véritables choix politiques des gouvernements qui ont délibérément opté pour une plus grande opacité entourant les flux de capitaux et la circulation des titres de propriété de manière plus générale (ibid., 786). Si le monde fait face à une telle situation à l'heure actuelle, Piketty affirme que c'est le résultat de la domination idéologique de la doctrine « néopropriétaire », bien implantée chez les grands détenteurs de capitaux du XXI<sup>e</sup> siècle. L'opacité est, selon lui, organisée. Elle est construite autour de deux éléments : un dispositif légal et institutionnel qui permet la libre circulation de la propriété et l'absence de système de traçage interétatique de celle-ci (ibid., 792). Ainsi, ici encore, Piketty se pose entièrement du côté des penseurs libéraux et abandonne complètement les thèses inspirées du matérialisme historique de Marx pour privilégier une approche totalement idéaliste. L'explication qu'il propose est entièrement tournée sur l'idéologie et, une fois encore, les structures matérielles du capitalisme sont quasiment complètement évacuées de l'équation. Piketty fait le choix délibéré de faire abstraction de la proximité et des liens, par exemple, qui unissent, d'un côté, les grands détenteurs de capitaux susceptibles de recourir aux paradis fiscaux et autres montages financiers afin

d'échapper à l'impôt aux membres des appareils gouvernementaux qui, de l'autre côté, sont, pour leur part, chargés de rédiger les lois en matière de fiscalité et de prononcer les sanctions lorsque les règles sont enfreintes. Il existe des structures matérielles profondes qui expliquent très largement le manque de volonté des États et leur inaction en matière de fiscalité. La proximité, en termes de classe sociale, entre les individus, telle qu'elle vient d'être évoquée, n'en est qu'un exemple. On pourrait également faire mention des pressions économiques qu'implique la mondialisation des marchés capitalistes sur le plan matériel à l'échelle d'une nation.

Ainsi, à l'aune de tout ce qui vient d'être évoqué dans ce dernier chapitre, il apparaît très clairement que, malgré quelques tentatives de la part de Piketty, l'établissement d'une cohérence théorique consistante entre les deux ouvrages demeure une tâche très difficile à achever. Dans *C21*, comme nous venons de le voir, l'accent est mis de manière évidente et systématique sur les origines matérielles des phénomènes qu'il observe, alors qu'à l'opposé, il se contente à des explications de nature idéologique et politico-institutionnelle avec les interprétations qu'il propose dans *C&I* en reléguant l'analyse des structures matérielles au second plan et en tentant de toujours leur donner des origines idéologiques plus profondes. Comme nous le verrons dans la conclusion, cela ne signifie pas pour autant que Piketty fait table rase du passé en allant à l'encontre de l'ensemble des propositions qu'il formulait en 2013. Il apparaît cependant très clairement que la coexistence de deux postures ontologiques en opposition aussi frontale au sein d'une théorie générale du capitalisme cohérente n'est pas si simple à achever.

## **CONCLUSION : Un renversement ontologique sans faire fi des recherches passées**

Il est donc temps à présent de répondre à la question de recherche que nous avons posée en introduction de ce mémoire. « Comment peut-on concilier de manière cohérente les thèses « matérialistes » développées par l'économiste Piketty dans *C21* et l'approche « idéaliste » adoptée par le « sociologue/historien/politologue/économiste » du même nom dans *C&I* ? » De toute évidence, il semble a priori difficile d'unir ces deux perspectives au sein d'une même théorie du capitalisme, alors que tout les oppose sur le plan des conceptions ontologiques, épistémologiques et des origines de la formation de la conscience humaine. Pourtant, Piketty revendique la complémentarité de *C21* et de *C&I*.

Il est indéniable que lorsque l'on se concentre sur les dernières parties des deux livres, Piketty y consacre par deux reprises l'ébauche d'une société sociale-démocrate plus égalitaire que les sociétés « néopropriétaires » de ce début de XXI<sup>e</sup> siècle et également, selon lui, plus souhaitable. Qu'il s'agisse d'un « impôt mondial sur le capital » comme il le proposait en 2013, ou bien qu'il s'agisse de la « dotation universelle en capital » comme il le proposait cette fois-ci en 2019, Piketty demeure très cohérent et construit au travers de ses deux ouvrages un ensemble de propositions de politiques publiques concrètes à mettre en place afin d'entraver le processus d'accroissement des inégalités économiques à l'intérieur des sociétés libérales.

En revanche, lorsque l'on s'intéresse aux analyses historiques et économiques des structures matérielles du capitalisme qu'il produit dans *C21*, et que l'on compare celles-ci aux analyses sociohistoriques des idéologies « propriétaires » et « néopropriétaire » qu'il propose cette fois-ci dans *C&I*, où il affirme que l'idéologie est le moteur principal du changement social dans l'histoire humaine, la cohérence théorique des deux ouvrages devient beaucoup moins évidente. Bien entendu, il ne faut pas exclure ici que lorsque Piketty argumente à l'intérieur de *C21*, il fait également référence à plusieurs reprises aux grands romans classiques français et anglais, afin de renforcer celui-ci en tentant d'en extraire des éléments de langage relatifs à l'idéologie dominante de l'époque. Cependant, rien dans le livre ne laisse entrevoir le rôle majeur qu'il attribuera à l'idéologie par la suite dans *C&I*. Lorsqu'il utilise l'œuvre d'Honoré de Balzac en remettant en scène le personnage de Vautrin, Piketty semble plutôt en train de montrer comment les structures matérielles de la société dans la France à la Belle Époque ont été intériorisées par les individus et comment celles-ci ont un impact majeur sur les choix et décisions de ces

mêmes individus. Il en est de même lorsqu'il fait référence à Jane Austen pour démontrer le dynamisme et l'aspect entrepreneurial du capitalisme du XIX<sup>e</sup> siècle (Piketty, 2013, 186-187).

Il a également été déjà évoqué un peu plus tôt lors du premier chapitre que déjà dans *C21*, Piketty, au détour de quelques passages, affirmait que l'idéologie n'était pas restée sans jouer de rôle dans les processus de changement qui avait pu s'opérer au cours du XX<sup>e</sup> siècle. C'est très précisément le cas notamment lorsqu'il se penche sur les évolutions et transformations auxquelles a pu être exposé le capital au cours des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles en France et au Royaume-Uni. Il y affirme que l'on assiste au cours du siècle dernier à une transformation idéologique radicale en ce qui concerne la perception sociale et économique de la dette publique (ibid., 211). Cela dit, il attribue des causes matérielles profondes au changement qui s'opère, tel que la grande dépression de 1929, ainsi que la situation de concurrence économique, politique et idéologique qui s'installe entre les puissances de l'Ouest et l'U.R.S.S. au lendemain de la Seconde Guerre mondiale (ibid., 217-218).

Ainsi, le fait que Piketty attribue soudainement un tel rôle à l'idéologie dans *C&I* devient très surprenant au regard ce que l'on vient de voir. La question qui se pose alors est de savoir si Piketty ne s'est pas donné un autre objectif que l'idée de produire une théorie globalisante des inégalités économiques à l'intérieur du capitalisme. Si l'on revient sur ce que l'on avait évoqué à la fois dans l'introduction et dans le premier chapitre, dans les deux ouvrages, en plus de rendre compte des mécanismes (*C21*) ou des constructions idéologiques (*C&I*) qui rendent compte des inégalités, Piketty se donne un autre objectif, commun aux deux ouvrages : il tente de décrire les traits d'une société qu'il considère comme juste, à savoir, une société sociale-démocrate dans laquelle le capital et sa répartition sont hautement régulés. Cependant, il s'attaque à la question de deux manières radicalement différentes en adoptant des postures ontologiques en opposition frontale. Il est ainsi difficile de voir comment Piketty pourrait parvenir à établir une théorie du capitalisme qui parviendrait à réconcilier les deux manières de voir aussi facilement, et ce de manière cohérente. Ce faisant, il semble plus probable que Piketty ait pu choisir un tel mode opératoire afin de démontrer qu'il parviendrait au même résultat, quelle que soit la perspective qu'il ait choisi d'appliquer aux structures des inégalités au cours de l'histoire et au XXI<sup>e</sup> siècle. Pour lui, la réduction des inégalités économiques passe par la social-démocratie et un interventionnisme accru de l'État dans les affaires économiques et dans le processus de redistribution des richesses. C'est là le message le plus évident de ses ouvrages qui demeurent, dans une certaine mesure, des manifestes politiques. Piketty ne semble donc pas essayer de produire une théorie hybride des interactions sociales et économiques, mais

plutôt de convaincre deux écoles de pensée différentes d'une même hypothèse en faisant appel à leur grille d'analyse respective tour à tour.

Or Piketty, comme nous l'avons vu également, argue lui-même que ces deux ouvrages sont complémentaires et que *C&I* constitue la suite directe des recherches sur les inégalités qu'il avait entreprises avec *C21*. Il est vrai que d'une certaine manière *C&I* ne remet pas vraiment en cause les conclusions qu'il tirait du premier livre à propos des structures matérielles de l'inégalité aux XX<sup>e</sup> et XXI<sup>e</sup> siècles. Après tout, comme nous l'avons déjà mentionné, même s'il mettait très largement l'accent sur l'aspect matériel des inégalités sociales et économiques, il faisait aussi référence à plusieurs reprises en 2013 à la nature idéologique des phénomènes de transformation des structures sociales. Ainsi, il n'est pas impossible de voir dans *C21* un ouvrage qui pose les bases d'une interprétation libérale des sociétés fondées en premier lieu sur une analyse empirique et historique des structures matérielles de l'inégalité économique, dans le but de publier ensuite, en 2019, une analyse historique des structures idéologiques, politiques et juridiques, qui seraient, selon Piketty, à l'origine des phénomènes qu'il observait déjà en 2013.

Dès lors, la réponse à notre question de recherche va prendre la forme suivante : si l'on prend les deux travaux que constituent *C21* et *C&I* de manière indépendante et que l'on s'en tient aux analyses du capitalisme que Piketty y propose, il est à première vue très difficile d'y trouver une cohérence globale, puisque, comme nous l'avons évoqué, il emprunte dans chacun des ouvrages des postures ontologiques et épistémologiques qui sont en opposition. Cela dit, si l'on emprunte un point de vue plus libéral, comme Piketty lui-même après tout, il est tout à fait envisageable de voir dans *C&I* une analyse historique des causes politico-idéologiques des phénomènes matériels qu'il observait en 2013. Il est également envisageable qu'avec les années Thomas Piketty ait simplement décidé de revoir sa grille d'analyse du capitalisme au regard de ses propres expériences en tant que chercheur en sciences sociales sans pour autant remettre en cause les résultats des recherches empiriques qu'il avait jusqu'alors accomplies. En effet, il est fort à parier que la constitution de la *World Inequality Database* restera comme un travail collaboratif colossal dont il aura été l'un des instigateurs et qui continuera très probablement à alimenter les travaux de nombreux autres chercheurs en sciences sociales, quelle que soit leur grille de lecture des sociétés humaines. Dans tous les cas, il est bien plus aisé d'effectuer une lecture libérale de *C21* qu'une lecture marxiste de *C&I*. Comme il a déjà été mentionné plus haut, dans *C21*, bien qu'il semble expliquer de manière systématique les phénomènes par des causes matérielles, il laisse bien souvent la place à une

interprétation plus libérale de ses propos. Là où, au contraire, il fermera quasiment toutes les portes au matérialisme historique avec *C&I*.

## RÉFÉRENCES

- Abou-Chadi, T, Hix, S. 2021. « Brahmin Left versus Merchant Right? Education, class, multiparty competition, and redistribution in Western Europe ». *The British Journal of Sociology*, 72, 79-92
- Acemoglu, D. et Robinson, J. A. 2015. « The Rise and Decline of General Laws of Capitalism ». *Journal of Economic Perspectives*, 29, 1, 3-28.
- Allègre, G. et Timbeau, X. 2015 « LA CRITIQUE DU CAPITAL AU XXIE SIÈCLE. À la recherche des fondements macroéconomiques des inégalités ». *Revue de l'OFCE*, 121, 31-55.
- Anderson, E. 2020. « Capital and Ideology, Thomas Piketty. Translated by Arthur Goldhammer. Harvard University Press, 2020, pp. ix\_1093 ». *Economics & Philosophy*, 1-7.
- Askenazy, P. 2020. « Thomas Piketty, *Capital et idéologie* », *Sociologie du travail*, 62, 4. <https://journals.openedition.org/sdt/35816?lang=en>
- Atkinson, A.B. 2014. « After Piketty? ». *The British Journal of Sociology*, 65, 4, 619-138.
- Bachet, D. 2020. « Thomas Piketty, *Capital et idéologie*, Seuil, Paris, 2019, 1198 p. ». *La nouvelle revue du travail*. <https://doi.org/10.4000/nrt.7808>
- Bhambra, G. K. 2021. « Narrating inequality, eliding empire ». *The British Journal of Sociology*, 72, 69-78. <https://doi.org/10.1111/1468-4446.12804>
- Barbier, E. B. 2017. « Natural Capital and Wealth in the 21st Century ». *Eastern Economic Journal*, 43, 3, 391-405.
- Barilari, A. 2019. « CAPITAL ET IDÉOLOGIE, Thomas Piketty (Le Seuil 2019) ». *Gestion & Finances Publiques*, 6, 100-108.
- Battaglini, Charles. « Capital and ideology. Thomas Piketty ». *Constellations*, (2020) <https://doi.org/10.1111/1467-8675.12505>
- Baudelot, C. 2020 « L'inégalité n'est pas une fatalité : à propos de Thomas Piketty, *Capital et Idéologie* ». *Sociologie*, 11, 2, 189-194.
- Bear, L. 2014. « Capital and time: uncertainty and qualitative measures of inequality ». *The British Journal of Sociology*, 65, 4, 639-649.

- Braun, J. 2021. « Neoliberalism Versus Liberalism ». *Critical Sociology*, 47, no 4-5, 823-831.
- Breyer, T. et Kersting, F. 2021. « Thomas Piketty. Capital and Ideology. Trans. Arthur Goldhammer. Cambridge, Mass.: Harvard University Press, 2020. 1104 pp. ». *Critical Inquiry*, 47, 3, 613-615.
- Brisset, N. 2020. « Capital and Ideology and Capital et idéologie ». *The European Journal of the History of Economic Thought*, 27, 3, 460-462.
- Coburn, E. 2016. « Economic inequality matters : reflections on Piketty's Capital in the 21st Century ». *Socialist Studies*, 11,1, 193-204
- Colander, D. 2014. « Piketty's policy proposals: how to effectively redistribute income ». *Real-world economics review*, 69, 161-166
- Cowell, F. A. 2014. « Piketty in the long run ». *The British Journal of Sociology*, 65,4, 708-720
- Dahms, H. F. 2015. « Which Capital, Which Marx? Basic Income between Mainstream Economics, Critical Theory, and the Logic of Capital ». *Basic Income Studies*, 10,1, 115-140
- Delalande, N. 2015. « Vers une histoire politique du capital ? ». *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, 1, 1, 47-59.
- Díaz-Pabón, F. A., Leibbrandt, M., Ranchhod, V. et Savage, M. 2021. « Piketty comes to South Africa ». *The British Journal of Sociology*, 72, 106-124
- Galbraith, J. K. 2014. « Unpacking the first fundamental law ». *Real-world economics review*, 69, 145-149
- Galbraith, J. K. 2014. « *Kapital* for the Twenty-First Century? ». *Dissent*.  
<https://www.dissentmagazine.org/article/kapital-for-the-twenty-first-century>
- Galbraith, J. K. 2020. "What is economics? A policy discipline for the real world". *Real-world economics review*, 96, 67-81.
- Germain, Jérôme. 2021. « *Capital et idéologie* - TH. PIKETTY, SEUIL, PARIS 2019 : Une mise en perspective de la fiscalité patrimoniale et du droit de propriété ». *Civitas Europa*, 46, 443-448. DOI 10.3917/civit.046.0443
- Gissurarson, H. H. 2019. « Théorie et pratique de la redistribution : une critique de Rawls et Piketty ». *Journal des libertés*, 6, 11-37

- Gudeman, S. 2015. « Review Article: Piketty and Anthropology ». *Anthropological*, 25,1, 66-83.
- Harold, J. 2021. « *Capital and Ideology* by Thomas Piketty (review) ». *Journal of Interdisciplinary History, The MIT Press*, 51, 623-625.
- Haynes, J. 2021. « Capital and ideology ». *Democratization*, 28, 2, 456-458. DOI: 10.1080/13510347.2020.1745774
- Holmwood, J. 2014. « Beyond capital? The challenge for sociology in Britain ». *The British Journal of Sociology*, 65, 4, 607-618.
- Hopkin, J. 2014. « The politics of Piketty: what political science can learn from, and contribute to, the debate on Capital in the Twenty-First Century ». *The British Journal of Sociology*, 65, 4, 678-695.
- Husson, M. 2014. « Le capital au XXI<sup>e</sup> siècle. Richesse des données, pauvreté de la théorie ». *Revue Contretemps*. <https://www.contretemps.eu/le-capital-au-xxie-siecle-ou-leconomie-politique-du-capitalisme-rentier/>.
- Jardat, R. 2014. « "For Piketty". A new enlightenment that goes far beyond rewriting *Das Kapital* ». *Society and Business Review*, 9, 2, 214–27.
- Jardat, R. 2020. « Reconstruire un public par les sciences sociales et de gestion : l'invitation à une enquête pluriséculaire : Capital et Idéologie de Thomas Piketty ». *Le Libellio d'AEGIS*, 16, 2, 25-39.
- Kerstenetzky, C. L. et Waltenberg, F. D. 2020. « Piketty's "Capital et idéologie" could it inform a tax reform in Post-Covid-19 Brazil? ». *Novos esTud*, 39, 3, 621-639
- Klikauer, T. et Campbell, N. 2020. « 'Capital and Ideology' by Thomas Piketty reviewed by Thomas Klikauer, Nadine Campbell ». *Marx & Philosophy Society* [https://marxandphilosophy.org.uk/reviews/17971\\_capital-and-ideology-by-thomas-piketty-reviewed-by-thomas-klikauer-nadine-campbell/](https://marxandphilosophy.org.uk/reviews/17971_capital-and-ideology-by-thomas-piketty-reviewed-by-thomas-klikauer-nadine-campbell/)
- Komlos, J. 2020. « Across-the-Board Tax Cuts Generate Inequality ». *Challenge*, 63, 2, 90-97. DOI: 10.1080/05775132.2019.1705543
- Kuznets, S. (1955) « Economie growth and income inequality ». *The American Economie Review*, 45, 1, 2-28
- Lindh, A. 2021. « Book Review: *Capital and Ideology* by Thomas Piketty ». *Acta Sociologica*, 64, 4, 460-462.

- Lotz, C. 2015. « Is Capital a Thing? Remarks on Piketty's Concept of Capital ». *Critical Sociology*, 41, 2, 375-383.
- MacGaughey, E. 2021. « From 'Capital and Ideology' to 'Democracy and Evidence': A Review of Thomas Piketty ». *Æconomia*, 11, 1, <http://journals.openedition.org/oeconomia/10580>
- MacLennan, D. et Miao, J. 2017. « Housing and Capital in the 21st Century ». *Housing, Theory and Society*, 34, 2, 127–145.
- Mann, G. 2020. « The Inequality Engine ». *London Review of Books*, 42, 11.
- Mann, G. 2020. « *La boîte de piketty*, traduit par Hélène Borraz ». *AOC Media*, <http://reparti.free.fr/mannpiketty.pdf>
- Marx, K. 1859. « Contribution à la critique de l'économie politique, traduit par Maurice Husson et Gilbert Badia ». <http://dx.doi.org/doi:10.1522/cla.mak.con>
- Mayor, T. H. 2015. « Income Inequality: Piketty and the Neo-Marxist Revival ». *Cato Journal*, 35, 1, 95-116.
- Meisenberg, G. 2020. « Missed opportunities and the limitations of social science : a review of Thomas Piketty's *Capital and Ideology* ». *Mankind Quarterly*, 61, 1, 136-150.
- Michl, T. R. 2016. « Capitalists, Workers and Thomas Piketty's Capital in the 21st Century ». *Review of Political Economy*, 28, 2, 205-219.
- Milanovic, B. 2019. *Capitalism Alone. The Future of The System That Rules The World*. LONDRES : Harvard University Press.
- Motadel D, Drayton R. 2021. « Material conditions and ideas in global history ». *The British Journal of Sociology*, 72, 26-38. <https://doi.org/10.1111/1468-4446.12814>
- Myant, M. 2020. « Review of Thomas Piketty, *Capital and Ideology* ». *European Review of Labour and Research Quarterly of the ETUI Research Department*, 26, 3, 361-363. <https://doi.org/10.1177/1024258920942108a>
- Nansen McCloskey, D. 2014. « Measured, unmeasured, mismeasured, and unjustified pessimism: a review essay of Thomas Piketty's *Capital in the twenty-first century* ». *Erasmus Journal for Philosophy and Economics*, 7, 2, 73-115.

- O'Brien, J. E. 2020. « Thomas Piketty's Historical- Institutional Study of Wealth and Income Inequality ». *Critical Sociology*, 46 , 1311-1325.
- Paidipaty, P, et Ramos-Pinto, P. 2021. « Revisiting the "Great Levelling": The limits of Piketty's *Capital and Ideology* for understanding the rise of late 20th century inequality». *The British Journal of Sociology*, 72, 52-68. <https://doi.org/10.1111/1468-4446.12840>
- Pasquale, F. 2020. « Socialism or Feudalism ». *Commonweal Magazine*, <https://www.commonwealmagazine.org/socialism-or-feudalism>
- Piachaud, D. 2014. « Piketty's capital and social policy ». *The British Journal of Sociology*, 65,4, 696-707.
- Piketty, T. 2019. *Capital et Idéologie*, PARIS : Éditions Du Seuil.
- Piketty, T. 2013. *Le Capital au XXI<sup>e</sup> siècle*, PARIS : Éditions Du Seuil.
- Perrons, D. 2014. « Gendering inequality: a note on Piketty's Capital in the Twenty-First Century. *The British Journal of Sociology*, 65, 4, 667-677.
- Pressman, S. 2020. "Thomas Piketty's changing views on inequality". *Real-world economics review*, 92, 103-115
- Raoult, S., Leonard, B. et Derbey, A. 2017 « A Prophet in his Hometown? the Academic Reception of Thomas Piketty's "Capital in the Twenty-First Century" Across Disciplines in France and in the United States ». *The American sociologist*, 48, 1, 1-23.
- Reddy, S.G. 2021. « Beyond property or beyond Piketty? ». *The British Journal of Sociology*, 72, 8-25.
- Rotillon, G. 2015. « Thomas Piketty, Le capital au XXI<sup>e</sup> siècle. ». *Revue d'Etudes en Agriculture et Environnement*, 96, 4, 747-754.
- Ruile, C. 2020. « Capital et idéologie en Chine : Retour sur les estimations et conclusions de Thomas Piketty ». *Revue d'économie politique*, 130, 5, 683-698.
- Sánchez-Ancochea D. 2021. « All about ideology? Reading Piketty's with Latin American lenses ». *The British Journal of Sociology*, 72, 125-138. <https://doi.org/10.1111/1468-4446.12803>
- Savage, M. 2014. « Piketty's challenge for sociology ». *The British Journal of Sociology*, 65, 4, 591-606.
- Soskice, D. 2014. « Capital in the twenty-first century: a critique ». *The British Journal of Sociology*, 65, 4, 650-666.

- Soskice, D. et Iversen, T. 2019. *Democracy and Prosperity: Reinventing Capitalism through a Turbulent Century*. OXFORD : Princeton University Press.
- Spire, A. 2015. « Capital, reproduction sociale et fabrique des inégalités ». *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, 1, 1, 61-68.
- Streeck, W. 2014. *Du Temps Acheté: La Crise Sans Cesse Ajournée Du Capitalisme Démocratique*. Paris: Gallimard.
- Streeck, W. 2016. *How will Capitalism end ? Essays on a Failing System*. LONDRES : Verso.
- Subramanian, A. 2020. « After Capital: A Radical Agenda to Tame Inequality ». *Foreign Affairs*, 99, 4, 165-170.
- Summers, L. H. 2014. « The Inequality Puzzle. Thomas Piketty's tour de force analysis doesn't get everything right, but it certainly gotten uspondering the right questions ». *Democracy*.  
<https://democracyjournal.org/magazine/33/the-inequality-puzzle/>
- Summers, L. H. 2013. « Why stagnation might prove to be the new normal ». *Financial Times*.  
<https://www.ft.com/content/87cb15ea-5d1a-11e3-a558-00144feabdc0>.
- Tanke, T. J. 2020. « Capital and Ideology ». *Israel Journal of Foreign Affairs*, 14, 2, 345-348.
- Tarrazo, M. 2018. « Piketty's Capital in the 21 st Century and modern finance: The other [r – g] relationship ». *The Quarterly Review of Economics and Finance*, 67, 162-174.
- Thévenot, L. 2015. « Vous avez dit Capital ? Extension de la notion et mise en question d'inégalités et de pouvoirs de domination ». *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, 1,1, 69-80.
- Thompson, F. 2015. « Thomas Piketty, Capital in the 21st Century ». *Journal of Comparative Policy Analysis: Research and Practice*, 17, 3, 305-308.
- Varoufakis, Y. 2014. « Egalitarianism's latest foe: a critical review of Thomas Piketty's *Capital in the Twenty-First Century* ». *Real-world economics review*, 69, 18-35.
- Widerquist, K. 2015. « The Piketty Observation against the Institutional Background: How Natural is this Natural Tendency and What Can We Do about it? ». *Basic Income Studies*, 10, 1, 83-90.